

**EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL
UITTREKSEL UIT HET NOTULENBOEK VAN DE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD**

Séance du 26 février 2007

Zitting van 26 februari 2007

PRESENTS/AANWEZIGEN

M./Dhr. Vincent DE WOLF, Bourgmestre-Président, Burgmeester-Voorzitter ;
M./Dhr Didier van EYLL, Mme/Mw. Françoise BERTIEAUX, Mme/Mw Marie-Rose GEUTEN, M./Dhr Bernard de MARCKEN de MERKEN, M./Dhr Isi HALBERTHAL, M./Dhr Frank VAN BOCKSTAL, M./Dhr Jean-Luc ROBERT, M./Dhr Jean-Claude LAURENT, Echevins/Schepenen ;
Mme/Mw Eliane PAULISSEN-DE MEULEMEESTER, M./Dhr Stéphane VAN VAERENBERGH, M./Dhr Stéphane VAN VAERENBERGH, M./Dhr André du BUS de WARNAFFE, M./Dhr Laurent VLEMINCKX, M./Dhr Jean LAURENT, M./Dhr Rachid MADRANE, M./Dhr Rik JELLEMA, M./Dhr Ahmed M'RABET, M./Dhr Patrick LENAERS, Mme/Mw Marie-Pascale MINET, Mme/Mw Kathy MOTTET, M./Dhr Nouridine TAYBI, Mme/Mw Sandrine ES, M./Dhr Christophe GASIA, Mme/Mw Christina KARKAN, M./Dhr Rik BAETEN, M./Dhr Patrick CUISINIER, M./Dhr Ibrahim HANNA, Mme/Mw Corinne DE HENAU-MIKOLAJCZAK, M./Dhr Charles de BROUCHOVEN de BERGEYCK, Mme/Mw Jacqueline BERGER, M./Dhr Jean CORNIL, Mme/Mw Chantal HOORNAERT, Mme/Mw Claire ALLARD, Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden ;
M./Dhr Christian DEBATY, Secrétaire Communal/Gemeentesecretaris.

ABSENTS OU EXCUSES/AFWEZIGEN EN VERONTSCHULDIGDEN

Mmes/Mwen Françoise CARTON de WIART, Gisèle MANDAILA.

*Monsieur Jean LAURENT vote le premier aux appels nominaux par ordre alphabétique.
De heer Jean LAURENT wordt de eerste te stemmen bij naamafroeping in alfabetische volgorde.*

*La séance est ouverte à 20 h00.
De zitting wordt om 20 u 00 geopend.*

*Le point en urgence est adopté à l'unanimité.
Het punt in spoedeisendheid wordt met éénparigheid van stemmen aangenomen.*

SEANCE PUBLIQUE

**(1) Communication.
Mededeling.**

Arrêté du Bourgmestre,

Le Bourgmestre,

Vu les articles 133 et 135 § 2 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 1384 du Code Civil;

Vu le rapport visuel établi par le brigadier responsable des jardiniers communaux les 19 et 22 janvier 2007 consécutivement à la tempête du 18 janvier 2007 indiquant que les racines de plusieurs arbres sont cassées et n'assurent de ce fait plus la stabilité;

Considérant que ces arbres sont implantés le long d'artères en périmètre d'une école à forte fréquentation;

Considérant qu'il y a un risque imminent pour tous les usagers de ces voiries;

ARRETE

Article 1

Ordre est donné à l'Administration Communale d'Etterbeek de faire procéder dans les plus brefs délais à l'abattage de 10 Sorbus Thuringiaca Fastigiata 18/20 sis avenue Boileau, 9 Sorbus Thuringiaca Fastigiata 18/20 sis avenue Edmond Mesens, 3 Sorbus Thuringiaca Fastigiata 18/20 sis avenue Nestor Plissart et 3 Sorbus Thuringiaca Fastigiata 18/20 sis rue Père Eudore Devroye.

Article 2

Le présent arrêté sera communiqué au Conseil communal lors de sa plus prochaine séance.

* * *

Besluit van de Burgemeester,

De Burgemeester,

Gelet op de artikels 133 et 135 § 2 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het artikel 1384 van het Burgerlijk Wetboek;

Gelet op het visueel rapport opgesteld door de ploegbaas verantwoordelijk voor de gemeentelijke tuinieren op 19 en 22 januari 2007 ten gevolge van de storm van 18 januari 2007 dat aanduidt dat de wortels van meerdere bomen gebroken zijn en zij dus de stabiliteit van de bomen niet meer waarborgen;

Overwegende dat deze bomen gelegen zijn langs verkeerswegen in de onmiddellijke omgeving van een druk bezochte school;

Overwegende dat er een dreigend gevaar is voor de gebruikers van deze verkeerswegen;

BESLUIT

Artikel 1

Bevel wordt gegeven aan het Gemeentebestuur van Etterbeek om zo snel mogelijk over te gaan tot het omhakken van 10 Sorbus Thuringiaca Fastigiata 18/20 gelegen op de Boileaulaan, 9 Sorbus Thuringiaca Fastigiata 18/20 gelegen op de Edmond Mesenslaan, 3 Sorbus Thuringiaca Fastigiata 18/20 op de Nestor Plissartlaan en 2 Sorbus Thuringiaca Fastigiata 18/20 gelegen op de Pater Eudore Devroyestraat.

Artikel 2

Dit besluit zal worden medegedeeld aan de Gemeenteraad in zijn eerst volgende zitting.

* * *

CIGER ASBL

Parc Industriel de rhisnes

5020 TEMPLoux-NAMUR

Invitation à une journée de « conférences/débats » le 23 mars 2007

L'asbl CIGER, en collaboration avec les FUNDP, a le plaisir de vous inviter à une journée de « conférences/débats » qui se déroulera le vendredi 23 mars 2007 de 9h00 à 15h30 au CIGER.

Au travers des expériences de Communes et CPAS, mais aussi sur base des résultats d'études menées par le CRID et la CITA, cette manifestation se veut un lieu d'information et d'échanges autour de quatre thématiques :

- Technologies de l'Information et de la Communication et action sociale;
- Vie privée et communication électronique;
- E-learning et formation continue;
- Outils d'aide à la décision et e-gouvernement.

Ces différentes conférences, ouvertes à tous, sont gratuites. Selon vos centres d'intérêts et vos disponibilités, vous pouvez assister à l'entièreté des exposés ou ne venir qu'à une demi-journée.

Pour mieux vous accueillir, nous vous invitons à nous renvoyer le plus rapidement possible le bulletin d'inscription ci-joint.

Dans l'attente de vous rencontrer ce vendredi 23 mars, nous vous prions d'agréer, Mesdames et Messieurs les Membres du Collège communal, l'expression de nos salutations distinguées.

André CORNET, Président de l'asbl CIGER.

* * *

ECOLE REGIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE ASBL / GEWESTELIJKE SCHOOL VOOR OPENBAAR BESTUUR VZW

Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles Capitale

Formation des mandataires

A la veille de l'installation des nouveaux conseils communaux, l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale a organisé, à l'attention des mandataires communaux, une formation portant sur les bases de connaissances indispensables à l'exercice d'un mandat communal.

Cette initiative a soulevé de très nombreuses questions prouvant l'intérêt d'aller au-delà. C'est pourquoi, l'Ecole Régionale d'Administration publique et l'Association ont convenu de mettre sur pied une formation de niveau intermédiaire qui, sans aller jusqu'à former des spécialistes, permettrait néanmoins de couvrir la totalité des matières traitées au cours de ces deux matinées, qui n'entendaient pas être autre chose qu'une simple introduction au sujet.

En 2007, cette formation intermédiaire portera sur trois modules (la Nouvelle Loi communale, la comptabilité communale et les marchés publics) et s'étalera sur cinq matinées réparties à trois semaines d'intervalle entre les mois de mars et mai 2007. Les contraintes du programme et des institutions partenaires qui l'organisent ne permettent pas d'offrir ce programme aux participants mais celles-ci ont convenu d'en réduire le coût au minimum en le fixant à 75 euro par demi-journée.

Nous vous saurions gré de bien vouloir nous faire savoir si cette initiative est susceptible de rencontrer votre intérêt et si la Commune serait disposée à en prendre le coût en charge en tout ou partie.

Convaincus que vous percevrez l'intérêt d'une telle formation pour le bon fonctionnement de l'institution communale et vous remerciant d'avance du bon accueil que vous pourriez réserver à cette invitation, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins, l'expression de nos sentiments les plus distingués.

Georges DESIR, Président de l'Ecole Régionale d'Administration Publique

Marc COOLS, Président de l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

FORMATION DES ELUS

TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LA NOUVELLE LOI COMMUNALE ET
QUE VOUS N'AVEZ PAS OSE DEMANDER

Dates	Programme	Intervenants
Samedi 17.03.07	1. Le paysage institutionnel et la régionalisation (2h)	H. SCHMIDT (Fr) Conseillère juridique à l'AVCB
	2. Les organes de la Commune (Conseil, Collège, Bourgmestre) (2 h)	C. DEBATY (Fr) Secrétaire communal d'Etterbeek
Samedi 31.03.07	1. Le contrôle des actes des autorités communales (2h)	J. BOUVIER (Fr) Secrétaire communal de Schaerbeek
	2. Le personnel communal (Charte sociale, grades légaux, régime disciplinaire...) (2h)	D. BORREMANS (NI) Secrétaire communal d'Evere
Samedi 28.04.07	1. Police et police administrative (2h)	V. RAMELOT (Fr) Conseiller juridique à l'AVCB
	2. CPAS, Intercommunales, ASBL et fabriques d'Eglise (2h)	G. DELANGHE (NI) Secrétaire communal de Forest

NB. La traduction simultanée des interventions sera assurée.

Lieu : Auditorium DEXIA, rue de Ligne, 2 – 1000 Bruxelles.

FORMATION DES ELUS

« VOYAGE AUX FRONTIERES DE LA COMPTABILITE COMMUNALE »

Dates	Programme	Intervenants
Samedi 12.05.07	1. Philosophie de la comptabilité communale (Comptabilité budgétaire, comptabilité générale, comptes particuliers) (1h)	F. KHROUZ (Fr) Professeur à l'ULB
	2. Fonctionnement et organisation de la comptabilité budgétaire	W. HONTOIR (Fr) Receveur régional
	a) le budget b) concepts de dépenses et de recettes, plan des codes fonctionnels et économique (1h)	
	3. Fonctionnement de la comptabilité générale et interprétation des comptes annuels (1h)	F. KHROUZ (Fr) Professeur à l'ULB
	4. Les grands équilibres dans le cadre de la	R. PETIT

	problématique des finances (1h)	(Fr) Economiste à l'AVCB
--	------------------------------------	-----------------------------

NB. La traduction simultanée des interventions sera assurée.
Lieu : Auditorium DEXIA, rue de Ligne, 2 – 1000 Bruxelles.

FORMATION DES ELUS
« MARCHES PUBLICS » « MARCHES PERSANS »
UNE INITIATION A UNE LEGISLATION COMPEXE

Dates	Programmes	Intervenants
Samedi 26.05.07	1. Les grands principes de la réglementation (Passation des marchés, publicité, incompatibilités) (1h)	Y. CABUY (Fr) Attaché au Ministère de la RBC
	2. La prise de décision en matière d'attribution des marchés publics et le contentieux (1h)	V. RAMELOT (Fr) Conseiller juridique à l'AVCB
	3. L'intervention de la tutelle régionale (tutelle générale et tutelle d'approbation) (1h)	R. DE PESSEMIER (NI) Directeur au Ministère de la RBC

NB. La traduction simultanée des interventions sera assurée.
Lieu : Auditorium DEXIA, rue de Ligne, 2 – 1000 Bruxelles.

FORMATION DES ELUS
FORMULAIRE D'INSCRIPTION

COMMUNE
NOM
PRENOM
FONCTION
ADRESSE
CODE POSTAL
E-MAIL

Je m'inscris à la formation concernant :

- La Nouvelle Loi communal (les 17, 31 mars et 28 avril 2007)	0	3x75€	225 €
- La comptabilité communale (le 12 mai 2007)	0	1x75€	75 €
- Les marchés publics (le 26 mai 2007)	0	1x75€	75 €
		TOTAL	

Cette somme sera versée au compte 091-017156-09 de l'ERAP avant le 17 mars 2007.
Formulaire à retourner à l'ERAP, 35 rue Capitaine Crespel – 1050 Bruxelles – Fax 02/512.53.91 pour le 23 février 2007 au plus tard.

(2) Déclaration de politique générale - Législature 2006-2012 - Approbation.
Algemeen beleidsprogramma - Legislatuur 2006-2012 - Goedkeuring.

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met éenparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Vu l'article 242 bis de la nouvelle loi communale;

Attendu que cet article précise : « Dans les trois mois après l'élection des échevins, le Collège soumet au Conseil communal un programme de politique générale couvrant la durée de son mandat et comportant au moins les principaux projets politiques »;

APPROUVE

Le programme de politique générale pour la législature 2007-2012, tel qu'il figure en annexe.

DECLARATION DE POLITIQUE GENERALE LEGISLATURE 2007-2012

LIMINAIRE

La présente déclaration de politique générale ne constitue en rien une délimitation des compétences mais bien la définition des lignes de forces pour la présente législature.

INTRODUCTION

La mise en œuvre de tout projet ambitieux nécessite la définition préalable de point de repères, de priorités et d'objectifs précis. La réussite d'une législature n'échappe pas à cette règle. C'est pourquoi, comme nous l'avons déjà fait il y a six ans, nous avons pris soin d'établir la présente déclaration de politique générale. Elle regroupe les principales orientations qui définiront notre programme politique pour les six années à venir.

L'observateur attentif le remarquera : en bien des points, ce texte traduit une continuité à l'égard des enjeux qui ont déterminé notre action et notre engagement politique durant la législature précédente. Mais nous y avons aussi introduit de nouvelles tonalités. Celles-ci traduisent bien sûr la volonté des mandataires que nous sommes de vouloir avant tout répondre aux besoins et aux attentes exprimées par les Etterbeekois. Mais au regard des lignes de force qui traversent notre déclaration de politique générale et des compétences qui seront exercées par chacun des membres du Collège, c'est avant tout le souci évident de vouloir plus que jamais replacer l'humain au centre de nos préoccupations qui transparaît.

Etterbeek mérite pleinement son image de commune moderne, dynamique, créative et ouverte à tous. Nous allons tout faire pour maintenir et renforcer cette image. Avant tout, nous voulons rester à l'écoute des citoyens et entretenir avec eux un dialogue permanent pour que chacun se sente bien à Etterbeek, sans distinction d'âge, d'origine, de condition sociale,...

NOTRE PROGRAMME

1. La proximité – la participation

Construire l'avenir d'une commune ne doit pas être un privilège uniquement réservé à celles et ceux qui la dirigent. Gérer Etterbeek dans l'intérêt de ses habitants implique inévitablement d'agir en parfaite concertation avec eux et de les associer, dans le respect du cadre légal, aux décisions que nous prenons. Comment y parvenir ? Voici nos idées :

- Ouvrir au public une « Maison » de la Participation, lieu public d'échanges et de rencontres, dont la mission consistera à mettre sur pied des initiatives, issues de l'administration et de la société civile et politique, destinées à informer les habitants ou susciter leur participation active en vue de développer de nouveaux projets.
- Dans tous les grands dossiers d'urbanisme ou de travaux publics où la commune jouit d'un pouvoir de décision, les habitants du ou des quartiers concernés seront consultés en amont par voie de sondage ou de réunions publiques complémentaires aux réunions de concertation prévues par la loi.
- Nous veillerons en accord avec les instances de Bellris à faire de la place Jourdan et de son réaménagement un exemplaire de participation, chaque acteur (commerçant, riverain ou usager) devant être consulté à tous les stades du projet. Il en sera de même quant aux grands projets communaux tels que la réurbanisation du site des « Jardins de la Chasse ».

- Les différentes commissions consultatives que nous avons instituées (classes moyennes, handicapés, affaires européennes, Table Ronde Etterbeekoise de la Solidarité Internationale (TRESI), mobilité et tout récemment le conseil des jeunes) ont démontré leur intérêt et généré de nombreux projets et idées. Leur rôle sera intensifié et leur structure consolidée.
- La bonne information du citoyen est un élément indispensable pour susciter sa participation à l'exercice de la démocratie locale. C'est pourquoi, nous moderniserons nos outils d'information : notre site internet connaîtra une importante refonte durant cette législature, son utilisation sera davantage promue et une nouvelle formule de journal communal (avec une périodicité accrue) verra le jour.
- Précédemment, la Commission Consultative des Affaires Européennes d'Etterbeek a développé une politique de proximité à l'égard des citoyens européens et a, dans ce cadre, organisé en synergie avec d'autres services de nombreuses activités citoyennes et de rencontres, visant à une meilleure connaissance et cohabitation mutuelle. La CCAE poursuivra cette politique, tant par l'accent mis sur l'accueil des ressortissants de deux nouveaux pays membres de l'Union Européenne (Bulgarie et Roumanie), que par la poursuite et l'extension des réunions et activités proposées à tous les ressortissants européens d'Etterbeek, au nombre actuellement de +/- 10.000 personnes.

2. Le social

Durant la législature passée, la majorité a mis l'humain au centre de ses préoccupations.

Dans l'esprit de ce qui a été réalisé, à savoir le nouveau home communal, la maison Abbeyfield, le cyber-espace, l'Arche, la Maison des Jeunes, la Maison de quartier Chambéry,... nous continuerons à privilégier les politiques et les réalisations qui, eu égard aux nombreuses compétences complémentaires réparties parmi d'autres membres du Collège donnent à ce dernier – et de manière générale – une évidente coloration sociale. Les grands axes de la politique que nous souhaitons mener sur le plan social seront :

A. Jeunesse et Sports

A1) Jeunesse

Des efforts importants ont été accomplis durant la dernière législature :

- Espace « Angora space » - quartier rolin
- Mini-pitch – Place de Fontenay-sous-bois
- Le Chalet – Sorelo
- Piste de Rollerskate – Cours Saint-Michel
- Aire de jeux – Ranch
- Inauguration de la nouvelle Maison des jeunes
- Journal « Salut les Jeunes »
- Voyage d'un jour à Eurodisney
- Création du Conseil des Jeunes

Il faut toutefois reconnaître qu'il s'agit là plus de la réussite d'actions ponctuelles que de la mise en œuvre d'une véritable politique de la jeunesse.

Telle est aujourd'hui notre ambition. Nous souhaitons élaborer un « plan jeunesse » qui ne peut se concevoir qu'en concertation avec d'autres compétences telles que le sport, l'action sociale ou encore les programmes de cohésion sociale.

C'est dans cette optique que sera mise sur pied une table ronde de la jeunesse et des sports. Cette initiative doit permettre de renforcer le soutien accordé aux organismes de la jeunesse.

A2) Le sport

Tout comme pour la jeunesse, des actions ponctuelles de qualité ont été réussies :

- Reconstruction de la piscine « Espadon »
- Nouvelle tribune pour le stade Guy Thys
- Action « sport à l'école »

Aujourd'hui, nous souhaitons mettre sur pied une véritable politique sportive. La compétence des sports ne pouvant se résumer à l'octroi de subsides et de la gestion de salles.

C'est dans cette optique que la politique des sports a été rassemblée en une compétence scabinale chargée de mettre sur pied une politique intégrée rassemblant les ressources et les infrastructures disponibles telles que le centre des sports, la piscine, le stade de football, les salles de gymnastique des écoles, les aires et plaines de jeux.

Le sport et la jeunesse doivent être des outils de socialisation et d'intégration sociale.

A cet égard, nous serons attentifs à soutenir l'offre d'activités sportives orientée vers des publics spécifiques, en particulier le public féminin.

Des initiatives telles que la mise sur pied d'activités intergénérationnelles, la lutte contre le racisme ou l'organisation d'activités sportives réunissant l'ensemble des réseaux scolaires présents sur notre territoire seront organisées.

C'est dans cet esprit que, comme précisé supra en matière de jeunesse, un plan sport sera mis sur pied.

B. La santé

Ces six dernières, Etterbeek a été particulièrement active en matière d'aide aux personnes du troisième âge ou aux personnes handicapées. Nous voulons bien sûr poursuivre dans cette voie, tout en donnant une dimension supplémentaire à l'attention accordée aux personnes les plus fragilisées.

C'est dans cette perspective qu'il faut analyser notre souhait de créer un Echevinat de la Santé. Dans ce cadre précis, des campagnes de prévention et de dépistage de maladies seront activement menées. Notre échvinaat servira aussi de relais local pour des opérations de prévention initiées à d'autres niveaux de pouvoirs ou à l'initiative des diverses professions médicales.

Nous devons encourager l'accès de la population aux soins de première ligne.

Il faudra évaluer le bilan dressé par l'observatoire bruxellois de la santé pour Etterbeek.

C. La solidarité internationale

Notre commune a joué un rôle marquant sur le plan de la Solidarité Internationale. Nous souhaitons continuer sur cette voie en soutenant le conseil consultatif qu'est la Tresi et en renforçant le lien entre villes avec Essaouira. La promotion du commerce équitable sera poursuivie.

La TRESI :

Afin de remplir son rôle sur le plan de la solidarité internationale, la commune a besoin d'un organe consultatif performant. La Tresi a jusqu'à présent rempli cette mission. Celle-ci, ainsi que les pionniers de Getmo, les magasins du monde Oxfam et le comité 11.11.11 souhaitent élargir la structure existante et tendre ainsi vers un large réseau qui toucherait toutes les organisations présentes sur le territoire communal qui ont un lien avec la solidarité.

Les activités du mois de la solidarité internationale seront organisées en partenariats avec ces associations.

Le lien entre villes avec Essaouira :

La commune s'engage également à renforcer le lien entre villes. Un lien basé sur les principes communaux de solidarité au profit de l'administration communale et des associations locales. Ce processus d'apprentissage réciproque ne sera que tout bénéfique tant pour la communauté marocaine d'Essaouira que celle d'Etterbeek.

La maison de quartier :

La construction de la maison de quartier dans « le quartier de la Mellah » d'Essaouira constitue la pierre angulaire du lien entre ville. La commune souhaite à travers ce projet contribuer à l'ancrage social de la population locale et soutenir les nombreuses associations socioculturelles. La maison de quartier Chambéry apportera son expérience aux associations locales pour mettre sur pied la maison de quartier.

La plate-forme consultative locale :

La réalisation de cette maison de quartier sera un soutien important pour la vie sociale dans le quartier. La plate-forme consultative composée des associations locales représentera l'accomplissement du rôle social de la maison de quartier.

Les écoles :

Dans la foulée de la première expérience menée avec l'école Claire-Joie, nous continuerons à sensibiliser nos écoliers à la thématique des relations Nord-Sud. L'échange entre jeunes d'Etterbeek et d'Essaouira continuera également d'être soutenu.

La sensibilisation :

Le débat sur le lien entre villes, ouvert à tous, ainsi que la sensibilisation de la population etterbeekoise marocaine seront renforcés. L'important partenariat avec le contrat de sécurité communal sera maintenu.

La coopération au développement :

Dans sa stratégie de coopération au développement, la commune s'inscrit dans le projet « fin de la pauvreté en 2015 ». Par ce soutien, la solidarité internationale et la coopération au développement font partie intégrante du développement durable.

D. Le programme de cohésion sociale

Dans le cadre des politiques préventives menées sur la commune d'Etterbeek, la coordination du Programme de Cohésion Sociale (ex. Programme Cohabitation), a pour mission de :

- favoriser l'émergence et le développement d'actions de cohésion sociale ainsi que de projets communs ;
- assurer le soutien aux actions ;
- favoriser les synergies et assurer la cohérence entre ces actions ;
- assurer le suivi des réflexions émanant de groupes de travail divers ;
- assurer la transversalité entre les différents dispositifs présents sur le territoire.

Depuis janvier 2006, un nouveau décret régit ce programme. Le Programme se donnera ainsi une priorité au soutien et à la pérennisation de ces petites structures.

Les objectifs de ce Programme sont similaires aux objectifs poursuivis par l'ancien Programme Cohabitation : « améliorer la cohésion sociale des populations vivant dans les quartiers fragilisés de la Capitale et favoriser une meilleure cohabitation des différentes composantes de ce quartiers ».

Ainsi elle mettra en place divers espaces de rencontres formelles et informelles, de réflexion et de convivialité :

- les « PIC nic » des derniers vendredis de chaque mois
- les rencontres dans l'un ou l'autre parc d'Etterbeek (2006 : les Jardins Fontenay) où les associations ou autres dispositifs de terrain (communaux, écoles,...) n'ayant pas encore fait connaissance ont eu tout le loisir d'être informés des projets développés et de rencontrer les dispositifs communaux et associatifs représentés et de créer ainsi d'autres synergies.

Les associations partenaires à travers divers espaces d'accueil, de dialogue et d'actions investissent les axes suivants :

1. soutien méthodique
2. interculturel
3. intergénérationnel
4. extrascolaire
5. soutien scolaire.

Ces actions sont caractérisées par un important souci de cohésion sociale à travers un travail de réseau efficace, par le développement de partenariat réel, par une attention particulière à des critères de responsabilisation du public et de sa participation à la vie du quartier. La coordination favorisera le respect de ces quelques critères prioritaires pour un véritable travail de renforcement du tissu social et des liens sociaux.

Différentes initiatives marquent l'évolution du Programme Cohabitation.

- la création d'un site internet qui reprendra le Guide Social ainsi que les différents partenariats développés.
- La mise en place de groupes de travail constitués essentiellement des animateurs favorise l'échange des pratiques de terrain. Ils sont fixé trois fois l'an et une rencontre est prévue pour les programmations d'été.
- La mise en place de groupes de réflexion plus spécifiques à la coordination des écoles de devoirs..
- Un groupe de travail regroupant les organisateurs de fêtes de quartier sur Etterbeek.
- Plate-forme « Citoyenneté en Solidariteit » en collaboration avec divers partenaires sociaux tels la Maison de Quartier Chambéry, la Maison des jeunes, l'Asbl « Logement et Harmonie sociale »... Les membres de cette plate-forme souhaitent mener un travail de réflexion et d'action concernant le thème de la citoyenneté, la démocratie...

E. La petite Enfance

Nous souhaitons que des places supplémentaires soient disponible pour la petite enfance à Etterbeek. Nous rénoverons et moderniserons les infrastructures de jeu en plein air afin d'offrir aux familles et aux enfants des espaces de loisir de qualité sur l'ensemble du territoire de la commune. Nous souhaitons également développer des espaces de rencontre pour les parents et des activités pour les jeunes enfants en concertation avec les associations.

F. Le tourisme

Notre proximité avec les institutions européennes devra nous inciter à développer notre capacité d'accueil et d'hébergement en favorisant la création de « Chambres d'hôtes » ou « Bed & Breakfast » chez l'habitant. Cette politique comprendra deux axes : aller vers l'habitant en l'informant au mieux sur les possibilités de création d'une chambre d'hôte et en l'incitant à entreprendre un tel projet ; communiquer largement en externe pour faire connaître notre réseau de logement chez l'habitant.

Par ailleurs, plusieurs instruments seront mis en œuvre pour mieux faire connaître les atouts de notre commune située au cœur de l'Europe, son patrimoine et son histoire :

- Edition d'une brochure de présentation d'Etterbeek reprenant notamment :
 - Les sites à visiter (Maison Cauchie, Fondation Carcan, Musée de la Police)
 - Des itinéraires piétons au sein de la commune (un parcours d'une heure et un parcours de trois heures) permettant au visiteur d'apprécier notre petit patrimoine
 - Visites d'entreprises artisanalesCette brochure devra faire l'objet d'une distribution très large auprès des offices de tourisme, agences de voyage et bureaux d'information dans les Institutions européennes.
- Dans les quartiers à haute fréquentation, nous créerons des panneaux d'affichage « style Decaux ou Clear Channel) relatant l'histoire du lieu où l'on se trouve. Exemples : histoire de la rue des Tongres ou de la Place Jourdan ou encore celle de la Place Saint-Pierre). Dans la mesure du possible, tous nos quartiers verront ainsi leur histoire mise à l'honneur.
- De manière générale, nous mettrons tout en œuvre pour continuer à faire d'Etterbeek une commune accueillante et ouverte sur le monde.

3. Le logement

La montée vertigineuse des prix du logement à Bruxelles et particulièrement à Etterbeek rend l'acquisition d'un logement moyen inaccessible.

Il s'agit d'un enjeu majeur, d'un défi complexe face auquel les pouvoirs publics ne peuvent rester inactifs.

La vente d'immeubles appartenant à notre commune par la technique du « Droit de Superficie » sera mise en œuvre et servira de test à la région bruxelloise.

Le logement ne pouvant se résumer à une facette plutôt qu'à une autre, une véritable compétence logement a été créée au sein du Collège et ce dans le but de multiplier les outils de gestion de manière coordonnée :

- poursuite des programmes de rénovation menés par la Régie Foncière et maintien d'une politique de location accessible aux revenus moyens,
- poursuite de la politique de lutte contre le morcellement des logements dans le respect du plan communal de développement grâce à une politique intégrée de l'Observatoire du Logement, de l'Urbanisme et des agents de proximité, notamment par la vérification des conditions de salubrité et d'hygiène lors des inscriptions des habitants dans les registres de la population.

Comme par le passé, nous viellerons à réinvestir les charges d'urbanisme dans la rénovation des logements sociaux et dans l'aménagement de l'espace public.

Les sociétés de logements sociaux présentes sur Etterbeek, dont essentiellement le Foyer Etterbeekois doivent voir leur gestion intégrée dans une politique globale du logement au sein du Collège.

A cet égard, la poursuite urgente des programmes de rénovation est une priorité absolue.

Le Collège rendra les sociétés de logements sociaux attentives à l'opportunité d'inclure des clauses sociales (appel à des sociétés d'économie sociale, demandeurs d'emploi, ...) dans leur cahiers des charges.

Nous créerons une agence immobilière sociale communale après avoir consulté les AIS existantes et après avoir analysé leurs bilans.

La construction de logements moyens en partenariat ou non avec le privé reste par ailleurs une de nos priorités, en cours de réalisation dans l'îlot Belliard/Froissart/ch. d'Etterbeek, ou en gestation sur le site des « Jardins de la Chasse ».

Les programmes de cohésion sociale, notamment dans les logements sociaux, seront renforcés par la collaboration et le soutien accordés à l'asbl « Logement et Harmonie sociale ».

Lors des rénovations dans ces logements sociaux, un accent particulier sera mis sur les matériaux d'éco-construction et la performance énergétique des bâtiments. L'on sait en effet que la facture énergétique pèse parfois plus lourd dans le budget des allocataires sociaux que le coût de leur loyer.

4. L'embellissement des quartiers

Le temps où les pouvoirs publics se contentaient de réaliser des aménagement urbains purement fonctionnels, sans aucun souci, ou presque, de toute considération esthétique, est révolu. A Etterbeek, au gré des chantiers, nous nous préoccupons de l'harmonie et de l'esthétisme de l'espace public, que ce soit à travers les matériaux utilisés pour rénover les voiries, l'éclairage, la signalétique, le mobilier urbain ou les plantations.

Le respect de la propreté publique est un autre enjeu de premier plan en matière d'embellissement urbain. C'est aussi – et surtout – l'une des exigences les plus couramment formulées par le citoyen à l'égard des pouvoirs publics. Rien d'étonnant dès lors à ce que cet élément figure en bonne place parmi les priorités qui seront les nôtres :

- Nous veillerons à consulter la population sur les fonctionnalités à donner aux espaces publics avant l'élaboration de cahiers de charges relatifs aux grands projets urbanistiques.
- La mise en œuvre de notre Plan de Circulation (qui définit les aménagements à réaliser sur l'ensemble des voiries communales) est en cours depuis plusieurs années. Nous allons poursuivre ce travail. En outre deux défis de première importance nous attendent durant cette législature : réussir le réaménagement du quartier de la Chasse (mobilité, commerces, etc) et celui, plus global, de la place Jourdan.
- Concevoir un « Plan lumière » permettant à la commune d'acquérir progressivement une identité visuelle.
- En matière de propreté, nous voulons évaluer l'efficacité de notre déchetterie itinérante.
- Nous voulons permettre aux habitants de déposer, en un endroit et selon des modalités qui restent à définir, leurs déchets destinés au compostage.
- Nous uniformiserons et renforcerons progressivement la signalétique en voirie.
- L'espace central de la Place Jean Glineur sera restauré et remis en valeur afin que cette place puisse redevenir un espace central attractif de rencontre pour le quartier et que la réglementation d'utilisation soit respectée.
- Nous allons poursuivre le fleurissement et la verdurisation de la commune et porterons notamment une attention particulière aux aspects suivants :
 1. La Cité Jouët-Rey : Ce jardin aménagé par l'IBGE requiert une attention particulière quant à son entretien et conséquemment un suivi tout aussi particulier de l'entrepreneur en charge de ce travail.
 2. Nous améliorerons encore l'organisation du travail des jardinets : un planning de tontes et de tailles sera mis en place.
 3. Un programme de rénovation du parc du Paradis des Enfants devra être mis sur pied en mettant en parallèle l'usage de ce parc par l'école et la modernisation de ses infrastructures.
 4. Les Jardins de Fontenay-sous-Bois présentent des signes d'érosion et d'appauvrissement du sol dans la partie proche des terrains de sport et de jeu. Une restauration des sols et de nouvelles plantations seront effectuées. Ce parc mieux aménagé, notamment en infrastructures de jeux pour les enfants, a aussi le potentiel de devenir un centre d'attraction fort et un petit poumon pour le quartier commerçant de la Chasse, et ce en fonction des moyens disponibles.
 5. Le parc Hap : une concertation avec l'IBGE devra avoir lieu dès que possible afin de définir l'avenir du jardin biologique compte tenu de la complexité des opérations d'entretien.
 6. Les bermes centrales des avenues Hansen-Soulie, Le Marinel et Galopin : il faut penser à replanter en vue de densifier les plantations et de fleurir et coloriser par des plantes vivaces. Cela permettra de placer les corbeilles fleuries dans d'autres quartiers pauvres en éléments végétaux.
 7. La place Saint-Antoine : des contacts intenses et suivis avec la Région devront être pris afin de les inciter à entretenir convenablement les grands bacs devant l'église.
 8. Le parc Keith Haring : ce parc pourrait être aménagé en roseraie. Des arceaux traversant les chemins et couverts de rosiers grimpants procureraient des zones d'ombres à proximité des bancs. Des massifs de rosiers pourraient également être envisagés.
 9. Le square de Léopoldville : les plantations du square sont totalement à revoir. Le square est actuellement d'un vert un peu morne et manque de couleur. La replantation devra tenir compte de la fonctionnalité et de l'usage du square.
 10. Les herbes folles : la répression en matière d'herbes folles sera poursuivie tout en respectant les bonnes pratiques environnementales et en veillant à utiliser des produits non toxiques mais performants.

5. L'urbanisme et l'environnement

a) l'urbanisme

La lutte contre les chancres urbains a été, tout au long de la précédente législature, un des soucis essentiels et prioritaires en matière d'aménagement du territoire.

Les derniers chancres, et notamment ceux qui ont longtemps défiguré les principales entrées d'Etterbeek, rue Belliard et chaussée de Wavre (l'Arsenal), ont disparu. Ces deux sites d'envergure, aujourd'hui en cours de réaffectation, ont été rénovés par des opérateurs privés tout en respectant notre conception d'un urbanisme respectueux de la qualité de vie des habitants.

Etterbeek est une commune fortement touchée par l'évolution rapide du marché de l'immobilier tentant sans cesse d'urbaniser de nouveaux espaces. C'est dire si le maintien – au gré des projets qui nous seront soumis – d'un urbanisme à dimension humaine et respectueux de la vie des concitoyens constituera pour nous un engagement politique majeur et un défi permanent.

Ces différents aspects de la vie communale nous amèneront durant cette législature à relever de nombreux défis :

- La réalisation, en complément du nouveau Règlement Régional d'Urbanisme, d'un Règlement Communal d'Urbanisme qui devra être autre intensifier la lutte contre la division des logements en petites entités tout en mettant un accent tout particulier sur les problèmes d'éclairage, de bruit, d'aménagement des intérieurs d'îlots et de protection du petit patrimoine. Il y sera également fait allusion à des problématiques telle que l'usage des matériaux durables ou d'énergie renouvelable.
- La rénovation et le maintien du patrimoine existant, et ce par la protection du patrimoine qui n'est pas couvert par le code Bruxellois de l'aménagement du territoire (petit patrimoine).
- Le respect général des lignes directrices et le suivi du Plan Communal de développement adopté durant la législature précédente.
- La sensibilisation de la population au patrimoine existant, aux conséquences financières du non respect des lois et règlements d'urbanisme et surtout faciliter l'accès du public à l'information tant sur l'actualité urbanistique que dans le domaine du patrimoine etterbeekois.
- Mettre sur pied un vaste projet de réurbanisation du site des Jardins de la Chasse (ancien hôpital d'Etterbeek) couvrant une large portion de l'îlot Beckers – Casernes – de Haerne. Ce projet pourrait englober un nombre important de logements neufs, mais également un nouveau pôle de services regroupant à la fois l'Hôtel communal, le CPAS et l'Hôtel de police. Ce dossier dont l'ampleur dépasse une seule législature fera l'objet d'une concertation à tous niveaux, s'agissant d'un projet majeur qui devrait pouvoir conduire à l'amélioration de la situation financière de la Commune et à la relance du quartier de la Chasse dont il est question par ailleurs.

b) l'environnement

MISSIONS EXTERNES

La priorité sera donnée :

- aux politiques de prévention des pollutions et nuisances et de gestion des risques, lesquelles influent le plus sur la qualité de l'environnement de la commune à moyen et long terme.
- À l'approche transversale des problématiques environnementales, avec en corollaire le maintien et le développement des réseaux d'information et l'information des acteurs (notamment au niveau des projets et lors du suivi des installations à risques).

Le volet inspectorat (contrôle des infractions et mise en œuvre des moyens de sanctions) sera renforcé par l'accord de coopération entre les niveaux régional (IBGE) et communal.

Les priorités sont :

- le dépistage et le suivi des installations soumises à permis d'environnement et actuelle non couvertes
- le dépistage et le suivi des installations accessibles au public et dont la prévention incendie n'est pas conforme aux prescriptions émises par le service incendie
- le dépistage et le suivi des installations à risques concernées par le plan d'urgence et d'intervention communal.

L'information de la population (notamment via « la Vie Etterbeekoise » et le site Internet, promotion des énergies renouvelables, de la biodiversité côté jardin et côté façade, information sur le compostage, soutien des maîtres-composteurs, déchetterie communale, fête régionale de l'Environnement,...) devra marquer l'attention de la population sur les enjeux environnementaux tout en s'inscrivant dans les politiques de développement durable.

MISSIONS INTERNES

Le Label Entreprise écodynamique sera l'action moteur pour dynamiser la gestion environnementale au sein de l'ensemble de l'administration.

En particulier, l'accent sera mis sur l'information et la formation du personnel communal sur le tri de déchets, l'utilisation rationnelle de l'énergie, de l'eau,...

L'Agenda local 21 sera implémenté dans ses aspects environnementaux.

Le volet Eau sera développé en priorité, cette thématique n'étant pas couverte par un plan régional (la politique de gestion des déchets, du bruit et de la qualité de l'air sont couvertes chacune par un plan régional).

En matière de participation de la population, la promotion du compostage à domicile et le compostage collectif et la promotion de la biodiversité seront développés.

6. La sécurité

Le principal souci de la majorité sera d'intensifier encore la police de proximité et la présence de policiers dans les rues. Mais la restauration du sentiment de sécurité passe aussi par la mise en œuvre de mesures préventives efficaces et adaptées aux réalités du terrain.

Nos priorités : l'intensification des mesures préventives et dissuasives, l'augmentation du nombre de policiers sur la voie publique. A cela on peut ajouter le maintien de nos stewards de nuit (une formule jugée audacieuse à ses débuts mais qui recueille l'adhésion du public) et le renforcement de moyens accordés au Contrat de Prévention et de Sécurité.

Nous allons augmenter le nombre de caméras de surveillance dans les noyaux commerciaux ainsi que dans certains lieux qualifiés de sensibles.

Nous voulons sensibiliser davantage les commerçants à l'existence et au fonctionnement du système télé-police.

Nous mettrons concrètement en œuvre le système des amendes administratives pour sanctionner les actes de malpropreté ou autres infractions et incivilités commises sur la voie publique. Nos agents constatateurs habilités à dresser procès-verbal au même titre que les agents de police ont suivi une formation ad hoc et prêteront tout prochainement serment.

Nous souhaitons poursuivre la mise en œuvre du programme de sécurisation dans les logements sociaux, accorder de nouveaux moyens au Bureau d'Aide aux Victimes et mieux informer le public quant aux fonctionnements et aux spécificités de ce dernier.

Nous allons interpeller la Région pour obtenir le réaménagement des traversées de grandes voiries régionales afin d'y augmenter la sécurité routière et faciliter le déplacement des personnes à mobilité réduite.

Une attention particulière sera accordée à la lutte contre les bandes urbaines en collaboration avec le membre du Parquet chargé de cette politique.

De même, nous poursuivons, en accord avec le service de la protection de la jeunesse, la sécurisation des abords des écoles et des chemins d'accès à celles-ci, notamment les stations de métro en vue de lutter contre les faits de petite délinquance.

En matière de sécurité routière, les moyens provenant du fonds des amendes permettront à la police locale de fournir des efforts supplémentaires au niveau de la sécurité routière, plus particulièrement en ce qui concerne la prévention.

Sur le territoire de la commune d'Etterbeek, cela signifie plus concrètement :

- offrir des leçons de code de la route aux écoles primaires
- mettre en œuvre une piste de circulation comme moyen pédagogique par excellence
- mener des campagnes de prévention en collaboration avec l'IBSR :
 - mesurer la vitesse à l'aide d'un radar préventif et informer le conducteur de sa vitesse
 - faire respecter les règles en matière de l'équipement de sécurité : la ceinture de sécurité, le siège-enfant et le port du casque.

- S'attaquer au problème du stationnement gênant et dangereux
- Faire respecter les feux de signalisation
- Favoriser la commodité de passage des transports en commun (stationnement aux arrêts – utilisation du site propre réservé aux trams-bus)
- Mettre en place des radars préventifs permanents
- Mettre en place des panneaux de vitesse variables dans des zones 30 aux abords des écoles
- Acquérir du matériel de signalisation performant utilisé lors de déviations en raison d'un accident – d'un grand événement – d'une catastrophe ou d'un sinistre quelconque.
- Enfin, nous réaffirmons notre ferme volonté de ne pas déléguer de prérogatives sécuritaires au secteur privé.

7. La mobilité

Etterbeek est la première commune à avoir adopté son plan de circulation il y a déjà près de quinze ans. Etterbeek a créé un plan de stationnement dont s'inspirent aujourd'hui de nombreuses autres communes. Nous avons généralisé les contre-sens cyclistes et remporté deux fois le Vélo d'or.

Nous avons adopté notre propre plan de Déplacement d'entreprise ainsi qu'un Plan Communal de Mobilité. Bref, Etterbeek, est avec Jette une commune qui se démarque en matière de zones 30 en région bruxelloise et n'a cessé de se distinguer en matière de mobilité. Nous allons bien sûr continuer à le faire en veillant à concilier deux objectifs complémentaires : protéger les zones résidentielles contre un trafic automobile envahissant et préserver l'attractivité commerciale, économique et culturelle de la commune au travers d'une politique de mobilité respectueuse de tous les usagers (piétons, cyclistes, automobilistes, personnes à mobilité réduite, etc.).

Nous poursuivons la mise en œuvre de notre Plan de stationnement en créant de nouvelles zones vertes.

10 % du résultat net de la taxe de stationnement (ce que payent les automobilistes qui n'alimentent pas les horodateurs dans les zones vertes et rouges) seront réinjectés dans des projets de mobilités douces.

Nous voulons augmenter le nombre de parkings vélos.

Un grand défi « mobilité » nous attend dans le quartier de la Chasse : nous voulons y mener, en concertation avec les habitants et les commerçants, une réflexion globale visant à désengorger ce quartier soumis à un trafic de transit intense.

Nous voulons intensifier le dialogue et la concertation avec les différents niveaux de pouvoir et les autres communes pour assurer une meilleure cohérence en termes de mobilité et de stationnement.

8. La culture

a) la culture française

De manière générale, nous avons l'ambition de mieux valoriser notre patrimoine culturel, architectural et touristique. En ce qui concerne la culture, nous avons déjà établi un certain nombre de pistes qui toutes s'inspirent du slogan définissant le mieux notre conception de la politique culturelle : « La culture pour tous ».

Nous voulons étendre l'application de « l'article 27 », sur base duquel des chèques-culture sont offerts aux allocataires sociaux, aux chômeurs et aux plus démunis.

Nous souhaitons mieux valoriser le travail réalisé dans nos Académies en organisant, par exemple, un marché des créateurs.

Le Prix Louis Schmidt sera réactivé et ouvert au public.

La commune souhaite acquérir et installer sur l'espace public une œuvre majeure par législation.

Enfin, nous voulons soutenir davantage les infrastructures culturelles privées ou publiques existant à Etterbeek en relayant de manière plus systématique ou plus régulière leurs informations et leurs programmes en leur ouvrant le site Internet communal.

Le service de la Culture s'est fixé pour objectifs :

- d'être un relais d'informations sur les activités socioculturelles qui se déroulent dans la commune
- de s'inscrire dans une démarche d'éducation permanente.

Le service de la culture assure le lien avec le centre culturel local. Une des particularités du travail du centre culturel vise à prendre en compte les aspects multiculturels de la société. En fonction de ceux-ci, un programme interculturel est développé afin de favoriser les échanges entre toutes les communautés, de leur offrir des possibilités suffisantes d'expression sur le plan artistique. Offrir à chacun l'occasion de présenter son univers culturel et l'opportunité de découvrir la vie culturelle et les œuvres des autres communautés est un des axes

majeurs du travail du centre culturel. Le programme est réalisé en collaboration avec les associations locales et régionales.

Le service

- soutient diverses associations et organismes culturels etterbeekois ainsi que leur programme d'activités
- crée, organise et collabore à des événements culturels
- gère, par ailleurs, le calendrier des expositions dans le hall d'accueil « Espace Entrée Libre ».

D'années en années, cette mission a évolué vers une ouverture plus importante aux acteurs culturels etterbeekois.

L'évolution est marquée essentiellement par des partenariats développés avec différents dispositifs communaux tels le service de la culture néerlandophone, le Centre Culturel d'Etterbeek, le Programme Cohabitation, le service développement durable et solidarité internationale ainsi que des partenaires extérieurs.

Ces partenariats permettent d'une part un enrichissement de la programmation des expositions dans le Hall « Espace Entrée libre » qui comporte des expositions de peinture, de photographie, de sculpture ainsi qu'une exposition collective.

Quelques projets en perspective pour 2007

Nouvelle édition du guide culturel en collaboration étroite avec le service de culture néerlandophone. Par ailleurs, un support numérique est prévu.

Première édition d'un Festival poétique, littéraire et musical, en mars prochain
« Poésie en ville » : spectacle de rue

Festival du film arabe, en collaboration avec le service culturel néerlandophone

Festival Carabistouille, théâtre de rue pour enfant et adulte.

Enjeux et objectifs pour les bibliothèques etterbeekoises

1. Pôle lecture

La mission de base des bibliothèques est de proposer aux Etterbeekois un lieu ressource en matière d'accès au livre : collections variées, polyvalentes, dans le respect des convictions de chacun. A l'heure où l'on déplore une désaffection pour le livre et une perte de compétence en matière de lecture, il est indispensable que les bibliothèques se positionnent de manière encore accrue dans cette revalorisation du livre, instrument de plaisir et d'émancipation. La constitution d'une collection de qualité, régulièrement renouvelée, ouverte à toutes les sensibilités, à tous les genres et à tous les enjeux contemporains est une des composantes indispensables de cette envie de recourir au livre.

L'objectif est donc non seulement de faciliter et d'encourager les démarches individuelles ou familiales vers le livre mais aussi de se positionner comme relais et soutien pour tous les partenaires qui au niveau local travaillent sur cette problématique : écoles, groupes d'alphabétisation, parents, associations d'insertion professionnelle...

2. Pôle visibilité

La visibilité de la bibliothèque au sein de la cité doit être accentuée. Certes, le nombre de lecteurs etterbeekois est toujours à la hausse mais il s'agit d'anticiper la tendance, déjà constatée en Communauté française, d'une baisse de fréquentation du service public de la lecture : la bibliothèque doit devenir une institution incontournable dans le paysage culturel et social d'Etterbeek.

Certains aménagements sont de type physique (signalisations diverses), de type numérique (présence interactive sur le Net) mais une part essentielle de ce travail sur l'image repose sur des collaborations actives avec réseau institutionnel ou associatif local : en multipliant les actions de partenariat – soit en les initiant, soit en les relayant – la bibliothèque peut apporter une plus-value aux différentes actions mais aussi toucher des publics spécifiques auxquels « l'institution bibliothèque » est à priori très étrangère et qu'il faut apprivoiser.

3. Pôle « problématiques contemporaines »

Tous les débats de société, et particulièrement ceux qui animent les grandes villes, traversent la bibliothèque. A travers toutes ses pratiques, celles « intellectuelles » de la constitution critique de la collection, celles

« pratiques » du service aux lecteurs, la bibliothèque peut jouer un rôle précieux et irremplaçable sur différents terrains : aide au développement personnel, accès à l'information (sous toutes ses formes), lutte contre la solitude urbaine, renforcement du lien social, sensibilisation au développement durable, lutte contre la fracture numérique,...

Si elle ne peut prétendre à la résolution de toutes ces problématiques, elle se doit d'y travailler en collaboration et en réflexion avec tous les professionnels qui, sur le terrain local, mènent des actions en ce sens avec leurs différents publics.

b) la culture flamande

L'objectif prioritaire est la rédaction et la réalisation d'un Plan de Gestion politique au niveau local pour la période 2008-2013, un plan intégré qui englobera également les plans des différents partenaires structurels. (Gemeenschapscentrum De Maalbeek et Bibliothèque communale néerlandophone).

Il y a lieu d'impliquer également la maison de quartier Chambéry et le réseau des écoles néerlandophones locales dans l'élaboration de ce plan, pour qu'il réponde le mieux possible aux demandes et aux attentes de tous les acteurs de terrain.

Un partenariat authentique

Le Conseil Consultatif néerlandophone d'Etterbeek est un partenaire institutionnel dûment reconnu de la gestion communale. Le Conseil Consultatif néerlandophone n'implique pas uniquement les partenaires locaux au niveau institutionnel, mais s'efforce d'atteindre la participation active de toute la population.

Le fonctionnement du Conseil Consultatif néerlandophone repose sur plusieurs groupes de travail, qui évaluent le travail des différents partenaires et combinent les différentes évaluations en des recommandations générales.

Pour ce qui est de la réalisation de ses programmes culturels, la commune souhaite collaborer le plus étroitement possible avec le réseau local des écoles néerlandophones. Il convient de formuler des projets susceptibles d'accroître la présence des écoles et des académies dans la commune.

La maison de quartier Chambéry, issue du « Gemeenschapscentrum Maalbeek » joue le rôle de Conseil consultatif en matière de bien-être à Etterbeek. La Maison de Quartier Chambéry s'articule autour de plusieurs actions, telles que le restaurant social, l'action axée sur les jeunes des milieux défavorisés (WMKHJ), le centre de service pour personnes âgées, CHATO (service de réparation),...

Dans la réalisation de ces objectifs, la maison de quartier collabore de manière exemplaire avec un grand nombre de partenaires.

Grâce à cette collaboration avec le CPAS, les écoles, le Programme de Cohésion Sociale, les seniors, les jeunes et d'autres organisations, la maison de quartier se présente comme un véritable exemple de sa réussite en tant que réalisateur de projets.

Le Plan intégré de Gestion culturelle au niveau local 2008-2013

La commune assurera le suivi et stimulera la rédaction et la réalisation du Plan intégré de Gestion culturelle au niveau local pour la période 2008-2013. Ce plan de gestion s'articule autour de plusieurs lignes de forces :

Goed Volk

La commune accorde une grande importance à la qualité de la communication avec la population. Cet effort de communication ne se limite pas à l'information fournie aux habitants néerlandophones, mais prétend déboucher sur une communication bilingue de haute qualité.

Le développement de cette politique de communication dépend en grande mesure de la connaissance des réseaux d'institutions, d'associations et de citoyens individuels.

Onderstroom

Etterbeek jouit déjà d'une certaine réputation en matière de projets et d'activités axés sur la littérature, la langue, la poésie, l'histoire orale et le récit documentaire. Il s'agit de projets à grand rayonnement qui prétendent stimuler le débat public et la participation active des citoyens.

Sur le territoire de la commune, les projets multiculturels permettent de rapprocher les différentes générations, les différents groupes et les différentes communautés.

... en je wil wat !

Pour les institutions culturelles et les professionnels de la culture, les jeunes constituent un groupe-cible très important. En accord avec la politique des jeunes, compétence du Bourgmestre, nous voulons accorder une attention toute particulière aux jeunes de notre commune.

Une programmation multiculturelle ouverte et de haute qualité, qui tient compte de la réalité de la diversité sociale et culturelle de notre commune, mérite toute notre attention.

Cultuur moet wijken

Etant donné le dynamisme des fêtes de quartier, la commune désire encourager et structurer davantage encore ce genre d'événements. Les fêtes de quartier permettent en effet de réunir toutes les cultures présentes sur le territoire de la commune. La commune désire renforcer ses actions axées sur des groupes culturels spécifiques, ainsi que les actions impliquant des représentants appartenant à des communautés et de groupes culturels différents. La présence d'un grand nombre d'institutions européennes sur le territoire de la commune devrait également donner lieu à des démarches culturelles spécifiques.

Cultuur is elders

En partenariat avec le service de la Solidarité Internationale, nous nous proposons de réaliser des projets spécifiques dans le cadre du lien entre villes Etterbeek-Essaouira.

Bibliothèque Publique Communale

La bibliothèque accueille dans son infrastructure un nombre croissant de visiteurs et d'utilisateurs.

La bibliothèque est un partenaire essentiel de la politique culturelle au niveau local. En outre, elle s'inscrit dans les démarches du réseau régional des bibliothèques néerlandophones bruxelloises.

Pour pouvoir réaliser et satisfaire les échanges au niveau régional, il convient de développer les installations et les logiciels informatiques actuels.

La nouvelle infrastructure informatique devrait permettre à la bibliothèque d'Etterbeek de participer aux étapes suivantes des services de prêt bibliothécaire électronique au niveau régional.

La bibliothèque sert déjà un grand nombre de lecteurs individuels. Dans les années à venir, elle veut développer davantage la collaboration avec écoles locales en leur proposant des services « sur mesure ».

L'augmentation constante de clients et de lecteurs parlant d'autres langues que le néerlandais donne lieu à une diversification de plus en plus marquée de l'offre. Etant donné que la bibliothèque est susceptible de devenir un véritable service culturel de proximité pour les habitants européens de notre commune, il y a lieu d'examiner les possibilités de collaboration et/ou d'échange avec les autres bibliothèques communales.

La bibliothèque devrait continuer ses efforts pour ce qui est du développement d'un réseau de collaborateurs volontaires, étant donné que ce sont précisément les volontaires qui permettent d'accueillir dans la bibliothèque un certain nombre de rencontres (inter)culturelles. Ce travail avec les volontaires requiert une mise à jour et un renforcement des structures existantes.

9. Le développement durable

Ce fut sans conteste, à l'initiative de notre regretté collègue, Michiel Vandebussche, l'un des leitmotivs de la précédente législature. Et cela le restera encore durant les six années à venir.

Le développement durable qui repose sur les trois piliers de l'organisation de notre société : l'économique, le social et l'environnemental. Concrètement, de nouveaux modes de production et de consommation doivent être mis en place si l'on veut éviter pénuries et catastrophes naturelles ; c'est aussi une question de justice sociale et de solidarité Nord-Sud. Les ressources de la planète Terre, on le sait aujourd'hui, ne sont pas inépuisables. L'environnement n'est pas non plus – pour reprendre une formule que l'on doit à Antoine de Saint-Exupéry – « un héritage de nos ancêtres mais un emprunt à nos enfants ». Cette notion de « générations futures » est essentielle lorsque l'on parle de développement durable.

« Penser globalement, agir localement » : c'est ici, à Etterbeek, que nous pouvons mettre en place de nouveaux comportements de vie et de consommation, en nous axant sur la participation citoyenne et l'intergénérationnel. Pour cela, il appartient au pouvoir politique d'impulser quantité d'initiatives en associant un maximum de citoyens.

Concrètement :

- Un Echevinat de l'Energie a été créé. La commune souhaite ainsi s'engager très concrètement en faveur d'une utilisation rationnelle de l'énergie (électricité, gaz, eau, carburant) dans ses propres bâtiments et infrastructures tout en assurant auprès du public la promotion des énergies renouvelables. Un « guichet de l'énergie » sera mis sur pied en partenariat avec la Région afin de renseigner et de conseiller aux mieux les habitants concernant la performance énergétique de leur logement.
- Etterbeek est une des premières communes belges à s'être engagée dans un « agenda local é& ». Il convient à présent de faire connaître ce principe à tous nos concitoyens et de les inviter à y adhérer. Une sensibilisation à grande échelle sera menée de manière récurrente ; des invitations seront proposées régulièrement pour que chacun participe – selon ses possibilités – à des actions solidaires et citoyennes. Nous axerons notamment la sensibilisation au développement durable auprès des enfants, dans nos écoles, et des jeunes en général.
- Nous continuerons à collaborer à l'application locale du plan fédéral de développement durable.
- Nous associerons d'autres acteurs de la société civile (Oxfam Magasins du monde, le programme de cohésion sociale, les bibliothèques, la Maison de quartier Chambéry, notamment) aux activités organisées ou parrainées par la commune.
- Nous accorderons plus que jamais, dans notre politique d'achats et de marchés publics, une attention toute particulière aux produits issus du commerce équitable ainsi qu'à l'insertion de clauses sociales et environnementales dans les cahiers des charges.
- Nous mettrons sur pied un Conseil consultatif du Développement durable, sorte de comité d'accompagnement bénévole composé de quelques personnalités impliquées dans le domaine du développement durable, qui apportera un soutien et une vision aux projets, sans pour autant être impliqué dans l'opérationnel et la quotidienneté des actions.
- Enfin, la mise en œuvre d'une véritable politique de développement durable ne peut s'envisager que dans une perspective transversale. Nous veillerons à ce qu'il y ait une politique développement durable commune à toutes les compétences communales. Nous impulserons également les bonnes pratiques au sein du personnel communal (tri des déchets, limitation de la consommation de matériel et d'énergie) et favoriserons la créativité en ce domaine.

10. La propreté publique

Afin de renforcer l'efficacité de notre politique de propreté, nous travaillerons sur trois axes : la prévention, le renforcement des infrastructures et la répression.

La prévention devra s'appuyer sur l'éco-citoyenneté.

- Ainsi, en accord avec les écoles, nous organiserons des séances d'informations inter-actives auprès des enfants et des jeunes : une animation spécifique sera organisée, au cours de laquelle un technicien de voirie viendra expliquer les aléas de son métier.
- Des réunions spécifiques de propriétaires canins seront organisées afin de les sensibiliser à l'usage obligatoire de canisites ou de sacs à déjections canines ; ils seront également informés de l'existence du règlement-taxe qui prévoit de sanctionner les infractions à la propreté publique.
- Un guide canin sera réalisé afin de parfaire cette sensibilisation.
- Dans chaque quartier, les habitants seront invités à identifier et communiquer au service communal de propreté, les endroits le plus souvent souillés et les sites à dépôts clandestins récurrents.
- Des opérations « quartier propre » seront intensifiées au cours desquelles chaque habitant ira de son coup de balai. Ces opérations se mèneront dans un esprit solidaire et pourront se terminer par une fête de quartier, pour laquelle la commune mettra du matériel à disposition.

Le renforcement des infrastructures :

- Un logiciel de gestion de la propreté a été acquis par nos services, il permettra désormais d'avoir en permanence une vue en temps réel sur l'état de la propreté dans toute la commune et d'agir, le cas échéant, avec plus de rapidité.
- Le nombre des corbeilles devra sensiblement être revu à la hausse ; en particulier dans les quartiers à l'offre de nourriture et de boissons de type « fast food » est importante.
- Le nettoyage des voiries communales sera encore amélioré grâce à un renforcement des équipes de techniciens et des machines.

- Dans les voiries régionales, la collaboration avec l'Agence Bruxelles propreté sera renforcée.

La répression

- La commune s'est dotée d'un règlement-taxe instaurant des amendes administratives aux contrevenants à la propreté publique. Certains de nos agents sont déjà formés et on reçu le titre de « verbalisateur » ; il faudra poursuivre les formations de manière à disposer d'un nombre suffisant d'agents verbalisateurs. Après une large information auprès du public afin de ne pas le prendre en traître, les personnes prises sur le fait pourront enfin être sanctionnées.
- Conscients que la prolifération des tags en ville génère un sentiment général de malpropreté et d'insécurité, la lutte contre ce phénomène sera intensifiée. Par ailleurs, nous tenterons de mieux préserver la propreté autour des bulles à verres trop souvent confondues par certains à des décharges publiques.

11. L'égalité des chances

L'égalité des chances étant une compétence transversale, des efforts restent à accomplir dans ce domaine au sein de la société d'aujourd'hui. Les politiques locales peuvent, à leur niveau, impulser de nouveaux comportements et de nouvelles attitudes. En particulier, en mettant en œuvre tout ce qui est de nature à lutter contre la violence faite aux femmes, puisque les statistiques sont formelles : une femme sur quatre est, a été ou sera victime de la violence de son compagnon. Nos centres médicaux, de planning familial ou de guidance recensent toutes les semaines des cas de femmes victimes de violence. Cela se passe ici, chez nous.

Un Plan local d'égalité des chances sera mis sur pied.

En partenariat avec la Région et les associations etterbeekaises qui travaillent dans ce domaine, nous lancerons des initiatives de sensibilisation et de prévention :

- kits d'animation pédagogique à l'intention des écoles et des mouvements de jeunesse ;
- organisation de concours d'affiches et de textes suivis d'une exposition dans des lieux publics fréquentés ;
- mise sur pied d'un réseau de « femme-relais » offrant un accueil et une écoute de première ligne aux femmes en désarroi ne sachant à qui s'adresser ;
- organisation d'une semaine annuelle (dernière semaine du mois de novembre) de sensibilisation à la violence faite aux femmes par le biais d'activités grand public, comme des projections de films, du théâtre et des exposés d'orateurs convaincants, des débats ;
- organisation de formations à l'autodéfense pour les femmes désireuses de développer des attitudes et des comportements de prévention. Mieux armée, la femme pourra soit éviter une scène ou un acte de violence à son égard, soit utiliser les mots ou l'attitude qui lui permettra de se défendre face à l'agresseur ;
- des « marches exploratoires » seront organisées afin de repérer les endroits de la commune générant le plus de sentiment d'insécurité auprès des citoyennes et des citoyens.

L'égalité des chances ne s'arrête pas là : dans l'ensemble des compétences portées par les membres du Collège, ceux-ci veilleront à mettre en œuvre des synergies permettant de rencontrer les besoins qui de manière générale luttent contre toute forme de discrimination.

12. Les affaires flamandes

Un partenaire authentique de la gestion communale

Les compétences de l'échevin des Affaires Flamandes ne doivent pas être considérées comme des démarches particularistes, isolées des autres objectifs de la gestion communale : elles s'inscrivent résolument dans la politique générale du Collège des Bourgmestres et Echevins.

A partir d'un dialogue entre partenaires égaux basé sur la réciprocité, la commune développe une collaboration entre les agents francophones et néerlandophones d'une part, et avec d'autres partenaires appartenant à d'autres groupes linguistiques d'autre part.

L'initiative communale en matière d'Affaires Flamandes est renforcée par des accords de coopération avec la Vlaamse Gemeenschapscommissie (Commission communautaire néerlandophone).

L'élaboration et la rédaction d'un nouveau plan de gestion intégrée de la culture au niveau local pour la période 2008-2013 constitue un objectif prioritaire.

Cadre général

L'administration communale s'adresse aux habitants néerlandophones de la commune dans leur propre langue.

La communication avec les citoyens doit être d'une qualité impeccable, tant pour la communication en français que pour la communication en néerlandais.

En collaboration avec les services de la Culture et le Service de la Culture néerlandophone, l'offre complète des différentes institutions socio-culturelles de la commune sera mise à jour dans une nouvelle édition bilingue du « Guide Social – Sociale Gids »

Ce guide devra être mis à disposition de toutes les associations locales et de tous les citoyens.

En termes de protocole, l'échevin des Affaires Flamandes est le fonctionnaire néerlandophone pour les mariages et les anniversaires de mariage d'habitants néerlandophones.

13. L'information et l'e-government

Les prestations de service de la commune envers la population seront davantage informatisées durant ces prochaines années. Afin d'améliorer notre efficacité, nous investirons ainsi dans notre propre infrastructure, en privilégiant d'une part les technologies les plus récentes et en consacrant d'autre part la totalité de ces investissements à l'amélioration des services rendus à la population. L'authentification juridique des signatures électroniques nous permet en effet de développer aujourd'hui un véritable guichet électronique.

Ce nouvel outil offrira à la population la possibilité d'obtenir certains formulaires administratifs au départ de leur ordinateur.

L'accès à Internet doit être amélioré dans notre commune : Le Collège souhaite offrir à davantage d'Etteerbeekois la possibilité de consulter les informations diffusées sur le site communal.

Là où l'offre de la commune est limitée en connexions « wireless », nous veillerons à promouvoir l'accès et l'usage d'Internet dans les endroits publics.

Le contenu du site communal – déjà fort apprécié pour sa convivialité – doit également être étoffé et enrichi d'autres applications. Quelques exemples : meilleur accès aux mal-voyants, élaboration d'un agenda, nouveau lay-out pour le site. Autant de nouveautés qui sont prévus prochainement.

14. Le commerce et l'emploi

a) le commerce

La prospérité et la santé économique d'une commune se mesurent, entre autres, au regard de la diversité, de l'expansion et de la qualité de ses commerces. La présence d'entreprises, d'écoles, de services publics, la vie associative et culturelle, le nombre d'habitants sont quelques-uns des éléments qui conditionnent l'essor commercial d'une commune.

Plus que jamais – et même si, en la matière, le champ d'action des communes est limité – nous devons protéger et aider le commerce local. Dans le même esprit, une commune ne peut se substituer à d'autres services publics existants en matière de la recherche d'un emploi. Cependant, dans la mesure où l'emploi est clairement devenu un enjeu majeur en région bruxelloise, elle peut tenter d'entreprendre une action complémentaire à ce niveau.

Côté commerces, nous souhaitons profiter de cette législature pour mener une réflexion de fond sur la revitalisation commerciale du quartier de la Chasse entre autre. Ceci se fera naturellement en concertation étroite avec les commerçants concernés et les habitants en mettant à profit les moyens offerts mis à notre disposition par le contrat de quartier commerçant régional.

Nous voulons redynamiser le commerce au piétonnier Jourdan. La place du même nom devrait connaître un réaménagement de premier plan : ici aussi, nous tiendrons compte des besoins et des impératifs formulés par les commerces locaux et ambulants, les riverains et les usagers de la place pour élaborer un projet conforme à leurs attentes.

De manière globale, la commune souhaite s'investir davantage dans l'aide accordée aux noyaux commerciaux.

b) l'emploi

La promotion de l'emploi est une préoccupation permanente de la commune.

Le succès des services actifs dans la commune comme la « Mission Locale de l'Emploi » et les services de mise à l'emploi du CPAS et de l'ALE témoigne de cet effort.

Chaque organisation – accomplissant ses propres missions – a donné une aide exemplaire aux chercheurs d'emploi. De même un inventaire de l'offre d'emploi disponible dans les « Petites et Moyennes Entreprises » (PME) et chez les « Indépendants » est régulièrement actualisé.

La commune va encore intensifier ses efforts dans le domaine de l'emploi en développant, de manière concertée avec les acteurs de terrain, de nouvelles pistes, et notamment en s'installant comme partenaire-entrepreneur dans le cadre des « Titres-Services ». Aujourd'hui la commune fait appel à ces services par le biais d'agences externes. L'expérience et la connaissance de l'offre et la demande de l'emploi local donnent à la commune un atout qui permettra d'agir encore plus vite et plus efficacement au service des demandeurs d'emploi.

Les demandeurs d'emploi étant souvent en quête d'une information exhaustive, la commune veut faciliter l'accès à cette information qui en outre doit être claire.

Par l'organisation d'une « bourse d'emplois » la commune veut offrir aux personnes en recherche d'emploi un forum qui puisse répondre à leurs questions. La commune veut prendre l'initiative de consulter les différents partenaires quant à la faisabilité d'éventuels « job-happenings » au profit de nos PME et aussi en réponse aux demandeurs. La possibilité d'une plate-forme où les demandeurs d'emploi trouveraient des offres et des possibilités de formation et où les indépendants se feraient connaître et iraient à la rencontre des demandeurs et/ou de leurs collègues entrepreneurs reste une initiative qui répond à une demande réelle.

15. L'enseignement et la formation

Etterbeek est, à l'échelle de notre pays, la commune qui possède le réseau d'enseignement le plus dense. En tant que pouvoir organisateur, Etterbeek regroupe aussi, parmi toutes les écoles qui s'y trouvent, plusieurs préguardiennats, quatre établissements d'enseignement primaire, un établissement d'enseignement spécial, une école technique, un institut de formation continue et deux académies. C'est dire si l'enseignement – au même titre que d'autres matières centrées sur l'humain et le social – occupe une place prépondérante dans notre programme politique.

Nous aspirons à mobiliser, autour de partenariats négociés, l'ensemble des ressources physiques et humaines des communautés éducatives et de leur environnement.

Une attention particulière sera réservée :

Accueil des parents

Qu'il soit issu d'un milieu socio-économique favorisé ou analphabète, tout parent possède des capacités à « éduquer ».

Il représente à nos yeux, et peu importe son niveau de maîtrise des savoirs, un partenaire incontournable, capable de valoriser les productions de l'enfant en lui accordant une écoute attentive et intéressée.

Soucieux de valoriser la relation « parent-enseignant », nous inviterons les équipes éducatives à organiser les rencontres et le dialogue, notamment à l'occasion de la rentrée scolaire avec les familles (réunions collectives, individuelles, présentation des projets éducatifs et pédagogiques...).

Aux liens entre l'école et le monde associatif

Les représentants du monde scolaire, en ce compris les Académies, seront donc invités à prendre une place active aux plates-formes de rencontre organisées dans le cadre du programme « cohésion sociale ».

Aux actions novatrices

Nous souhaitons réserver aux enseignants l'accès à l'évolution de la recherche dans le domaine pédagogique.

A la sélection du personnel

Nous serons attentifs à la sélection des membres du personnel exerçant au sein des établissements scolaires quelles que soient leurs fonctions (enseignant(e), éducateur(rice), surveillant(e) de garderie,...). Les intéressés partageront des valeurs, telles que la tolérance et la solidarité, véhiculées au sein des écoles de l'enseignement neutre officiel.

A la pérennité de certaines actions et collaborations

Partenariat avec la mission locale d'Etterbeek : appel aux services des agents PTP afin d'embellir les bâtiments scolaires, projet « Mon école est à nous »... ;

Programme d'éducation à la santé porté par l'ensemble des écoles communales, le Contrat de société et le service de l'enseignement

Echanges interculturels avec Essaouira en collaboration avec le service du développement durable.

16. Etat-civil, population, affaires électorales, recensement complémentaire.

a) l'Etat civil et la population

Garder l'accent sur la qualité de l'accueil du public. Ainsi, l'ouverture des guichets en nocturne le mardi, à l'exception des mois de juillet et août, sera maintenu vu le vif succès rencontré.

La lutte contre les mariages blancs ou simulés reste une priorité qui s'assortit d'une volonté de protection des personnes qui sont victimes de telles pratiques.

Le service de l'Etat-civil s'adapte aux réalités actuelles et à l'évolution de la population et des infrastructures : diminution des naissances mais augmentation des déclarations de nationalité.

Activer le guichet électronique et développer les différentes applications qui s'y rapportent.

Modernisation des moyens de paiement aux guichets (installation de un ou deux terminaux bancaire) dans un but de sécurisation des services et également afin d'augmenter les services offerts aux citoyens.

Enfin, en ce qui concerne le service de la Population, des expériences ponctuelles, comme l'ouverture des guichets les mercredis après-midi pour la délivrance des certificats d'identité et/ou de passeports pour enfants de moins de douze ans seront, s'il le faut, instaurées en fonction des besoins de la population.

b) le Recensement complémentaire

En ce qui concerne le Recensement complémentaire, il est démontré que, parallèlement aux multiples efforts en matière d'urbanisme, d'environnement et de qualité de vie en général, une politique incitative à l'inscription reste nécessaire.

c) Les Affaires électorales

Valoriser l'expérience acquise. Tout sera mis en œuvre pour que les différentes élections qui se dérouleront durant la législature s'organisent dans les meilleures conditions tant du point de vue de la régularité que de l'organisation des bureaux de vote pour le confort des électeurs.

Le matériel informatique électoral sera encore utilisé une dernière fois en 2007, à l'occasion des élections législatives fédérales. La question se posera ensuite de savoir si le vote automatisé sera maintenu et fera inévitablement l'objet de concertations avec les niveaux fédéral et régional.

17. Personnel et Finances

Il n'en a pas été question dans les chapitres qui précèdent, mais il va de soi que notre équilibre financier constituera l'une de nos priorités durant cette législature. Le défi est de taille car, à l'instar des autres communes en région de Bruxelles-Capitale, le Collège des Bourgmestre et Echevins s'interroge sur les moyens dont il pourra disposer en raison notamment de la diminution du produit de l'IPP, du mode de répartition du fonds des

communes et de la probable diminution des dividendes inhérente à la libération du marché de l'énergie. En dépit de tous ces obstacles et incertitudes, nous sommes soucieux de ne pas alourdir la fiscalité à charge des etterbeekois. De substantielles économies pourraient en outre être réalisées en apportant les modifications techniques nécessaires à la performance énergétique des bâtiments publics.

En gestionnaires responsables, nous veillerons à ce que toute dépense soit rigoureusement justifiée.

En termes de finances toujours, nous sommes déterminés – car c'est une nécessité et une revendication légitime – à obtenir enfin une compensation financière aux contraintes dues à la vocation nationale et internationale de notre commune.

En matière de personnel, nos priorités seront les suivantes : renforcer le service social du personnel, intégrer à notre personnel des personnes handicapées, multiplier et privilégier les emplois de proximité et garantir à notre personnel une formation permanente, utile et de qualité.

Enfin, à l'aube d'une période pré-électorale en proie à d'éventuelles crispations communautaires et à l'approche de négociations institutionnelles particulièrement difficiles au niveau fédéral, nous tenons à rappeler l'excellent climat qui règne – au Collège et au sein de la majorité mais aussi au Conseil – entre les deux communautés linguistiques à Etterbeek.

* * *

De Gemeenteraad,

Gezien artikel 242 bis van de nieuwe gemeentewet;

Aangezien dat dit artikel verduidelijkt « Binnen drie maanden na de verkiezing van de schepenen, legt het College aan de Gemeenteraad een algemeen beleidsprogramma voor de duur van zijn mandaat voor, dat minstens de belangrijkste beleidsplannen bevat »

KEURT

Het beleidsprogramma voor de legislatuur 2007-2012, zoals het in bijlage verschijnt, GOED.

ALGEMEEN BELEIDSVERKLARING LEGISLATUUR 2007 – 2012

WOORD VOORAF.

De onderhavige beleidsverklaring vormt geen afbakening van de bevoegdheden maar wel een definitie van de krachtlijnen voor de huidige legislatuur.

INLEIDING.

De aanwending van elk ambitieus project impliceert de voorafgaandelijke bepaling van de aanknopingspunten, van de prioriteiten en duidelijke doelstellingen. Het succes van een legislatuur ontsnapt niet aan deze regel. Daarom, zoals we het al zes jaar geleden gedaan hadden, hebben we opnieuw een algemeen beleidsverklaring opgemaakt. Deze omvat de belangrijkste oriëntaties die ons beleid voor de komende zes jaar zullen bepalen.

De aandachtige waarnemer zal het wel opmerken: op veel punten geeft de tekst een voortzetting weer ten opzichte van de uitdagingen die onze actie en onze politieke verbintenis al bepaald hebben tijdens de voorgaande legislatuur. Maar we hebben er ook nieuwe schakeringen ingebracht. Ze vertolken natuurlijk de wil van de mandatarissen om eerst en vooral een antwoord te geven aan de noden en de verwachtingen uitgedrukt door de Etterbekenaren. Maar ten opzichte van de krachtlijnen die ons algemeen beleidsverklaring doorkruisen en de bevoegdheden die door de leden van het College zullen uitgeoefend worden, is het vooral de duidelijke bezorgdheid om meer dan ooit het menselijk karakter in het centrum van onze zorgen terug te willen plaatsen, die zichtbaar wordt.

Etterbeek verdient volkomen zijn imago van een moderne gemeente, dynamisch, creatief en voor iedereen open.

We zullen natuurlijk alles doen om dit imago te behouden en te versterken. Eerst en vooral, willen we voor de burgers open blijven en met hen een voortdurende dialoog houden opdat iedereen zich in Etterbeek goed zou voelen, zonder leeftijdsverschil of sociale stand,...

ONS PROGRAMMA

1. Buurtwerken – Participatie.

Het opbouwen van de toekomst van een Gemeente mag in geen geval alleen voorbehouden zijn aan diegene die er de leiding van hebben. Etterbeek beheren in het belang van zijn inwoners impliceert onvermijdelijk in perfect overleg met hen te handelen en ze te betrekken, in het respect van het wettelijk kader, in al de beslissingen die we zullen nemen. Hoe beginnen? Hoe erin slagen? Hier zijn onze ideeën:

- Een participatiehuis openen, die een openbare ruimte is voor ontmoetingen en gedachtewisselingen en waarin de taak bestaat in het opstarten van allerlei initiatieven komende zowel van het bestuur of van de burgerlijke en politieke maatschappij met de bedoeling de inwoners te informeren of om een actieve participatie op te wekken met het oog op de ontwikkeling van nieuwe projecten.
- In al de grote dossiers van de Openbare werken of van de Stedenbouw waar de Gemeente over een beslissingsbevoegdheid geniet, zullen de inwoners van de betrokken wijken via opiniepeilingen of openbare vergaderingen, in aanvulling op de overlegvergaderingen voorzien door de wet, geraadpleegd worden.
- We zullen, in overeenstemming met de instanties van Belliris, ervoor zorgen dat het Jourdanplein en zijn herinrichting een echt participatievoorbeeld zou worden, daar elke acteur (handelaar, buurtbewoner of gebruiker) aan alle fasen van het project zal geraadpleegd worden. Hetzelfde geldt ook voor wat de grote gemeentelijke projecten betreft zoals bijvoorbeeld de herverstedelijking van de «Tuinen van de Jacht».
- De verschillende adviescommissies die we opgericht hebben (Middenstand, Gehandicapten, Europese aangelegenheden, de Etterbeekse Ronde Tafel Internationale Solidariteit (ERTIS), Mobiliteit en onlangs de Jeugdadviesraad) hebben hun belang aangetoond en hebben talrijke projecten als gevolg gehad. Hun rol zal uitgebreid worden en hun structuur zal verstevigd worden.
- De correcte informatie van de burger is een onmisbaar element om zijn participatie op te wekken bij de uitoefening van de lokale democratie. Daarom moderniseren we onze informatiemiddelen: onze website zal een belangrijke omwerking kennen gedurende deze legislatuur en een nieuwe formule van de gemeentelijk krant (met een verhoogde periodiciteit) zal tot stand komen.
- De Adviescommissie voor de Europese Aangelegenheden had al eerder een buurtbeleid ten opzichte van de Europese burgers ontwikkeld en had, in dit kader, in synergie met de andere diensten talrijke ontmoetings- en burgerschapsactiviteiten georganiseerd gericht op een betere kennis en een wederzijdse samenleving.
- De Adviescommissie voor de Europese Aangelegenheden (A.C.E.A.) zal dit beleid verder zetten, zowel door de nadruk te leggen op de verwelkoming van de onderdanen van de twee nieuwe lidstaten van de Europese Unie (Bulgarije en Roemenië) als door de voortzetting en de uitbreiding van de voorgestelde vergaderingen en activiteiten aan de etterbeekse Europese onderdanen, momenteel zo'n 10.000 personen.

2. Het sociaal beleid

Tijdens de voorgaande legislatuur had de meerderheid het menselijke karakter in het midden van zijn bezorgdheden geplaatst.

In de geest van wat er verwezenlijkt werd, te weten een nieuwe gemeentelijke home, het Abbeyfieldhuis, de Cyber-espace, l'Arche, het Jeugdhuis, het Wijkhuis Chambéry,...zullen we voortgaan met de beleidsvormen en de verwezenlijkingen te bevoorrechten die, gelet op de talrijke aanvullende bevoegdheden onderverdeeld tussen andere leden van het College aan deze laatste – en over het algemeen – een duidelijk sociaal tintje geven.

De belangrijkste hoofdlijnen van het beleid die we op het sociaal vlak wensen uit te voeren zijn:

A. Jeugd en Sport

A1) Jeugd.

Meerdere initiatieven werden ondernomen tijdens de laatste legislatuur :

«Agora space» ruimte – Rolinwijk.

Mini-pitch – Tuinen van Fontenay-sous-bois.

De Chalet – Sorelo

Een rollerskatépiste – Sint-Michielswarande

Speelsterreinen – Ranch

Inauguratie van het nieuwe Jeugdhuis
De krant «Hallo Jongelui»
Een eendagsreis naar Eurodisney
Oprichting van een Jeugdadviesraad

Niettemin moet men toegeven dat het daar alleen maar om het welslagen van punctuele acties gaat dan van een aanwending van een echt jeugdbeleid.

Dat blijft vandaag onze ambitie. We wensen een «Jeugdplan» op te stellen die alleen maar kan ontworpen worden in overleg met andere bevoegdheden zoals de sport, de sociale actie of ook nog de programma's voor sociale cohesie.

Het is vanuit dit oogpunt dat er een ronde tafel voor de jeugd en sport zal opgemaakt worden die eerst de behoeften van al de jeugdgroeperingen actief in de gemeente ontvangen. Nadien zal het gaan, in overeenstemming, om een actieplan te bepalen naar gelang de uitgedrukte noden en de vastgestelde doelstellingen. Dit initiatief moet de toegekende steun aan de jeugdorganisaties versterken.

A2) De Sport.

Voor de Jeugd werden er kwaliteitsvolle punctuele acties gerealiseerd :

- De wederopbouw van het zwembad «Espadon»
- Een nieuwe tribune voor het Guy Thysstadion
- Actie «sport à l'école»

Vandaag zouden we graag een echt sportbeleid willen oprichten, want over sportbevoegdheden beschikken betekent niet alleen subsidies toekennen en sportzalen beheren.

Het is vanuit dit standpunt dat het sportbeheer in een scabinale bevoegdheid ingelast werd, belast met de oprichting van een geïntegreerd beleid houdende het bijeenbrengen van de beschikbare middelen en de nodige infrastructures zoals een sportcentrum, een zwembad, een voetbalveld, turnzalen, speelpleinen,...

Sport en jeugd moeten als werktuigen gezien worden voor de socialisatie en de integratie.

In dat opzicht zullen we bijzonder attent zijn om het aanbod aan sportactiviteiten, gericht naar specifieke doelgroepen, te steunen en in het bijzonder die bedoeld voor het vrouwelijk publiek.

Initiatieven zoals het opstarten van intergeneratie-activiteiten, de strijd tegen het racisme of sportactiviteiten organiseren samen met al de onderwijsnetten aanwezig op het grondgebied van onze gemeente zullen weldra op de dagorde staan.

Het is in die geest dat, zoals hierboven verduidelijkt op het gebied van de jeugd, een echt sportplan op touw zal kunnen gezet worden.

B. De Gezondheid

Deze laatste zes jaren is Etterbeek in bijzonder actief geweest wat betreft de hulp aan personen van de derde leeftijd of gehandicapten. Natuurlijk willen wij in deze richting doorgaan samen met een aanvullende dimensie ten voordele van de meest gevoelige personen.

Het is met dit vooruitzicht dat men de wens voor het creëren van een schepenambt van gezondheid moet analyseren. Precies in dit kader, zullen er acties van preventie en opsporing van ziekten gevoerd worden. Dit schepenambt zal ook dienen als lokale plaats voor preventie-ondernemingen geïnitieerd door andere beslissingsniveaus of op initiatief van verscheidene medische beroepen.

Een scherpere aandacht zal toegestaan worden aan de medische actoren actief op het gemeentelijk grondgebied zoals b.v. «la Maison Médicale du Maelbeek», «Le Pivot», «ATD Quart-Monde», «Le Centre de guidance», die de sociale aanpak en de medische benadering verenigt.

Wij moeten de toegang van het publiek tot zorgen van de eerste graad aanmoedigen.

Men zal het overzicht, opgemaakt door het Brussels observatorium van gezondheid voor Etterbeek, evalueren.

C. Internationale Solidariteit

Op het gebied van internationale solidariteit heeft onze gemeente steeds een vooraanstaande rol gespeeld. Deze ingeslagen weg willen wij nu concretiseren doorheen het bestaande overlegorgaan de Ertis en de versterking van de stedenband met Essaouira. De promotie van de rechtvaardige handel zal worden voorgezet.

De ERTIS

Om haar rol te vervullen in de internationale solidariteit heeft de gemeente behoefte aan een goed functionerend overlegorgaan. De ERTIS als «ronde tafel» heeft tot op heden deze rol vervuld. Samen met de pioniers het GETMO, OXFAM wereldwinkels en het 11.11.11 comite wenst de gemeente een bredere structuur uit te bouwen binnen een breed netwerk dat alle gemeentelijke organisaties bereikt die instaan voor het solidair appel bij de bevolking.

Samen met deze partners worden de evenementen rond de maand van internationale solidariteit uitgewerkt.

ESSAOUIRA

De stedenband met Essaouira :

De gemeente neemt verder haar verantwoordelijkheid op in de uitwerking van de stedenband. Een stedenband die de gemeentelijke solidariteitsprincipes ten volle ondersteunt ten voordele van de gemeentelijke administratie en de lokale verenigingen. Een wederzijds leerproces ten voordele van de Marokkaanse gemeenschap in Essaouira en Etterbeek.

Het wijkhuis van Essaouira

De hoeksteen van de stedenband is de uitbouw van het wijkhuis in de « Mellah wijk » in Essaouira geweest. Doorheen dit wijkhuis wenst de gemeente en bijdrage te leveren aan de sociale verankering van de lokale bevolking en de talrijke socio-culturele verenigingen.

In de realisatie en de uitbouw van dit wijkhuis zullen onze partners met ervaring – het wijkhuis Chambéry – samenwerken met de lokale verenigingen.

Het lokaal overlegplatform

Het realiseren van het wijkhuis zal het sociale leven in de wijk enorm ondersteunen. Samen met een overlegplatform van alle lokale verenigingen zal de sociale opdracht van het wijkhuis uitgebouwd worden.

Het scholenplatform

Op basis van de eerste ervaringen met de school « Claire Joie » wordt de sensibilisatie van onze schoolgaande jeugd met scholen in Essaouira verder uitgewerkt.

De jongerenuitwisseling tussen Etterbeek en Essaouira wordt nu verder ondersteund vanuit dit scholenplatform ter sensibilisatie van de (jonge) bevolking over de stedenband.

De sensibilisatie

Niet enkel het open debat over de stedenband naar de Etterbeekse bevolking en meer in het bijzonder naar de Etterbeekse bevolking van Marokkaanse afkomst zal versterkt worden. Een sterk partnerschap met het gemeentelijk veiligheidscontract zal hierbij de hoeksteen vormen.

De ontwikkelingssamenwerking

In haar beleid van ontwikkelingssamenwerking onderschrijft de gemeente de millenniumdoelstellingen 2015. Doorheen deze doelstelling blijft internationale solidariteit en ontwikkelingssamenwerking de motor van duurzame ontwikkeling.

D. Het programma van sociale cohesie

In het kader van de preventiepolitiek in de gemeente Etterbeek, heeft de coördinatie van het programma sociale cohesie als opdracht :

- de bevordering en de ontwikkeling van acties van sociale cohesie alsook van de gemeenschappelijke projecten.
- Het garanderen van nodige steun aan de acties
- Het bevorderen van de synergieën en het verzekeren van de eenheid onder de acties
- Een gevolg geven aan de opmerkingen van de verschillende werkgroepen
- Het verzekeren van de transversaliteit, tussen de verschillende aanwezige instellingen op het grondgebied.

Sedert januari 2006 bepaalt een nieuw decreet dit programma.

Het programma zal als prioriteit, de steun en duurzaamheid van die kleine structuren stellen.

De doeleinden van dit programma zijn gelijkaardig aan die van vorig programma samenwerking :

« de sociale cohesie van de bevolking die in de zwakkere wijken van het gewest leeft, verbeteren en een betere samenwerking van de verschillende bestanddelen van deze wijken bevorderen ».

Zo zal ze verschillende ruimtes inrichten voor formele en informele ontmoetingen, om meningen te uiten en als ontmoeting :

- De « pic nic » van de laatste vrijdagen van iedere maand.
- De samenkomsten in een of ander Park van Etterbeek (2006 : de Tuinen van Fontenay) waar de verenigingen of andere instellingen van het terrein (gemeente, scholen) die nog geen kennis hebben gemaakt, hebben tijd gehad om ingelicht te worden over de ontwikkelde projecten en om de gemeente- en associatieve hulpmiddelen te ontmoeten en aldus om andere synergieën te creëren.

De partnerverenigingen doorheen verschillende ontvangstruimtes, dialoog en acties ondersteunen de volgende hoofdlijnen :

1. methodologische steun
2. intercultureel
3. al de generaties
4. buitenschools
5. steun op gebied van onderwijs.

Deze acties zijn gekenmerkt door een belangrijke zorg van sociale cohesie doorheen een doeltreffend netwerk, doorheen een doeltreffend netwerk, door de ontwikkeling van een echt partnerschap, door een bijzondere aandacht voor verantwoordelijk criterium van het publiek en de deelname aan het leven in de wijk.

De coördinatie zal het respect van die enkele criteria van verantwoordelijkheid begunstigen voor een echt werk van de versterking van het sociaal weefsel en de sociale banden.

Verschillende initiatieven benadrukken de evolutie van het programma samenleving :

- De oprichting van een internet site, die de sociale gids houdende in het geheel van de verenigingen aanwezig in de gemeente al de netwerken onder elkaar, alsook de verschillende ontwikkelde partnerschappen.
- De oprichting van werkgroepen die enkel bestaan uit animatoren, begunstigt de uitwisseling van de praktijk op het terrein. Ze zijn drie maal per jaar vastgelegd, en een bijeenkomst voor de zomerprogramma's is voorzien.
- De oprichting van reflectiegroepen meer specifiek voor de coördinatie van de schoolstudie.
- Een werkgroep die de organisatoren van de wijkfeesten te Etterbeek hergorepeert.
- De cel « Citoyenneté en Solidariteit » in samenwerking met verschillende sociale partnerschappen zoals Wijkhuis Chambéry, het Jeugdhuis, de VZW « huisvesting en sociale harmonie »...
- De leden van deze cel wensen een werk van reflectie en actie te leiden aangaande burgerzin en democratie.

E. De Kleine kinderen

Kribben

Wij hopen dat er meer plaatsen ingericht worden voor de kleinste kinderen te Etterbeek. We zullen open zijn voor de verschillende mogelijke vormen van partnerschap alsook aan de stimulerende middelen voorgesteld door de verschillende betrokken machtsniveau's.

Speelpleinen

We zullen de speelinfrastructuren in open lucht renoveren en moderniseren om kwalitatieve ontspanningsplaatsen op het geheel van het gemeentelijke grondgebied aan de families en kinderen bieden.

Maison des enfants

We wensen ook ontmoetingsplaatsen voor de ouders en activiteiten voor de jonge kinderen te ontwikkelen, in overleg met de verenigingen.

F. Het toerisme

Door zone nabijheid met de Europese Instellingen zullen we onze ontvangstcapaciteiten moeten verruimen door de creatie van gastenkamers of « Bed and Breakfast » bij de etterbekenaren. Deze politiek zal twee hoofdlijnen omvatten : naar de inwoners toegaan door ze het best mogelijk te informeren over de creatiemogelijkheden van gastenkamers en door ze aan te sporen aan zulk project mee te werken ; door uitgebreide communicatie naar buiten toe om ons netwerk aan slaapaccommodatie bij de lokale bevolking bekend te maken.

Boven zullen verschillende middelen aangewend worden om de troeven van onze gemeente, die in het hartje van Europa ligt, haar patrimonium en geschiedenis beter te doen kennen :

- Uitgave van een brochure over Etterbeek, met o.a. :
De te bezoeken sites (Cauchie-huis, Carcan-stichting, Politie museum)
Voetgangersroutes doorheen de gemeente (parcours van 1 tot 3 uren) die de bezoekers zullen toelaten ons klein patrimonium te appreciëren
Bezoeken van ambachtelijke ondernemingen
Een hoofdstuk over de geschiedenis van Etterbeek.
Deze brochure zal ruim verspreid moeten worden bij de VVV-kantoren (toeristische informatiebureau's), reisbureau's en de informatiebureau's van de Europese Instellingen.
- In de druk bezochte wijken zullen we informatieborden plaatsen (type Decaux of Clear Channel) die de geschiedenis zullen verhalen van de plaats waar men zich bevindt, bijvoorbeeld de geschiedenis van de Tongerenstraat, het Jourdanplein of het Sint-Pietersplein. In de mate van het mogelijke zal de geschiedenis van al onze wijken zo in de belangstelling geplaatst worden.
- In het algemeen zullen we alles in het werk blijven stellen om van Etterbeek een gastvrije en voor de wereld openstaande gemeente te maken.

3. De huisvesting

De duizelingwekkende toename van de huisvestingsprijzen in Brussel en in het bijzonder in Etterbeek maken de aankoop van een gemiddelde woning haast onmogelijk.

Het gaat om een belangrijke en complexe uitdaging welke de openbare machten niet inactief mogen laten.

Het verkopen van gebouwen die het eigendom zijn van de Gemeente via het «opstalrecht» zal aangewend worden en zal als test dienen voor het brussels Gewest.

Daar de huisvesting niet in één aspect kan samengevat worden ten koste van een ander, werd er een echt huisvestingbevoegdheid midden in het College opgericht en dit met het oog een betere coördinatie en harmonisatie van beleidsinstrumenten :

- Voortzetting van de renovatieprogramma's genomen door het Regie van Grondbeleid en behoud van een verhuurbeleid toegankelijk voor de middeninkomens;
- Voortzetting van het beleid voor de strijd tegen de verkaveling van de gebouwen in het respect van het gemeentelijk ontwikkelingsplan dankzij het geïntegreerd beleid van het Observatorium, van de Stedenbouw en de buurtagenten en ook in het bijzonder door het onderzoeken van de voorwaarden inzake hygiëne, veiligheid en gezondheid tijdens de inschrijvingen van de inwoners in de bevolkingsregisters.

Zoals in het verleden, zullen we ervoor zorgen om de stedenbouwkundige lasten opnieuw te investeren in de renovatie van sociale woningen en in de inrichting van de openbare ruimte.

De sociale huisvestingsmaatschappijen aanwezig op Etterbeek, waaronder hoofdzakelijk le Foyer Etterbeekois moeten hun geïntegreerd beheer in een globaal huisvestingsbeleid midden in het College zien.

In dat opzicht is de dringende voortzetting van de renovatieprogramma's een absolute prioriteit.

Het College zal de sociale huisvestingsmaatschappijen gevoelig maken aan de opportuniteit om sociale clausules (oproep aan maatschappijen met een sociaal economisch karakter, werkzoekenden,...) in hun bestekken in te lassen.

We zullen een gemeentelijke sociale woningsbureau (SWB) oprichten na overleg met de bestaande SWB te en onderzoek van hun balans.

Het bouwen van middelgrote woningen al of niet in partnerschap met de privésector blijft bovendien één van onze prioriteiten en zijn aan de gang in het huizenblok Belliard/Froissart/Steenweg op Etterbeek, of in wording «Tuinen van de Jacht».

De programma's voor sociale cohesie, in het bijzonder in de sociale woningen, zullen versterkt worden door de steun en de samenwerking toegekend aan de vzw «Logement et Harmonie Sociale».

Tijdens de renovatiewerken in deze sociale woningen, zal de nadruk in het bijzonder gelegd worden op de eco-bouwmaterialen en de energieprestatie van de gebouwen.

Men weet inderdaad dat de energiefactuur soms zwaarder doorweegt in het budget van de uitkeringsgerechtigden dan hun huurkosten.

4. De verfraaiing van de wijken

De tijd dat de Overheid zich beperkte tot het uitvoeren en uiterst functionele stadsinrichtingen, zonder enige zorg of bijna voor esthetische waardering, is afgelopen.

Te Etterbeek, waneer de werven het toelaten, hechten wij belang aan de harmonie en de esthetiek van de openbare ruimte en dit zowel voor de gebruikte materialen als voor de vernieuwing van de wegen, de verlichting, de bewegwijzering, het stadsmeubilair en de beplantingen.

Een andere inzet die een voorname plaats inneemt inzake stadsverfraaiing is het naleven van de openbare netheid. Het is eveneens – en vooral – een door de inwoners meest geformuleerde eis ten aanzien van de Overheid. Het is dus logisch dat dit element een belangrijke plaats krijgt op de lijst van onze komende prioriteiten :

- We zullen ervoor zorgen om voorafgaandelijk dat de bevolking geraadpleegd wordt omtrent de functionaliteit van de openbare ruimtes vooraleer de lastenboeken met betrekking tot de grote stendenbouwkundige projecten op te stellen.
- Het uitvoeren van het circulatieplan (die de uit te voeren inrichtingen bepaalt voor het geheel van de gemeentelijke wegen) loopt al sinds meerdere jaren. Wij aan dit werk voorzetten met de verzekering van een publicatie van de resultaten van de evaluatie van dit circulatieplan. Bovendien staan ons tijdens deze legislatuur twee uitdagingen van groot belang te wachten : het succesvol inrichten van de Jachtwijk (mobiliteit, handelszalen, enz...) en deze, globaler, van het Jourdanplein.
- Een « Lichtplan » samenstellen dat de gemeente geleidelijk aan de mogelijkheid zal geven een visuele identiteit aan te schaffen.
- We zullen het planten van bloemen en het groener maken van de gemeente voortzetten.
- We willen de inwoners de mogelijkheid geven hun afval dat als compost kan dienen af te geven op een plaats en dit volgens modaliteiten die nog bepaald moeten worden.
- De Centrale ruimte van het Jean Glineurplein zal hernieuwd worden met als doel dat dit plein weer een aantrekkelijke ontmoetingsplaats voor de buurt wordt, met eerbeiding van het gebruiksreglement.
- We gaan het groener maken van de gemeente en het planten van bloemen verderzetten met een bijzondere aandacht voor de volgende aspecten :

De Jouët-Rey Wijk :

Deze tuin, ingericht door het BIM, vraagt voor zijn onderhoud een bijzondere aandacht en zal bijgevolg even aandachtig gevolgd worden door de ondernemer belast met dit werk.

We zullen de organisatie van het werk van de gemeentelijke tuinieren nog meet verbeteren : een planning voor het maaien en het snoeien, zal op stand worden gebracht.

Een renovatieprogramma van het park « Paradis des Enfants » zal opgesteld moeten worden door rekening te houden met het gebruik die de school ervan zal maken en de modernisering van zijn infrastructuur.

De Tuinen van Fontenay-sous-Bois tonen tekenen van erosie en verarming van de bodem in de gedeelte dicht bij de sport- en speelplaatsen. Een restauratie van de bodem en nieuwe beplantingen zal verwezenlijkt worden. Dat park, beter ingericht voor spelende kinderen, heeft de potentieel een attractiecentrum en een kleine long voor de handelswijk van De Jacht te worden, en dit in functie van de beschikbare middelen.

Park hap :

Omwille van een ontzettend ingewikkeld onderhoud verandert de tuin langzaam aan in een braakliggend terrein. Zodra het mogelijk is, zal met het BIM een overleg gevoerd moeten worden om de toekomst van de bioogische tuin te bepalen.

De middenbermen van de Hansen-Soulie-, Le Marinel- en Alexandre Galopinlaan : Men moet ervoor zorgen de beplantingen te concentreren en aan de hand van bloemen en winterharde planten meer kleur te brengen. Hierdoor zal men de « bebloemde manden » kunnen gebruiken voor de versiering van andere wijken die momenteel weinig planten bezitten.

Sint-Antoonplein :

Er zullen met het Gewest intensere en regelmatigere contacten genomen worden om hen aan te sporen de grote bloembakken gelegen vóór de kerk beter te onderhouden.

Keit Haring Park :

Indien het Gemeentelijk Bestuur niet verhuist zal het park tot een rozentuin omgevormd kunnen worden. De wegen zouden moet klimrozen versierd worden aan de hand van transversale bogen en zo zorgen voor schaduwzones in de nabijheid van de banken.

Leopoldstadplein :

De beplantingen van het plein moeten volledig herzien worden. De beplantingen van het plein zijn momenteel een beetje treurig en het plein mist aan kleur. De beplanting zal rekening moeten houden met de functionaliteit en het gebruik van het plein.

Onkruid :

De strijd tegen het onkruid zal voortgezet worden overeenkomstig de goede praktijken inzake leefmilieu en met gebruik van dit toxische maar wel doeltreffende producten.

Het Jubelpark :

De implicatie van de gemeente in het beheer en de inrichting van het etterbeekse gedeelte van het park zal versterkt worden.

5. Stedenbouw en Leefmilieu

a) Stedenbouw

De strijd tegen de stadskankers was gedurende de vorige legislatuur één van de essentiële en prioritaire zorgen inzake ruimtelijke ordening.

De laatste kankers, en meer bepaald diegene die lange tijd de hoofdtoegangen van Etterbeek, Belliardstraat en Waversesteenweg (Arsenaal) verminkt hebben, zijn verdwenen. Deze twee uitgestrekte sites, momenteel in herbesteding, zijn gerenoveerd door privé-operators in respect van ons concept van een stedenbouw dat de levenskwaliteit van de bewoners respecteert.

Etterbeek is een gemeente die erg getroffen is door de snelle evolutie van de vastgoedmarkt die zonder ophouden nieuwe ruimtes probeert te verstedelijken. Dit toont duidelijk dat een behoud – naar gelang de ontwerpen die ons zullen voorgelegd worden – van een stedenbouw met menselijke dimensies en met respect voor het leven van de meedeburgers voor ons een politiek hoofdengagement en een blijvende uitdaging vormt.

Deze verschillende aspecten van het gemeentelijk leven brengt ons tijdens deze legislatuur tot talrijke uitdagingen :

- de realisatie, aanvullend op de nieuwe Gewestelijke stedenbouwkundige Verordening, van een Gemeentelijke stedenbouwkundige Verordening, die, onder andere, de strijd tegen het opdelen van woningen in tegenstrijd met de Gemeentelijke Ontwikkelingsplan in kleine entiteiten zou moeten versterken met bijzondere aandacht voor de problemen van de verlichting, het geluid, de inrichting van de binnenterreinen van de huizenblokken en de bescherming van het kleine erfgoed. Er zal eveneens een toespeling gemaakt worden op problematieken zoals het gebruik van duurzame materialen of hernieuwbare energie.
- De renovatie en het behoud van het bestaande erfgoed, en dit door de bescherming van het erfgoed dat niet gedekt is door het Brussels Wetboek van de Ruimtelijke Ordening (kleine erfgoed).
- Het algemene respect van de richtlijnen en opvolging van het Gemeentelijk Ontwikkelingsplan, dat aangenomen werd tijdens de vorige legislatuur.
- De sensibilisatie van de bevolking aangaande het bestaande erfgoed, de financiële gevolgen van het niet naleven van de stedenbouwkundige wetten en verordeningen en vooral het vergemakkelijken van de toegang voor het publiek tot de informatie betreffende de stedenbouwkundige actualiteit en het Etterbeekse erfgoed.
- Het tot stand brengen van een groot ontwerp voor het herverstedelijking van de site van de Tuinen van de Jacht (vroeger hospitaal van Etterbeek) dat een groot deel van het huizenblok Beckers – Kazernen – de Haerne dekt.
- Dit ontwerp zou een groot aantal nieuwe woningen kunnen omvatten, maar eveneens en mogelijk ook een nieuw dienstencentrum dat tegelijk het gemeentehuis, het OCMW en het politiecommissariaat hergroepeert. Dit dossier, waarvan de omvang een legislatuur overschrijdt, zal het voorwerp uitmaken van een overleg op alle niveau's, omdat het een groots ontwerp betreft dat zou moeten leiden tot een verbetering van de financiële situatie van de gemeente en tot de opleving van de wijk van de Jacht waarvan er anderzijds sprake is.

b) Leefmilieu

EXTERNE MISSIES

Voorrang zal gegeven worden :

- aan de preventiepolitiek betreffende vervuiling, hinder en risicobeheer, die de milieukwaliteit van de gemeente op middellange en lange termijn het meest beïnvloeden ;
- aan de transversale benadering van de milieuproblematiek, met als logisch gevolg de handhaving en de ontwikkeling van informatienetwerken en het informeren van de medewerkers (in het bijzonder op het vlak van projecten en gedurende de opvolging van risico-inrichtingen).

Het aspect Inspectie (contrôle van overtredingen en het nemen van de sanctiemaatregelen) zal versterkt worden door de samenwerkingsovereenkomst tussen het Gewest (BIM) en de Gemeente.

De prioriteiten zijn :

- opsporing en opvolging van inrichtingen die aan een milieuvergunning onderworpen zijn en momenteel niet gedekt zijn ;
- opsporing en opvolging van inrichtingen die toegankelijk zijn aan het publiek en waarvan de brandpreventie niet overeenkomstig is aan de voorschriften van de brandweerdienst ;
- opsporing en opvolging van risico-inrichtingen betrokken bij het gemeentelijke urgentie – en interventieplan.

De informatie van de bevolking (vooral via het tijdschrift « leven te Etterbeek » en de website, de promotie van de hernieuwbare energie, van de biodiversiteit in tuinen en langs gevels, informatie over het composteren, de steun van meester-composteurs, het gemeentelijke containerpark, het gewestelijke leefmilieufest,...) zal de aandacht van de bevolking moeten trekken op de inzet voor het leefmilieu door zich in te schrijven in de politiek van duurzame ontwikkeling.

INTERNE MISSIES

Het label ecodynamische onderneming zal de drijfkracht zijn om het milieubeheer in heel het gemeentebestuur te dynamiseren. De nadruk zal in het bijzonder op de informatie en vorming van het gemeentelijke personeel gelegd worden, op het vlak van het sorteren van afval, het rationeel energie- en waterverbruik,...

De lokale agenda 21 zal geïmplementeerd worden rekening houdend met de milieuaspecten.

De ontwikkeling van het aspect Water zal voorrang hebben, omdat deze thematiek niet begrepen is in een gewestelijk plan (de politiek betreffende het afvalbeheer, de geluidshinder en de luchtkwaliteit zijn elk in een gewestelijk plan inbegrepen).

Op het gebied van deelname van de bevolking zullen de promotie van het thuiscomposteren en het collectief composteren en de promotie van de biodiversiteit worden ontwikkeld.

6. De veiligheid

De nabijheidspolitie plus ook nog de aanwezigheid van de politie in de straten versterken blijft de belangrijkste bekommernis van de meerderheid. Maar het herstel van het veiligheidsgevoel gaat ook langs de aanwending van doeltreffende en preventieve maatregelen die aangepast zijn aan de realiteit ter plaatse.

- Onze prioriteiten: de intensivering van de preventieve en intimiderende maatregelen, de toename van het aantal politieagenten op de openbare weg. Daaraan mag men het behoud van «nachtstewards» bijvoegen (een formule die heel in het begin beschouwd werd als een gewaagde formule maar die toch de instemming van het publiek gekregen heeft) en de versterking van de middelen toegekend aan het Veiligheids- en preventiecontract.
- We zullen het aantal bewakingscamera's in de handelskernen vermeerderen alsook in sommige «gevoelige wijken».
- We willen de handelaars meer gevoelig maken voor het bestaan en de werking van het telepolitie systeem.
- Concreet gezien zullen we het systeem van de administratieve sancties aanwenden om de kleine inbreuken op de openbare netheid of andere inbreuken en onwettigheden op de openbare weg te bestraffen. Onze vaststellende ambtenaren, die bevoegd zijn om p-v's op te maken op dezelfde wijze dan de politieagenten, hebben een aangepaste opleiding gevolgd en zullen zeer binnenkort de eed afleggen.
- We willen de aanwending van het beveiligingsprogramma in de sociale woningen verder zetten, nieuwe middelen toekennen aan het Bureau voor Slachtofferbejegening en het publiek beter inlichten betreffende de werking en de specificiteiten van deze laatste.

- We zullen het Gewest interpellieren om de herinrichting van het doorkruisen van de grote gewestwegen gedaan te krijgen, om er de verkeersveiligheid te doen toenemen en de verplaatsing van de personen met een beperkte mobiliteit gemakkelijker te maken.
- Er zal bijzondere aandacht worden geschonken aan de strijd tegen de stadsbendes in samenwerking met het lid van het Parquet belast met dit beleid.
- Op dezelfde wijze zullen we voortdoen, in overeenstemming met de diensten van de jeugdbescherming, met de beveiliging van de schoolomgevingen en de toegangswegen tot dezen, in het bijzonder de metrostations met het oog om de kleine misdrijven te bestrijden.
- Op het gebied van de verkeersveiligheid, zullen de middelen afkomstig van het verkeersboetefonds aan de lokale politiezones de mogelijkheid moeten geven om bijkomende inspanningen te leveren op het niveau van de verkeersveiligheid, en in het bijzonder wat de preventie aangaat.

Op het grondgebied van Etterbeek betekend dit concreet gezien:

- Lessen over het verkeersreglement aan de lagere scholen aanbieden.
- De aanwending van een verkeersspiste als pedagogisch middel bij uitstapen.
- Preventiecampagnes uitvoeren in samenwerking met het BIVV:
 - de snelheid met de hulp van een preventieve snelheidsaffichage meten en de bestuurder over zijn snelheid inlichten;
 - de regels op het gebied van de veiligheid en de uitrusting doen respecteren: de veiligheidsgordel, het kindersitje, en het dragen van de helm;
 - het probleem van het gevaarlijk en hinderlijk parkeren aanpakken.
 - de naleving van de verkeerslichten.
 - de gemakkelijke doorgang van het openbaar vervoer begunstigen (het parkeren aan de haltes – gebruik van de eigen bedding voorbehouden aan de trams en bussen).
- Het plaatsen van permanente preventieve radars.
- Het plaatsen van variabele snelheidsborden in de «zone 30» in de omgeving van de scholen.
- Het aankopen van signalisatiemateriaal gebruikt tijdens de omleidingen bij ongevallen – of een grote gebeurtenissen– of rampen enz...

Tenslotte bevestigen onze vastberadenheid om geen prerogatieven aan de privésector te delegeren.

7. Mobiliteit

Reeds vijftien jaar geleden was Etterbeek de eerste gemeente die haar circulatieplan in omloop bracht. Tal van andere gemeentes inspireren zich vandaag over het parkeerplan dat door Etterbeek werd opgesteld. Etterbeek heeft de tegenrichtingen voor de fietsers veralgemeend en twee maal de Gouden fiets gewonnen.

Bovendien, hebben we ons eigen Bedrijfsvervoerplan en Gemeentelijk Mobiliteitsplan ingevoerd. Kortom, Etterbeek is met Jette een gemeente die zich distantieert wat betreft zones 30 in het Brussels Gewest en die zich steeds onderscheiden heeft inzake mobiliteit. Natuurlijk zullen we hiermee voortgaan door te zorgen voor het verenigen van twee bijkomende doelstellingen : de woonwijken beschermen tegen het indringende autoverkeer en de commerciële, economische en culturele aantrekkelijkheid van de gemeente behouden dankzij een mobiliteitspolitiek die iedere weggebruiker respecteert (voetgangers, fietsers, automobilisten, personen met een beperkte mobiliteit, enz...).

We gaan door met het uitvoeren van ons parkeerplan door nieuwe groene zones in te voeren.

Een evaluatie van de al gedekte zones zal genomen worden en de resultaten zullen tijdens de gemeenteraad medegedeeld worden

10% van het nettoresultaat van de belasting op het parkeren (hetgene betaald wordt door de automobilisten die de parkeermeters in de groene en rode zones niet bevoorraden) zullen terug gebruikt worden in de zachte mobiliteitsprojecten.

We willen het aantal fietsenparkings vermeerderen.

Een grote « mobiliteitsuitdaging » staat ons te wachten voor de Jachtwijk : we willen er, in overleg met de inwoners en de handelaars, een globale overweging leiden die moet zorgen voor het verlichten van het intense doorgangsverkeer van deze wijk.

We willen het dialoog en overleg met de verschillende overheidsniveau's en de andere gemeentes versterken om een betere samenhang te verzekeren in termen van mobiliteit en parking.

8. De Cultuur

a) de Franse cultuur

Over het algemeen hebben wij de ambitie om ons cultureel, architecturaal en toeristisch patrimonium een meerwaarde te geven. Wat cultuur betreft, hebben wij reeds een aantal sporen die zich allen inspireren van de slogan 'De cultuur voor ieder » die beter onze conceptie van de culturele politiek bepaalt.

Wij willen uitgebreider « artikel 27 » toepassen, bij dewelke cultuurchèques worden gegeven aan sociale trekkeers van een uitkering, stempelaars en aan minderbedeelden.

Wij wensen het verwezenlijkte werk in onze Academies beter te valoriseren door bvb. Een markt van de uitvinder te organiseren.

De « Louis Schmidt Prijs » zal opnieuw ingevoerd worden en opengesteld voor het publiek.

De gemeente wil een belangrijk werk per legislatuur verkrijgen en het op een openbare ruimte plaatsen.

Kortom, een kaderster van de bestaande privé- en openbare culturele infrastructuur in Etterbeek zal opgemaakt worden en regelmatig aangepast worden. Wij willen de openbare of privé infrastructuren van Etterbeek meer steunen door systematischer of regelmatig hun informatie en hun programma's door te geven door het openen van een site Internet « gemeente ».

De dienst cultuur heeft als objectieve :

- informatie door te geven i.v.m. de socio-culturele activiteiten die zich afspelen te Etterbeek.
- Zich in een methode van permanente opvoeding in te schrijven.

De dienst cultuur verzekert de relatie met het lokaal cultureel centrum. Een van de doelstellingen van het Cultureel centrum is gericht op de inachtneming van de multiculturele aspecten van de maatschappij. In functie hiervan, is er een intercultureel programma ontworpen teneinde de uitwisselingen onder al de gemeenschappen te favoriseren, hun genoeg mogelijkheden te geven om zich uit te drukken op artistiek vlak. Aan ieder de kans geven hun cultureel universum voor te stellen en de opportuniteit het culturele leven en de kunstwerken van andere gemeenschappen te ontdekken is een van de grootste hoofdlijnen van het cultureel centrum. Het programma is verwezenlijkt in samenwerking met de lokale en regionale verenigingen.

De dienst :

- steunt diverse verenigingen en culturele Etterbeekse organismes en hun activiteitenprogramma.
- Verwezenlijkt, organiseert en werkt samen aan culturele evenementen
- Beheert, de kalender van de tentoonstellingen in de inkomsthal, « Espace entrée libre ».

Van jaar tot jaar heeft deze opdracht zich gericht naar een belangrijke uitnodiging van de Etterbeekse culturele acteurs.

De evolutie is voornamelijk gemarkeerd door partnering met verschillende gemeentediensten, zoals de Nederlandse cultuur, het cultureel centrum van Etterbeek, het programma samenleving, duurzame ontwikkeling, internationale solidariteit en buitenstaande partnerschappen.

Deze partnering laten enerzijds een verrijking toe van de programmatie van de tentoonstellingen in de Hall « Espace Entrée Libre » die tentoonstellingen van schilderkunst, fotografie en beeldhouwwerk alsook collectieve tentoonstellingen bevatten

Enkele projecten voor 2007

Nieuwe uitgave van de culturele gids in nauwe samenwerking met de dienst van de Nederlandse cultuur. Hiervan is tevens een numerieke versie voorzien..

Een eerste uitgave van een poëtisch-, literair- en songfestival in maart.

« Poëzie in de stad » : straatspektakel

Festival van de Arabische film in samenwerking met de dienst van de Nederlandse cultuur.

Festival « Carabistouille », straattheater.

Inzetten en objectieven voor de Etterbeekse bibliotheken

1. Hoofdlijn : lectuur

De opdracht van de bibliotheek bestaat erin om aan de Etterbekenaren de toegang tot boeken te kunnen bieden van afwisselende en polyvalente verzamelingen, in respect voor ieders overtuiging.

Zodra men de liefde voor de boeken verliest, moeten de bibliotheken zich nog meer instellen om aan het boek als middel van ontspanning en emancipatie, een meerwaarde te geven. De samenstelling van een kwaliteitsverzameling, die regelmatig vernieuwd wordt en open is voor alle tendenzen, alle soorten en alle hedendaagse problematieken is onmisbaar om zin te hebben een boek open te slaan.

Het objectief is dus niet alleen het vergemakkelijken en aanmoedigen van de individuele of familiale interesse naar het boek toe, maar zich ook opstellen als steun en tussenpersoon voor al de partners die op lokaal niveau werken op dit gebied : scholen, groepen van alfabetisering, ouders, professionele integratie...

2. Hoofdpijn : zichtbaarheid

De zichtbaarheid van de bibliotheek moet beklemtoond worden. Het aantal Etterbeekse lezers stijgt, maar het gaat erom de voorziene daling van het aantal lezers, reeds vastgesteld bij de Franse gemeenschap te voorkomen : de bibliotheek moet een onmisbare instelling worden in het sociaal cultureel landschap van Etterbeek.

Sommige aanpassingen zijn extern (verscheidene signalisaties) of van numeriek type (interactieve aanwezigheid op het Net).

Maar het belangrijkste berust op de actieve samenwerking met het institutionele of lokale associatieve netwerk, door deze acties van partnerschap te vermenigvuldigen, hetzij ze te initiëren, hetzij ze af te lossen de bibliotheek en een meerwaarde brengen aan de verschillende acties, maar ook het specifieke publiek treffen, bij wie de « instelling bibliotheek » totaal vreemd is en dus verkend moet worden.

3. Hoofdpijn : eigentijdse problematieken

Al de maatschappelijke debatten, en in het bijzonder deze die in de grote steden worden gehouden, kruisen de bibliotheek.

Doorheen al deze praktijken, de « intellectuele », van de kritische samenstelling van de verzameling, de « praktische » van de dienstverlening aan de lezers, kan de bibliotheek en kostbare en onvervangbare rol spelen op verschillende terreinen : hulp aan de persoonlijke ontwikkeling, toegang tot informatie, strijd tegen de stedelijke eenzaamheid, versteviging van de sociale band, sensibilisatie voor de duurzame ontwikkeling.

Indien ze geen bijdrage levert aan al deze problematieken, moet ze met aandrang samenwerken met al de professionelen die op het lokaal terrein indeze zin acties leiden met hun verschillend publiek.

b) de Nederlandse cultuur

De eerste belangrijke doelstelling is de realisatie van een ééngemaakt integraal lokaal cultuurbeleidsplan voor de jaren 2008-2013 met alle lokale partners. Om het volledige culturele werkveld te kunnen overspannen is het aangewezen om het Wijkhuis « de Chambéry » en het lokale scholenplatform uit te nodigen naast de Gemeentelijke Openbare Bibliotheek en het Gemeenschapscentrum « De Maalbeek ».

Partners in het beleid

De Nederlandstalige Cultuurraad Etterbeek is een erkende en geïnstitutionaliseerde partner van het gemeentelijk cultuurbeleid. Hij wordt uitgenodigd op te treden als uitgebreid adviesorgaan met niet enkel de lokale partners maar ook met een brede participatie van de bevolking.

Haar werkein steunt op een of meerder werkgroepen die de inhoudelijke planning van de partners evalueert en tot een globaal advies bundelt.

In de uitwerking van haar culturele programmatie wenst de gemeente sterker samen te werken met het lokale scholenplatform. Samen dienen er projecten uitgewerkt te worden die de aanwezigheid van de scholen en academies in de gemeente benadrukken.

Het wijkhuis « Chambéry », ontstaan uit het gemeenschapscentrum « De Maalbeek », vervult de rol van adviesorgaan inzake welzijn in de gemeente. De Chambéry bestaat ondertussen uit verschillende deelwerkingen met het sociaal restaurant, het WMKJ (jongeren), het dienstencentrum (senioren), Chato (renovatie),...

In de realisatie van haar doelstellingen is het wijkhuis erin geslaagd met verschillende gemeentelijke partners samen te werken. Samenwerking met het OCMW, met scholen, met cohésion sociale, met senioren, jongeren en andere verenigingen maakt haar tot een toonbeeld van succesvolle projectontwikkeling.

Het integraal lokaal cultuurbeleidsplan 2008-2013

De gemeente zal de opbouw van het integraal lokaal cultuurbeleidsplan stimuleren en nauwgelet opvolgen. Het beleidsplan wordt onderverdeeld in de volgende « verhaallijnen ».

Goed Volk

De gemeente hecht een groot belang aan de goede communicatie met haar bevolking. Het stimuleren en ondersteunen van vernieuwende initiatieven geïnitieerd door de Nederlandstalige cultuurinstellingen en het Nederlandstalig verenigingsleven, enerzijds, en het stimuleren van samenwerkingsverbanden tussen de verschillende Nederlandstalige actoren is eveneens van groot belang.

Onderstroom

Etterbeek beschikt over een stevige reputatie op het vlak van activiteiten en projecten rond taal, literatuur, poëzie, mondelinge geschiedenis en « het verhaal van mensen ». Deze projecten hebben niet allen een bijzondere wervende kracht en een stevige artistieke waarde : zij staan uiteindelijk ook ten dienste van de mondigheid en de verhoogde participatie van de bevolking.

Multiculturele projecten zijn binnen de gemeente een belangrijk bindmiddel

... en je wil wat

De jongeren zijn ook op cultureel gebied een belangrijke doelgroep. In aansluiting op het jeugdbeleid, als bevoegdheid van de burgemeester, dient nara onze jonge gemeenschap de grootste aandacht te gaan.

In aansluiting bij de sociale en culturele diversiteit in de gemeente blijft een open multiculturele programmatie van groot belang.

Cultuur moet wijken

De verschillende wijkfeesten zijn een teken van deze dynamiek, die we mee wensen te structureren en bevorderen.

Deze dynamiek brengt de grote diversiteit van onze culturen tesamen. In deze mix van projecten naar specifieke culturen of samen met verschillende culturen wenst de gemeente verder te gaan. Speciale aandacht dient gegeven te worden aan de aanwezigheid van de Europese instellingen in onze gemeente.

Cultuur is elders

In samenwerking met de dienst Internationale Solidariteit worden culturele projecten uitgewerkt in het kader van de stedenband.

Gemeentelijke Openbare Bibliotheek (GOBE)

De openbare bibliotheek stelt haar schitterende infrastructuur open naar een steeds groeiend aantal bezoekers.

De GOBE is niet enkel een essentiële partner van het lokaal gemeentelijk cultuurbeleid, zij sluit steeds nauwer aan bij de regionale bibliotheekwerking.

Een doorgedreven automatisering dient hier gerealiseerd te worden om te voldoen aan de regionale uitwisseling.

Op basis van deze vernieuwde infrastructuur is in een volgende stap de elektronische uitleendienst haalbaar.

Niet enkel bereikt zij een groot aantal individuele lezers, de samenwerking met de lokale scholen wordt verder uitgebreid met een aangepast aanbod.

Met het groeiend aantal anderstalige bezoekers wordt het aanbod steeds gediversifieerder. Een uitgebreider samenwerking en/og uitwisseling met de andere gemeentelijke bibliotheken dient hierbij nagestreefd te worden ter versterking van onze ligging aan de deur van de Europese lezers.

De GOBE zal blijvend aandacht moeten besteden aan de vrijwilligers die enerzijds de bibliotheek besturen en anderzijds helpen het huis dat voor een aantal culturele ontmoetingen open te stellen. Hiervoor zal een versterkte structuur nodig zijn.

9. Duurzame ontwikkeling

Dit was zonder twijfel op initiatief van onze diepbetreurde collega, Michiel Vandenbussche, één van de Leitmotiven van de vorige legislatuur. En dit zal het voor de zes komende jaren blijven.

De duurzame ontwikkeling steunt op drie pijlers van de organisatie van onze maatschappij : de economische, de sociale en deze van het leefmilieu. Concreet moet voor nieuwe productie- en consumptiewijzen gekozen worden indien men schaarste en natuurrampen wil vermijden ; het is eveneens een kwestie van sociaal recht en van solidariteit tussen Noord en Zuid. De rijkdommen van de planeet Aarde zijn, zoals we weten, niet onuitputtelijk. Het leefmilieu is geen – om een citaat van Antoine de Saint-Exupéry te herhalen – « erfenis van onze voorouders, maar een lening aan onze kinderen ». Dit begrip van « toekomstige generaties » is essentieel wanneer men het over duurzame ontwikkeling heeft.

« Globaal denken, lokaal handelen » : het is hier, te Etterbeek, dat we nieuwe levens- en consumptiewijzen in het leven kunnen roepen door ons te richten op de medewerking van de burgers en de samenwerking tussen de generaties. Het is aan de politieke macht om talrijke initiatieven te stimuleren door een maximum aan inwoners erbij te betrekken.

Concreet :

Er werd een Schepenambt gecreëerd voor Energie. De gemeente wenst zich op deze manier zeer concreet te engageren voor het rationeel gebruik van de energie (elektriciteit, gas, water, brandstoffen) in haar eigen gebouwen en infrastructuur en tegelijkertijd vernieuwbare energie bij het publiek te promoten. Een « energieloket » zal in samenwerking met het Gewest gecreëerd worden om zo de inwoners het best mogelijk in te lichten en te adviseren inzake de energetische prestatie van hun woning.

Etterbeek is één van de eerste Belgische gemeentes die zich voor een « lokaal agenda 21 » ingezet heeft. Vandaag moeten we dit principe aan onze medeburgers bekend maken en hen uitnodigen eraan deel te nemen. Sensibiliseringsacties op grote schaal zullen gevoerd worden ; iedereen zal herhaaldelijk uitnodigd worden om naarmate zijn mogelijkheden aan solidaire en burgerlijke acties deel te nemen. We zullen de sensibilisering tot duurzame ontwikkeling ook richten naar de kinderen in onze scholen en naar de jongeren in het algemeen.

We zullen verder meewerken aan de lokale toepassing van het federaal plan voor duurzame ontwikkeling.

We zullen andere leden van de burgermaatschappij (o.a. de Oxfam Wereldwinkels, het sociale eenheidsprogramma, de bibliotheken, het wijkhuis Chambéry) betrekken bij de activiteiten die door de gemeente georganiseerd of ondersteund worden.

Meder dan ooit zullen we in onze aankooppolitiek en openbare aanbestedingen bijzondere aandacht schenken aan producten die van eerlijke handel afkomstig zijn, evenals aan de opname van sociale en milieuclausules in de lastenboeken.

Een raad van advies voor duurzame ontwikkeling zal opgericht worden. Het zal een soort vrijwillig begeleidingscomité zijn, samengesteld uit enkele belangrijke persoonlijkheden die actief zijn op het vlak van duurzame ontwikkeling. Deze raad zal steun en advies verschaffen voor de projecten zonder expliciet betrokken te zijn bij de dagelijkse werking.

Uiteindelijk kan het invoeren van een werkelijke duurzame ontwikkelingspolitiek enkel overwogen worden in een multidisciplinair perspectief. We zullen ervoor zorgen een duurzame ontwikkelingspolitiek te hebben die gemeenschappelijk is voor alle schepenbevoegdheden en het gemeentelijk personeel stimuleren om actief mee te werken (recycleren van het afval, beperken van het materiële en energieverbruik) en de creativiteit aanmoedigen.

10. De openbare netheid

Om de doeltreffendheid van onze netheidspolitiek te versterken werken we op drie verschillende vlakken : preventie, versterking van de voorzieningen van openbaar nut en repressie.

De preventie zal op de eco-burgerschap moeten leunen.

In overeenkomst met de scholen zullen we interactieve informatievergaderingen organiseren voor de kinderen en de scholen : een specifieke organisatie zal ingericht worden gedurende dewelke een wegentechnicus zijn beroep zal komen uitleggen.

Specifieke vergaderingen zullen de hondeneigenaars trachten te sensibiliseren tot het gebruik van de hondentoiletten en hondenpoepzakjes ; ze zullen eveneens op de hoogte gebracht worden van het bestaan van een belastingsreglement dat het straffen van openbare netheidsovertredingen voorziet.

Een informatief boekje zal uitgegeven worden om deze sensibilisering te versterken.

Iedere wijk zal aan de inwoners gevraagd worden de meest vervuilde plaatsen en deze die het meest getroffen worden door sluikstorten te identificeren en deze aan de gemeentelijke netheidsdienst mede te delen.

« Proposer wijk » acties zullen versterkt worden gedurende dewelke iedere inwoner zijn steentje zal bijdragen. Deze acties zullen gebaseerd worden op het principe van solidariteit en zullen door een wijkfeest afgesloten kunnen worden. De gemeente zal het nodige materiaal ter beschikking stellen.

Deze versterking van de openbare nutsvoorzieningen :

Onze diensten hebben een software voor het beheer van de netheid aangeschaft die zal toelaten in realtime voortdurend een oog te houden op de netheid van de volledige gemeente en zo nodig sneller te handelen.

Het aantal vuilnisbakken zal aanzienlijk verhoogd worden ; meer bepaald in de wijken waar het aanbod aan « fastfood » voedsel en dranken belangrijk is.

De reiniging van de gemeentelijke wegen zal nog verbeterd worden dankzij een versterking van de technische en machineploegen.

Wat de gewestelijke wegen betreft zal de samenwerking met Brussel Net verstevigd worden.

Bovendien zullen we trachten de netheid beter te vrijwaren rondom de glascontainers die te vaak als opbare stortplaatsen beschouwd worden.

De repressie :

De gemeente heeft zich voorzien van een belastingsreglement die administratieve boetes invoert jegens de overtreders van de openbare netheid. Sommige van onze agenten zijn reeds gevormd en hebben de titel van « verbalisator » gekregen ; de vormingen zullen voortgezet moeten worden om over een voldoende aantal verbaliserende agenten te beschikken. Na een grootschalige informatie bij het publiek, om deze niet verraderlijk aan te vallen, zullen de personen die op heterdaad betrapt worden eindelijk gestraft kunnen worden.

Bewust dat de verspreiding van tags in de stad voor een algemeen gevoel van vuiligheid en onzekerheid zorgt, zal de bestrijding van dit fenomeen verstevigd worden.

11. De gelijkheid van kansen

De gelijkheid van kansen is een multidisciplinaire bevoegdheid, verdere inspanningen moeten nog geleverd worden in dit domein van de hedendaagse maatschappij.

De lokale politici kunnen op hun niveau nieuwe gedragingen en houdingen aanmoedigen. Meer bepaald, door alles in het werk te stellen zodat het geweldpleging ten aanzien van vrouwen bestreden kan worden. De statistieken zijn duidelijk : één vrouw op vier is, was of zal het slachtoffer zijn van geweld gepleegd door haar partner. Onze medische, gezinsplannings- en sociale begeleidingscentra tellen iedere week gevallen van vrouwen die het slachtoffer zijn van geweld. Dit gebeurt hier, bij ons.

Een lokale plan voor gelijkheid van kansen zal opgesteld worden.

In samenwerking met het Gewest en de Etterbeekse verenigingen die op dat vlak actief zijn, zullen wij sensibilisatie- en preventieinitiatieven op gang zetten.

- pedagogische animatiekits ter attentie van de scholen en de jeugdbewegingen ;
- organisatie van affiches- en tekstenwedstrijden die tentoon gesteld zullen worden op openbare plaatsen ;
- het opzetten van een netwerk van « tussen-vrouwen » die een onthaal en een luisterend oor bieden aan vrouwen in noodsituaties en die niet weten naar wie ze zich moeten richten ;
- organisatie van een jaarlijkse sensibilisatieweek (laatste week van de maand november) voor het geweld ten opzichte van vrouwen en dit via publiekactiviteiten, zoals filmprojecties, theater en toespraken door overtuigende sprekers, debatten ;
- organisatie van zelfverdedingslessen voor vrouwen die preventieattitudes en – houdingen wensen te ontwikkelen. Beter gewapend zal de vrouw, ofwel de woorden of houding kunnen gebruiken die haar de mogelijkheid zal geven zich te verdedigen tegen haar aanrander ;
- exploratiemarkten zullen georganiseerd worden om de plaatsen te lokaliseren die een groot gevoel van onzekerheid opwekken bij de burgers.

De gelijkheid van kansen beperkt zich niet alleen tot dit domein : in het geheel van de bevoegdheden die door de leden van het College gedragen worden, zullen deze ervoor zorgen synergieën te creëren die toelaten de noden tegemoet te komen die op algemene wijze iedere vorm van discriminatie bestrijden.

12. Nederlandstalige Aangelegenheden

Een partner in het beleid.

De bevoegdheden van de schepen van Nederlandstalige aangelegenheden bestaan niet uit afzonderlijke doelstellingen maar zijn mee verweven in het algemeen beleid van het college van Burgemeester en Schepenen. Op basis van een dialoog tussen gelijkwaardigen en in functie van het wederkerig engagement ontwikkelt de gemeente een samenwerking tussen de Franstalige en Nederlandstalige socio- culturele actoren maar ook met anderstaligen.

Het gemeentelijk initiatief aangaande Nederlandstalige aangelegenheden wordt versterkt doorheen de samenwerkings- verbanden met de Vlaamse Gemeenschapscommissie. De uitwerking van een nieuw integraal - lokaal cultuurbeleidsplan 2013 is een eerste belangrijke doelstelling.

Algemeen kader

In relatie met de gemeente worden de Nederlandstalige inwoners steeds in hun eigen taal aangesproken. Deze communicatie moet, zowel in het Frans als in het Nederlands, van onberispelijke kwaliteit zijn. Het aanbod van alle gemeentelijke sociaal culturele instellingen wordt in samenwerking met de diensten Frans- en Nederlandstalige cultuur volledig bijgewerkt in de « Sociale Gids – Guide social ». Het breder ter beschikking stellen van deze gids naar alle verenigingen en inwoners is van groot belang. De schepen van Nederlandstalige aangelegenheden treedt protocollaire als gedelegeerd ambtenaar op bij Nederlandstalige huwelijken en jubileumvieringen.

13. Informatica en e-government

De dienstverlening van de gemeentelijke diensten ten behoeve van de bevolking zal de komende jaren verder geïnformatiseerd worden. Ter verbetering van de eigen efficiency zal enerzijds geïnvesteerd worden in de eigen infrastructuur met oog voor de nieuwste technologieën. Anderzijds staan deze investeringen volledig in het teken van de dienstverlening aan de bevolking. Met de juridische goedkeuring van de elektronische handtekening staat niets de ontwikkeling van een elektronisch loket in de weg als bijkomende dienstverlening.

Via dit elektronisch loket kan de bevolking van op hun eigen PC bepaalde administratieve formulieren aanvragen.

Om de toegang tot het internetgebruik in de gemeente te bevorderen wenst het college alle Etterbekenaren de mogelijkheid te bieden de uitgebreide informatie op haar website te raadplegen.

Waar de gemeente beperkt is tot het aanbieden van wireless verbindingen zal er aandacht gegeven worden op internettoepassingen in de publieke centra door uitrustingen voor iedereen toegankelijk.

De website van de gemeente, die aangaande gebruiksvriendelijkheid nog steeds een zeer goede beoordeling ontvangt, zal verder met nieuwe mogelijkheden uitgebreid worden. Enkele voorbeelden : het gebruiksvriendelijk maken voor slechtzienden, het opstellen van een agenda, het verbeteren en vernieuwen van de website lay out zullen binnenkort gerealiseerd worden.

14. Handel en Tewerkstelling

a) De handel.

De welvaart en de economische bloei van een gemeente worden in het algemeen afgemeten ten aanzien van de veelsoortigheid, de uitbreiding en de kwaliteit van zijn handelszaken. De tegenwoordigheid van ondernemingen, scholen, openbare diensten, associatief leven, het aantal inwoners,... zijn enkele van de elementen die de economische bloei van een gemeente beïnvloeden.

Meer dan ooit – en zelfs indien, op dat gebied, de werkingsfeer van de gemeentes beperkt is – moeten we de lokale handel helpen en beschermen. In dezelfde geest, mag een gemeente zich niet in de plaats stellen van andere bestaande openbare dienst op het gebied van de tewerkstelling. Niettemin, voor zover de tewerkstelling duidelijk een belangrijke uitdaging in het brussels gewest geworden is, mag ze proberen om op dat niveau een aanvullende actie te ondernemen

Wat de eigenlijke handel betreft wensen we van deze legislatuur gebruik te maken om een grondige bezinning over de handelswederopleving van de wijk van de Jacht te ondernemen. Dit zal natuurlijk gebeuren in nauw overleg met de betrokken handelaars en inwoners door de aangeboden middelen, die ons ter beschikking worden gesteld door de gewestelijke handelswijkconstruct, ten volle te benutten.

We willen de handel in de voetgangersgebied Jourdan nieuw leven inblazen. De plaats, met dezelfde naam, zou ook een herinrichting van de bovenste plank moeten krijgen: hier ook zullen we rekening houden met de noden en de noodzaken geformuleerd door de plaatselijke en de ambulante handelaars, de buurtbewoners en de gebruikers van de plaats om een project in overeenstemming met hun verwachtingen op te stellen.

Globaal gezien, wenst de Gemeente zich meer in te zetten in de hulp toegekend aan de handelskernen.

b) Tewerkstelling

De gemeente heeft steeds bijzonder aandacht gegeven aan de plaatselijke werkgelegenheid.

Ten getuige hiervan is de grote uitstraling van de bestaande diensten Mission Locale de l'Emploi, de tewerkstellingsdienst van het OCMW en het ALE.

Allen vanuit hun eigen specifieke opdracht hebben zij enerzijds een perfecte begeleiding gegeven aan de werkzoekenden en anderzijds een regelmatige screening van het werkaanbod bij de lokale KMO's en zelfstandigen.

Hierbij wenst de gemeente nog een stap verder te gaan, in overleg en samenwerking met de bestaande initiatieven, om mee als werkgever op te treden in het kader van de dienstencheques. Vandaag doet de gemeente zelf een beroep op deze diensten via externe agentschappen. Met de ervaring en kennis van de lokale vraag en aanbod van de werkgelegenheid, heeft de gemeente een wezenlijke troef in handen om sneller en beter ten dienste te staan van de werkzoekenden.

Daar vooral in aangelegenheden van tewerkstelling een grote behoefte aan informatie bestaat vanwege zowel de werkzoekende als vanwege de werkaanbieder wenst de gemeente deze communicatie te vereenvoudigen.

Door het organiseren van een regelmatige jobbeurs heeft de gemeente de intentie een forum aan te bieden over de braagstukken van de werkgelegenheid van haar inwoners. De gemeente zal hierin wel initiatief nemen om met de verschillende partners de haalbaarheid van dergelijke jobhappenings te bespreken. Het aanbieden van een dergelijk platform waarin de werkzoekende aanbiedingen of opleidingen geboden worden en waarin de plaatselijk KMO's of zelfstandigen zich open stellen naar werkzoekenden en/of naar hun collega's blijft een belangrijk initiatief inzake werkgelegenheid.

Algemeen gezien, zullen er synergiën opgemaakt worden op het bevoegd gewestelijk niveau op het gebied van de tewerkstelling.

15. Het onderwijs en de formatie

In vergelijking met België is Etterbeek, de gemeente met het dichtste onderwijsnetwerk.

Als bevoegde overheid, organiseert de gemeente, verschillende kinderdagverblijven, vier lagere onderwijsinstellingen, 1 instelling voor speciaal onderwijs, 1 technische school, 1 school voor voortgezet onderwijs en twee academies.

Wij streven, in samenwerking met de partners, naar de mobilisering van het geheel van de middelen van de opvoedende gemeenschappen en hun omgeving.

Een bijzondere attentie zal gewijd worden aan :

Het onthaal van de ouders

Iedere ouder bezit capaciteiten om « op te voeden ».

Voor ons vertegenwoordigt de ouder, zonder rekening te houden met zijn kennisniveau, een onmisbare partner in staat de ontwikkeling van de kinderen te waarderen door hen een oplettend en een betrokken luister te geven.

Gezorgd om de relatie « ouder – onderwijzer » een meerwaarde te geven, nodigen wij de educatieve ploegen uit om bijeenkomsten en dialogen te regelen, o.a. ter gelegenheid van het begin van het schooljaar met de familie (collectieve, individuele vergaderingen, voorstelling van opvoedende en pedagogische projecten).

De hand tussen de school en de associatieve wereld

De vertegenwoordigers van de schoolwereld, de Academies inbegrepen, zullen dus uitgenodigd worden een actieve plaats te nemen aan de ontmoetingscel georganiseerd in het kader van het programma « sociale cohesie »

Vernieuwde acties

Wij wensen de toegang aan de evolutie van het onderzoek in het pedagogisch domein aan de onderwijzers te reserveren.

De selectie van het personeel

Met de eerbiediging van de diversiteitsprincipe, zullen wij waakzaam zijn bij de selectie van de personeelsleden die in de scholen werken, ongeacht hun functie (onderwijzer(es), opvoeder(ster), bewakingspersoneel,...).

De duurzaamheid van zekere acties en samenwerkingen

Partnerschap met de lokale missie van Etterbeek : er werden diensten aangesproken met het oog op de verschoning van de schoolgebouwen, project « mijn school is van ons »...

Het programma opvoeding gericht op al de gemeentescholen, in samenwerking met het Veiligheidscontract en de onderwijsdienst

Interculturele uitwisselingen met Essaouira in samenwerking met de dienst voor duurzame ontwikkeling.

16. Burgerlijke stand, bevolking, kieszaken, bijkomende telling

a) Burgerlijke stand en bevolking

De klemtoon behouden op de kwaliteit van het onthaal van het publiek. Alsook, de opening van de loketten op dinsdagavond, behalve tijdens de maanden juli en augustus, blijft behouden gezien het grote succes.

De strijd tegen de schijn- of gesimuleerde huwelijken blijft een speerpunt afgestemd op de wilskracht ter bescherming van de personen die het slachtoffer zijn van zulke handelswijzen.

De dienst burgerlijke stand past zich aan, aan de actuele relatiteiten en aan de evolutie van de bevolking en de infrastructuur : vermindering van de geboorten maar verhoging van de nationaliteitsverklaringen.

Stimulatie van de elektronische loketten en de ontwikkeling van de verschillende toepassingen daaromtrent.

Modernisering van de betalingsmogelijkheden aan de loketten (installatie van één of twee bancontact-terminalen) met als doelstelling de beveiliging van de diensten alsook de toename van aangeboden diensten aan de burgers.

Ten einde, wat betreft de bevolkingsdienst, gerichte ervaringen, zoals de opening van de loketten op woensdagnamiddag voor de aflevering van de identiteitskaarten en/of de paspoorten voor kinderen van minder dan twaalf jaar zullen ingevoerd worden in functie van de behoeften van de bevolking.

b) de bijkomende telling

Betreffende de bijkomende telling, is het bewezen dat, gelijklopend met de meervoudige inspanningen inzake urbanisme, leefmilieu en kwaliteit van het leven in het algemeen, een aansprekend beleid tot inschrijving noodzakelijk blijft.

c) Kieszaken

Waardering van de opgedane ervaring. Alles wordt in werking gesteld opdat de verscheidene verkiezingen, die plaatshebben tijdens de legislatuur georganiseerd worden in de beste omstandigheden zowel wat betreft de regelmatigheid van de organisatie van de stembureaus als het comfort van de kiezers.

Het informaticamateriaal voor de verkiezing zal nog ene laatste maal gebruikt worden in 2007, ter gelegenheid van de federale parlementsverkiezingen. De vraag zal nadien gesteld worden om te wegen of de geautomatiseerde verkiezingen behouden zullen worden en zal ongetwijfeld het voorwerp van overleg zijn op federaal – en regionaal niveau.

17. Personeel en financiën

Financiën

Hoewel er in de vorige hoofdstukken geen verwijzing werd gemaakt, is en blijft het financiële evenwicht één van onze hoofdbekommernissen. Dit is zeker een uitdaging want, net zoals de andere gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest, stelt het College van Burgemeester en Schepenen zich de vraag met welke middelen dit beleidsplan bereikt zal worden gezine de mindere opbrengst van de personenbelasting, de wijze van verdeling van de algemene dotatie en de waarschijnlijke minderopbrengst van de dividenden door de vrijmaking van de energiemarkt. In weerwil van deze tegenvallers en onzekerheden, zullen wij trachten de fiscale last voor onze inwoners niet op te drijven. Aanzienlijke besparingen kunnen doorgevoerd worden in het energieverbruik indien de nodige technische aanpassingen aan de gebouwen kunnen gebeuren en door de rationele bezetting van de lokalen te onderzoeken.

Als verantwoordelijke beheerders zullen wij er strikt op toezien dat alle uitgaven gerechtvaardigd worden.

Op financieel gebied vragen wij een vergoeding voor het uitoefenen van onze wettelijke verplichtingen, die zowel nationaal als internationaal worden opgelegd.

Personeel

Voor het personeel leggen wij de volgende prioriteiten vast : een doeltreffende human resources management te ontwikkelen (stressbeheer, conflictenbeheer,...) de sociale dienst voor het personeel verder uitvouwen, de diversiteit te waarborgen, gehandicapte personen binnen het kader aanwerven, voorrang geven aan de uitbreiding van het kader van mensen die op het terrein aanwezig en aan ons personeel een permanente, nuttige en kwaliteitsvolle nuttige opleiding geven.

En tenslotte, op de vooravond van een pré-electorale periode, onderhevig aan mogelijke communautaire geschillen en het naderen van waarschijnlijk moeilijke institutionele onderhandelingen op federaal vlak, kunnen wij stellen dat de sfeer binnen het College, de meerderheidspartijen maar ook binnen de Gemeenteraad tussen de twee gemeenschappen uitstekend is.

- (3) Personnel - Personnel administratif et technique, de la Régie foncière, ouvrier et de maîtrise, de soins, d'assistance, parascolaire (enseignement non subventionné) - Annexe IV du règlement de travail communal - Règlement interne relatif aux congés et absences du personnel communal - Réductions des prestations pour convenance personnelle - Modification.**
Personeel - Administratief en technisch personeel, van het Grondbeleid, werklieden- en meesterschapspersoneel, verzorgings-, bijstands- en buitenschoolspersoneel (niet gesubsidieerd onderwijs) - Bijlage IV van het arbeidsreglement voor het gemeentelijk personeel - Intern reglement betreffende de verloven en afwezigheden van het gemeentelijk personeel - Verminderde prestaties voor persoonlijke aangelegenheid - Wijziging.

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 26/05/1997 (réf. : 26.05.97/A/002) portant modification des arrêtés organiques pour le personnel administratif et technique, de la régie foncière, ouvrier et de maîtrise, de soins, d'assistance et parascolaire – enseignement non subventionné en vue de l'application de la charte sociale, rendue exécutoire par la lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 04/09/1997 (réf. : 005-97/11749-iv) ;

Vu la délibération du Conseil communal du 22 mai 2006 adoptant le règlement de travail pour le personnel communal ;

Considérant que l'annexe IV du règlement de travail communal règle les congés et absences du personnel communal ;

Considérant que le chapitre XIV de ce règlement relatif aux congés et absences du personnel communal permet aux agents nommés de bénéficier de diverses réductions de prestations pour convenance personnelle ;

Considérant qu'il serait judicieux d'y intégrer une nouvelle réduction des prestations à 3/5ème temps (22h30 de prestations par semaine) pour faciliter l'organisation interne de certains services communaux ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la négociation avec les organisations syndicales représentatives dont protocole ci-annexé ;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

d'adopter la modification suivante à l'annexe IV du règlement de travail - Chapitre XIV – Réductions des prestations pour convenance personnelle – Article 110 § 2 :

Ancien texte : L'agent est tenu d'accomplir la moitié, les deux tiers, les trois-quarts ou les quatre cinquièmes de la durée des prestations qui lui sont normalement imposées.

Nouveau texte : L'agent est tenu d'accomplir la moitié, les trois cinquièmes, les deux tiers, les trois-quarts ou les quatre cinquièmes de la durée des prestations qui lui sont normalement imposées.

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale et au Services du Personnel.

* * *

De Gemeenteraad,

Gezien zijn beraadslaging van 26/05/1997 (ref. : 26.05.97/A/002) houdende wijziging van de organieke besluiten voor het administratief en technisch personeel, van het grondbeleid, werklieden- en meesterschapspersoneel, verzorgings-, bijstands- en buitenschoolspersoneel – niet gesubsidieerd onderwijs in toepassing van het sociaal

handvest, uitvoerbaar geworden door het schrijven van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 04/09/1997 (ref. : 005-97/11749-iv) ;

Gezien zijn beraadslaging van de Gemeenteraad van 22 mei 2006 die het nieuw arbeidsreglement voor het gemeentelijk personeel heeft goedgekeurd ;

Overwegende dat de bijlage IV van het arbeidsreglement de verloven en afwezigheden van het gemeentelijke personeel regelt ;

Overwegende dat het hoofdstuk XIV van het reglement betreffende de verloven en afwezigheden van het gemeentelijk personeel de mogelijkheid geeft aan de vastbenoemde agenten om van diverse verminderde prestaties voor persoonlijke aangelegenheid te genieten ;

Overwegende dat het verstandig zou zijn om een nieuwe vermindering van de prestaties tot 3/5de tijd (22u30 per week) te integreren in dit reglement om de interne organisatie van enkele gemeentelijke diensten te vergemakkelijken ;

Overwegende dat het project van deze beraadslaging onderworpen werd aan de onderhandeling met de vertegenwoordigende vakbondsorganisaties, waarvan protocol in bijlage ;

Gezien de artikels 100, 117 en 145 van de nieuwe gemeentewet ;

BESLIST

om de volgende wijziging van de bijlage IV van het arbeidsreglement – Hoofdstuk XIV – Verminderde prestaties voor persoonlijke aangelegenheid – Artikel 110 § 2 goed te keuren :

Oude tekst : De ambtenaar moet de helft, twee derden, drie vierden of vier vijfden van de prestaties volbrengen die hem normaal worden opgelegd.

Nieuwe tekst : De ambtenaar moet de helft, drie vijfden, twee derden, drie vierden of vier vijfden van de prestaties volbrengen die hem normaal worden opgelegd.

Afschrift van deze beraadslaging zal worden overgemaakt aan de H. Minister en Voorzitter van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en de dienst Personeelsbeleid.

Voir annexe – Zie bijlage

*Monsieur Rachid MADRANE sort de séance.
De heer Rachid MADRANE verlaat de zitting.*

(4) Personnel - Personnel administratif et technique, de la Régie Foncière, ouvrier et de maîtrise, de soins, d'assistance et parascolaire (enseignement non subventionné) - Suppression du système d'horaire d'été.

Personeel - Administratief en technisch personeel, van het grondbeleid, werklieden- en meesterschapspersoneel, verzorgings-, bijstands- en buitenschoolspersoneel (niet gesubsidieerd onderwijs) - Afschaffing van het zomerdienststelsel.

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Conseil communal en séance du 22 mai 2006 approuvant le nouveau règlement de travail pour le personnel communal ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestres et Échevins en séance du 25 janvier 2007 relative au service d'été ;

Considérant que cette décision prône la suppression du service d'été suite aux problèmes d'organisation interne engendrés par ce système ;

Considérant qu'en lieu et place du service d'été, une compensation de 40 heures par an sera attribué au personnel communal ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la négociation avec les organisations syndicales représentatives dont protocole ci-annexé ;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

- de supprimer le service d'été à partir de l'été 2007 ;
- d'approuver le système de compensation (40 heures par an) pour le personnel communal.

Copie de la présente délibération sera adressée à M. le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, à M. le Receveur communal et au Service du Personnel.

* * *

De Gemeenteraad,

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad in zitting van 22 mei 2006 die het nieuw arbeidsreglement voor het gemeentelijk personeel goedkeurt ;

Gezien de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 25 januari 2007 betreffende de zomerdienst ;

Overwegende dat deze beslissing de afschaffing van de zomerdienst aanprijst na de interne organisatieproblemen veroorzaakt door dit systeem ;

Overwegende dat er in de plaats van de zomerdienst een compensatie van 40 uren per jaar toegekend zal worden aan het gemeentelijk personeel ;

Overwegende dat het project van deze beraadslaging onderworpen werd aan de onderhandeling met de vertegenwoordigende vakbondsorganisaties, waarvan protocol in bijlage ;

Gezien de artikels 100, 117 en 145 van de nieuwe gemeentewet ;

BESLIST

- om de zomerdienst af te schaffen vanaf de zomer 2007 ;
- om het compensatiesysteem (40 uur per jaar) voor het gemeentelijk personeel goed te keuren.

Afschrift van deze beraadslaging zal worden overgemaakt aan de H. Minister en Voorzitter van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en de dienst Personeelsbeleid.

Voir annexe – Zie bijlage.

- (5) Mobilité - Convention relative à la mise en place d'un système de car-sharing sur Etterbeek.
Mobiliteit - Overeenkomst betreffende de oprichting van een car-sharingsysteem te Etterbeek.**

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Vu le développement des stations de car-sharing (voitures partagées) sur Etterbeek;

Attendu que le concept des voitures partagées est complémentaire aux transports publics, et concourt à assurer l'essentiel des besoins de transports des habitants;

Attendu que ce système amène aussi l'utilisateur à comparer l'efficacité des différents modes de transports à sa disposition pour chaque trajet, et favorise ainsi l'usage rationnel de l'automobile ;

Attendu qu'il permet aux ménages qui le souhaitent de se passer d'une première ou d'une seconde voiture dont ils ont peu d'usage, et réduit ainsi quelque peu la pression sur le stationnement des riverains;

Attendu qu'à Bruxelles, les stations de car-sharing sont gérées par la société Cambio-optimobil, dont la STIB et Taxistop sont actionnaires, et sont soutenues par la Région de Bruxelles-Capitale et les Communes partenaires ;

Attendu qu'à Etterbeek, l'usage du car-sharing est en progression constante, puisque depuis la première inauguration en 2004, le nombre de stations est passée de 1 à 5, et le nombre de voitures de 3 à 9 unités ;

Attendu qu'à la suite d'un audit interne, la Région de Bruxelles-Capitale a demandé à Cambio de formaliser les relations avec les Communes au travers d'une convention standardisée ;

Vu la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE

d'approuver la convention, ci-annexée, relative à la mise en place du car-sharing ;

La présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Convention en vue de mener à bien dans la Commune d'Etterbeek la mise en place d'un système de car-sharing en concordance avec les objectifs de la politique régionale de mobilité.

Entre

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par Monsieur Pascal SMET, Ministre de la mobilité et des Travaux publics, ci-après dénommée « la Région »,

La commune d'Etterbeek, 113, avenue d'Auderghem, 1040 Bruxelles, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins pour lequel agissent Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Monsieur Christian DEBATY, Secrétaire communal, ci-après dénommée « la Commune »,

Et la société OPTIMOBIL BRUXELLES SA, dont le siège social est sis rue Fossé aux Loups 28/1 à 1000 Bruxelles représentée par Monsieur David VAN KESTEREN agissant en qualité d'administrateur, ci-après dénommée « Cambio Bruxelles ».

Attendu que le développement du car-sharing est mentionné dans de nombreux plans stratégiques : le plan Iris des déplacements (1998), le contrat de gestion de la STIB (2001), le PRD (2001) et les plans communaux de mobilité de nombreuses Communes ;

Attendu que depuis 2002, la Région de Bruxelles-Capitale soutient financièrement la mise sur pied et le développement du car-sharing à Bruxelles via la Société OPTIMOBIL BRUXELLES (dont le nom commercial est CAMBIO BRUXELLES), formée par la STIB, Taxistop et Cambio Allemagne ;

Attendu que les premières stations de car-sharing ont été inaugurées en Région de Bruxelles-Capitale en mai 2003 et qu'en avril 2006, 1.263 clients se partageaient les 46 voitures réparties dans 16 stations.

Attendu que le car-sharing a un impact favorable sur la mobilité (encourage l'usage rationnel de la voiture), sur l'aménagement de l'espace public (permet de diminuer la pression du stationnement) et sur l'environnement (encourage l'usage des modes alternatifs à la voiture) ;

Attendu qu'en septembre 2005, le Région a fait réaliser un audit externe de Cambio Bruxelles dont une des recommandations est la rédaction d'une convention définissant les obligations et les droits de chaque partie lors de l'ouverture des stations ;

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Développement des stations

La Commune participe au développement des stations de car-sharing. Pour ce faire, la Commune met gratuitement à la disposition de Cambio Bruxelles des emplacements de stationnement. La localisation des stations et le nombre d'emplacements de stationnement sont fixés de commun accord entre les parties. Le plan de développement des stations est joint en annexe 1.

Article 2 – Installation des stations

La Commune, par l'intermédiaire de Cambio Bruxelles, finance l'achat du matériel nécessaire à l'installation des stations (un panneau d'information, un panneau de signalisation, des bornes amovibles et, si nécessaire, des potelets). La Commune se charge de l'installation des stations (panneaux, bornes amovibles, potelets et marquage au sol). Les stations sont, dans la mesure du possible, aménagée conformément au descriptif figurant en annexe 2.

Article 3 – Maintenance des stations.

Cambio Bruxelles prend en charge la maintenance des stations ainsi que les frais de réparation ou de remplacement du matériel. Le matériel remplacé restera propriété de Cambio Bruxelles.

Article 4 – Communication

Au moins deux fois par an, la Commune participe à ses frais au processus d'information des publics cibles pour toutes les stations. La diffusion de l'information peut se faire par les canaux existants que sont les toutes-boîtes, le bulletin communal, le site Internet de la Commune, etc. Le plan de communication est fixé de commun accord entre les parties et figure en annexe 3.

Article 5 – Suivi

La Région, Cambio Bruxelles et la Commune désignent une personne de contact qui participe aux réunions nécessaires au suivi de la convention. Une réunion annuelle d'évaluation est prévue. Le point sur la fréquentation des stations et les adaptations éventuelles du plan de développement des stations et du plan de communication figurent à l'ordre du jour. Suivant les besoins, d'autres réunions peuvent être organisées. La Région rédige un procès-verbal de ces réunions qui sera communiqué à Cambio Bruxelles et à la Commune dans un délai de deux semaines après la réunion et qui sera approuvé lors de la réunion suivante.

Article 6 – Événement empêchant l'exploitation d'une station

Sauf cas de force majeure, au moins une semaine avant tout événement (travaux, animations, etc) empêchant l'exploitation ou l'accès d'une station de car-sharing, la Commune avertit Cambio Bruxelles (en précisant la durée de l'événement) et propose un nouvel emplacement afin que Cambio Bruxelles puisse prendre les mesures adéquates pour le développement des véhicules (organisation du déplacement, info clientèle,...)

Article 7 – Carte de stationnement

Sachant que les véhicules de car-sharing contribuent à diminuer la pression du stationnement, la Commune veillera à ce que ceux-ci puissent bénéficier d'exemptions ou des cartes de stationnement les plus avantageuses (comme, par exemple, les cartes de riverains). Le type de cartes de stationnement des véhicules de car-sharing figure en annexe 4.

Article 8 – Durée

La convention débute à la date de signature pour une durée de trois ans.

Article 9 – Litige

En cas de non respect de ses obligations par l'une des parties, les trois parties signataires

An cas de litige, seuls les tribunaux de Bruxelles sont compétents.

Pour Cambio Bruxelles : M. David VAN KESTEREN, Administrateur

Pour la Commune : M. Vincent DE WOLF, Bourgmestre et M. Christian DEBATY, Secrétaire communal

Pour la Région : M. Pascal SMET, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.

ANNEXE 1 – Développement des stations

	Localisation	Nombre initial d'emplacement de parking	Nombre maximal d'emplacements de parking
Station 1	Thieffry	3	5
Station 2	Chasse	2	4
Station 3	Jourdan	1	4
Station 4	Van Meyel	1	4
Station 5	Mérode	2	7
Station 6	A définir		

ANNEXE 2 – Installation des stations

La station de car-sharing type se compose de 2 panneaux distincts, de potelets délimitant les places de parking et d'arceaux rabattables à placer sur chacun des emplacements.

- Un panneau indiquant la station Cambio. Sur ce panneau se retrouvent le log de Cambio, le nom de la station, le numéro de téléphone de Cambio, le site internet de Cambio et les logogs des partenaires (Région Bruxelles-capitale – STIB – Taxistop et celui de la commune).
- Un panneau de stationnement (P blanc sur fond bleu) auquel on ajoute la mention « Autodelen – Voitures partagées ».
- Des arceaux placés entre les emplacements (fin et début – afin d'empêcher le parking entre deux arceaux relevés)

Les emplacements sont peints en rouge, le contour est blanc.

ANNEXE 3 – Plan de communication

	Avant l'ouverture de la Station	A l'ouverture de la Station	Après l'ouverture de la Station.
Publication site internet		x	x
Publication journal communal		x	x (de manière récurrente)
Distribution d'une lettre d'information et de dépliants	x		
Organisation d'info-session	x (au sein de l'administration communale)		
Organisation d'une conférence de presse		x (à l'ouverture de la première des stations)	x (Par ex, à la finalisation du projet)

* * *

De Gemeenteraad,

Gelet op de ontwikkeling van de car-sharingstations (verdeelde wagens) te Etterbeek;

Aangezien het concept van de verdeelde wagens complementair is aan het openbaar vervoer en bijdraagt tot het voorzien van de voornaamste vervoersbehoeftes van de inwoners;

Aangezien dit systeem de gebruiker ertoe brengt de efficiëntie van de verschillende vervoerswijzen die hij ter beschikking heeft voor ieder traject te vergelijken en zo het rationeel gebruik van de wagen bevoordeeld;

Aangezien het de gezinnen die het wensen de mogelijkheid geeft een eerste of tweede wagen waarvan zij weinig gebruik maken te missen en zo de druk op het parkeren van de buurtbewoners wat vermindert;

Aangezien de car-sharingstations te Brussel beheerd worden door de maatschappij Cambio-optimobil, waarvan de MIVB en Taxistop aandeelhouders zijn en deze gesteund worden door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de partner Gemeentes;

Aangezien te Etterbeek het gebruik van de car-sharing in voortdurende vooruitgang is aangezien dat sinds de eerste inhuuldiging in 2004 het aantal stations van 1 naar 5 gestegen is en het aantal voertuigen van 3 naar 9 eenheden;

Aangezien dat ten gevolge van een interne audit het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan Cambio gevraagd heeft de relaties met de Gemeentes te formaliseren door middel van een gestandaardiseerde overeenkomst;

Gezien de Nieuwe Gemeentewet

BESLIST

de hierbijgevoegde overeenkomst met betrekking tot de oprichting van de car-sharing goed te keuren.

Deze beraadslaging zal verzonden worden aan de Toezichthoudende Overheid.

Overeenkomst met het doel om, in overeenstemming met het gewestelijk mobiliteitsbeleid, in de Gemeente Etterbeek een systeem van autodelen te ontwikkelen.

Tussen :

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de heer Pascal SMET, Minister van Mobiliteit en Openbare Werken, hierna « het Gewest »,

De gemeente Etterbeek, te 1040 Brussel, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, waarvoor optreden Vincent DE WOLF, Burgemeester en Christian DEBATY, Gemeentesecretaris, hierna « de Gemeente »,

En de vennootschap Optimobil Brussel nv, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Wolvengracht 28/1, vertegenwoordigd door de heer David VAN KESTEREN, in zijn hoedanigheid van bestuurder, hierna « Cambio Brussel ».

Overwegende dat de ontwikkeling vna carsharing (autodelen) ingeschreven is in verschillende strategische plannen : het Iris-verkeersplan (1998), het beheerscontract van de MIBV (2001), het GewOP alsook de gemeentelijke mobiliteitsplannen van talrijke gemeenten ;

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het opzetten en het ontwikkelen van autodelen in Brussel sinds 2002 financieel steunt via de vennootschap Optimobil Brussel (met als commerciële naam Cambio Brussel), gevormd door de MIVB, Taxistop en Cambio Duitsland ;

Overwegende dat in mei 2003 de eerste carsharingstandplaatsen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest werden ingehuldigd en dat in september 2006 1.4800 klanten 52 auto's verdeeld over 17 standplaatsen deelden ;

Overwegende dat autodelen een gunstig effect heeft op de mobiliteit (het stimuleert het rationeel gebruik van de auto), op de inrichting van de openbare ruimte (het maakt het mogelijk de parkeerdruk te verminderen) en op het milieu (het stimuleert het gebruik van alternatieven voor de auto) ;

Overwegende dat het Gewest in september 2005 een externe audit van Cambio Brussel heeft laten uitvoeren ; dat één van de aanbevelingen daarvan de opstelling is van een overeenkomst teneinde de rechten en plichten van elke partij bij de opening van standplaatsen vast te stellen ;

Is het volgende overeengekomen :

Artikel 1 – Ontwikkeling van standplaatsen

De Gemeente draagt bij in de ontwikkeling van carsharingstandplaatsen. Daartoe stelt de Gemeente gratis parkeerplaatsen ter beschikking van Cambio Brussel. De ligging van de standplaatsen en het aantal parkeerplaatsen worden door de partijen in onderlinge overeenstemming vastgesteld. Het plan voor de ontwikkeling van de standplaatsen wordt als bijlage 1 toegevoegd.

Artikel 2 – Aanleg van de standplaatsen

De Gemeente financiert, door bemiddeling van Cambio Brussel, de aankoop van het voor de aanleg van de standplaatsen benodigde materiaal (een informatiebord, een verkeersbord, parkeerbeugels en, zo nodig, parkeerpalen). Dit materiaal is eigendom van de Gemeente. De Gemeente zorgt voor de aanleg van de standplaatsen (borden, parkeerbeugels, -palen en wegmarkering). De standplaatsen worden, inde mate van het mogelijke, ingericht conform met de beschrijving in bijlage 2.

Artikel 3 – Onderhoud van de standplaatsen

De Gemeente zorgt voor het onderhoud van de standplaatsen. Cambio Brussel neemt de vervangingsskosten van het materiaal voor haar rekening. De Gemeente zorgt voor de aanleg van het vervangingsmateriaal. Dit materiaal is eigendom van de Gemeente.

Artikel 4 – Informatieverspreiding

Ten minste twee maal per jaar draagt de Gemeente voor al haar standplaatsen en op haar kosten bij in de informatie van het doelpubliek. De informatieverspreiding kan via de bestaande kanalen, zoals de brievenbussen, het gemeentelijke informatieblad of de website van de Gemeente geschieden. Het informatieplan wordt in onderlinge overeenstemming tussen de partijen vastgesteld en wordt weergegeven in bijlage 3.

Artikel 5 – Opvolging

Het Gewest, Cambio Brussel en de Gemeente wijzen een contactpersoon aan die aanwezig is op de vergaderingen die nodig zijn voor de opvolging van de overeenkomst. Er is één jaarlijkse evaluatievergadering voorzien. Op de agenda staan een analyse van het gebruik van de standplaatsen en de eventuele aanpassingen van het plan voor de ontwikkeling van standplaatsen en van het informatieplan. Naargelang de behoeften kunnen bijkomende vergaderingen worden belegd. Het Gewest stelt de notulen van deze vergaderingen op. Deze notulen worden binnen een termijn van twee weken vanaf de vergadering aan Cambio Brussel en aan de Gemeente medegedeeld en zullen op de volgende vergadering worden goedgekeurd.

Artikel 6 – Gebeurtenis die de exploitatie van een standplaats verhindert.

Tenzij bij overmacht dient de Gemeente, ten minste een week vóór enige gebeurtenis (werken, animatie, enz.) die de exploitatie van een carsharingstandplaats zal verhinderen, Cambio to waarschuwen (met vermelding van de duur van de gebeurtenis) en een nieuwe standplaats voor te stellen, zodat Cambio Brussel de gepaste maatregelen kan nemen om de voertuigen te verplaatsen (organisatie van de verplaatsing, informatie van de klanten, enz.)

Artikel 7 – Parkeerkaart

In de wetenschap dat de carsharingvoertuigen bijdragen tot de vermindering van de parkeerdruk, moet de gemeente ervoor zorgen dat ze vrijstellingen of de voordeligste parkeerkaarten kunnen bekomen (zoals,

bijvoorbeeld, brwonerskaarten). Het model van de parkeerkaarten van de carsharingvoertuigen is weergegeven in bijlage 4.

Artikel 8 – Duur

De overeenkomst gaat in op de datum van ondertekening ervan en heeft een duur van drie dagen. De overeenkomst wordt om de drie jaar stilzwijgend voor een nieuwe periode van drie jaar verlengd.

Artikel 9 – Geschil

Wanneer één der contractpartijen zijn verplichtingen niet nakomt, komen de drie ondertekenende partijen bijeen om het probleem op te lossen.

Bij een geschil, en bijgebrek aan een minnelijke schekking, zijn enkel de rechtbanken van Brussel bevoegd.

Artikel 10 – Opzegging

Alle betrokken partijen kunnen om opzegging van onderhavige overeenkomst verzoeken, per aangetekend schrijven, mits ten minste een jaar verlopen is sedert de ondertekening ervan en met een vooropzegging van zes maanden.

Voor Cambio Brussel : de heer David VAN KESTEREN, Bestuurder

Voor de Gemeente : de heer Vincent DE WOLF, Burgemeester en de heer Christian DEBATY, Gemeentesecretaris.

Voor het Gewest : de heer Pascal SMET, Minister van Mobiliteit en Openbare Werken.

BIJLAGE 1 – Ontwikkeling van de standplaatsen

	Ligging	Oorspronkelijk aantal parkeerplaatsen	Maximumaantal parkeerplaatsen
Standplaats 1	Thieffry	3	5
Standplaats 2	Jacht	2	4
Standplaats 3	Jourdan	1	4
Standplaats 4	Van Meyel	1	4
Standplaats 5	Merode	2	7
Standplaats 6	Te vinden		

BIJLAGE 2 – Aanleg van de standplaatsen

De standaard-carsharingstandplaats omvat 2 afzonderlijke borden, parkeerpalen die de parkeerplaatsen afgrenzen en inklapbare parkeerbeugels die op elke parkeerplaats worden geplaatst.

- Een bord dat de Cambiostandplaats aanduidt. Op dat bord staan het logo van Cambio, de naam van de standplaats, het telefoonnummer van Cambio, de website van Cambio en de logo's van de partners (Brussels Hoofdstedelijk Gewest, MIVB, Taxistop en dat van de Gemeente). Raming : +/- 515 euros BTW niet inbegrepen.
- Een verkeersbord « parkeren toegelaten » (witte P op blauwe achtergrond) met een onderbord « AUTODELEN – VOITURES PARTAGEES ». (Deze elementen worden niet verschaft door Cambio)
- Inklapbare parkeerbeugels met identieke sloten. Raming : +/- 90 euros BTW niet inbegrepen.
- Parkeerpalen geplaatst tussen de parkeerplaatsen (begin en einde – om parkeren tussen twee opstaande parkeerbeugels te beletten). Raming : +/- 33 euros BTW niet inbegrepen.
- De parkeerplaatsen zijn in het rood gechilderd, de boorden zijn wit.

BIJLAGE 3 – Informatieplan

	Vóór de opening van de Standplaats	Bij de opening van de Standplaats	Na de opening van de Standplaats
Bekendmaking website		x	x
Bekendmaking gemeentelijk informatieblad		x	x (de manière récurrente)

Verspreiding van een informatie-Brief en van folders	x		
Organisatie van infosessies	x (op het gemeente-bestuur)		
Organisatie van een persconferentie		x (bij de opening van de eerste standplaats)	x (bijvoorbeeld bij de finalisering van het project))

**(6) Patrimoine Régie/Rénovation - Piétonnier sis chaussée de Wavre - Loyers des baux commerciaux - Réduction - Prolongation.
Regie Patrimonium/Vernieuwing - Voetgangersstraat gelegen Waversesteenweg - Huurprijzen van de handelshuurcontracten - Vermindering - Verlenging.**

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Vu la délibération du Conseil Communal du 23 juin 1994 accordant une remise sur les loyers de base des commerces des immeubles de la Régie Foncière sis chaussée de Wavre 295 à 345 et du 344 à 392 pour une période de 3 ans prenant cours le 1^{er} octobre 1994 ;

Vu que cette délibération a été approuvée par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 30.08.1994 (réf. 005.94/11906-bve) ;

Vu les délibérations du Conseil Communal des 06.10.1997, 17.02.2000, 25.06.2003 et du 26.06.2006 par lesquelles cette mesure a été reconduite pour les périodes du 01.10.1997 au 30.09.2000, du 01.10.2000 au 30.09.2003, du 30.09.2003 au 30.09.2006 et du 01.10.2006 jusqu'au 30.09.2007 ;

Vu que la conjoncture économique ne s'est toujours pas améliorée ;

Considérant que plusieurs commerçants ont dû cesser leurs activités et que la situation financière d'une majorité des commerçants n'est guère brillante ;

Considérant que la location des commerces du piétonnier s'avère difficile ;

Considérant dès lors qu'il serait dans l'intérêt de la Régie Foncière de prolonger cette remise afin d'éviter que les commerçants encore en place n'aient des difficultés de paiement des loyers et ne se trouvent dans l'obligation de cesser leurs activités ce qui aurait inévitablement une conséquence néfaste sur le plan financier ;

Vu l'article 232 de la loi communale stipulant que le Conseil Communal arrête les conditions de location des propriétés communales ;

Vu l'article 95 de la loi communale réglant la publicité des délibérations ;

DECIDE

De prolonger l'application de remise de 10 % sur les loyers de base des commerces des immeubles de la Régie Foncière sis chaussée de Wavre du 295 au 345 et du 344 au 392 et ce pour une période de un an, du 1^{er} octobre 2007 jusqu'au 30.09.2008.

* * *

Le Conseil communal,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 23 juni 1994 welke een vermindering toestaat op de basishuurprijzen van de handelsruimten van de gebouwen van de Regie van Grondbeleid, gelegen Waversesteenweg 295 tot 345 en van 344 tot 392 en dit voor een periode van 3 jaar met aanvang op 1 oktober 1994 ;

Gelet op het feit dat deze beraadslaging goedgekeurd werd door het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 30.08.1994 (ref. 005.94/11906-bve) ;

Gelet op de beraadslagingen van de Gemeenteraad van 06.10.1997, 17.02.2000, 25.06.2003 en van 26.06.2006 volgens dewelke deze maatregel wordt voortgezet voor de perioden gaande van 01.10.1997 tot 30.09.2000, van 01.10.2000 tot 30.09.2003, van 01.10.2003 tot 30.09.2006 en van 01.10.2006 tot 30.09.2007 ;

Gelet op het feit dat er nog geen verbetering is gekomen in de economische conjunctuur ;

Overwegende dat de verhuring van handelsruimten in de voetgangersweg zeer moeilijk blijkt te zijn ;

Overwegende dat het bijgevolg in het belang van de Regie van Grondbeleid is om deze vermindering te verlengen teneinde te vermijden dat de huidige handelaars in moeilijkheden zouden komen met de betaling van hun huurprijs en verplicht zouden zijn hun activiteiten te staken hetgeen onvermijdelijk een nefaste invloed zou hebben op financieel vlak ;

Gelet op artikel 232 van de gemeentewet die stelt dat de Gemeenteraad de huurvoorwaarden bepaalt van de eigendommen van de gemeente ;

Gelet op artikel 95 met betrekking op de publiciteit van de beraadslagingen ;

BESLUIT

de toepassing van een vermindering met 10 % op de basishuurprijzen van de handelsruimten der gebouwen van de Regie van Grondbeleid gelegen Waversesteenweg van nr. 295 tot 345 en van 344 tot 392 te verlengen met een periode van één van 1 oktober 2007 tot 30. september 2008.

Monsieur Rachid MADRANE revient en séance.

De heer Rachid MADRANE komt in zitting terug.

- (7) Régie foncière - Fixation des conditions de divers marchés publics - Article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale - Communication pour information.
Grondbeleid - Vaststelling van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten - Artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet - Mededeling ter kennisgeving.**

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité, les conditions du marché s'il est fait application de l'article 17 § 2-1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Attendu qu'il s'agit des marchés par procédure négociée dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de 67.000 €, hors T.V.A. ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

- ♣ Date : 1^{er} février 2007.
- ♣ Objet : Immeuble 508 chaussée de Wavre – Marché de travaux pour l'éradication de champignons, assainissement et consolidation du plafond en stuc du cabinet du notaire – Approbation du cahier des charges – Choix du mode d'attribution du marché par procédure négociée sans publicité – Liste des entrepreneurs à consulter – Désignation de l'adjudicataire.
- ♣ Estimation de la dépense : 2.100,00 €, hors T.V.A.
- ♣ Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2007 de la Régie Foncière.

- ♣ Date : 25 janvier 2007.
- ♣ Objet : Immeubles rue de Chambéry 25 A et 25 B – Marché de fourniture de quatre monte-escaliers – Désignation de l'adjudicataire.
- ♣ Estimation de la dépense : 10.410,00 €, hors T.V.A.
- ♣ Article budgétaire : 242.01 du budget ordinaire 2007 de la Régie Foncière.

DECIDE

De prendre pour information les décisions du Collège de Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

* * *

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van artikel 17 § 2-1^o a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

Aangezien dat het opdrachten betreft gegund bij onderhandelingsprocedure waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van 67.000 €, B.T.W. niet begrepen, niet overschrijdt ;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen moeten ter kennisgeving medegedeeld worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering ;

Aangezien dat de volgende beslissingen werden genomen door het College van Burgemeester en Schepenen :

- ♣ Datum : 1 februari 2007.
- ♣ Onderwerp : Gebouw 508 Waversesteenweg - Opdracht van werken voor de uitroeiing van zwammen, sanering en versterking van het plafond in pleisterkalk van het kabinet van de notaris – Goedkeuring van het lastenkohier – Keuze van de gunningswijze van de opdracht bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaandelijke publiciteit – Lijst van de te raadplegen ondernemers – Aanduiding van de aanbesteding.
- ♣ Raming van de uitgave : 2.100,00,00 €, zonder B.T.W.
- ♣ Begrotingsartikel : 614.01 van de gewone begroting 2007 van de Regie van Grondbeleid.

- ♣ Datum : 25 januari 2007.
- ♣ Onderwerp : Gebouwen Chambérystraat 25 A en 25 B - Opdracht van levering van vier trapliften – Aanduiding van de aanbesteding.
- ♣ Raming van de uitgave : 10.410,00 €, zonder B.T.W.
- ♣ Begrotingsartikel : 242.01 van de gewone begroting 2007 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST

Kennis te nemen van bovenvermelde beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234 derde lid van de nieuwe gemeentewet.

Voir annexe – Zie bijlage

**(8) Installations sportives - Stade de football Guy Thys - Remplacement de la pelouse synthétique - Programme 2007 - Choix du marché - Demande de subsides.
Sportinstallaties - Voetbalstadion Guy Thys - Vervanging van het synthetisch grasveld - Programma 2007 - Keuze van de opdracht - Toelageaanvraag.**

*A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :
Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :*

Le Conseil communal,

Attendu qu'un crédit de € 345.000,00 sera inscrit à l'article 764/721-60 du budget extraordinaire de 2007 en vue de la réalisation de travaux d'aménagement dans les installations sportives communales ;

Attendu que ce budget sera soumis à l'approbation de l'Autorité de Tutelle ;

Attendu que le programme de cette année prévoit le remplacement de la pelouse synthétique du terrain de football Guy Thys ;

Attendu que le coût de ces travaux peut être estimé à € 345.000,00, TVA 21 % comprise ;

Attendu que ce marché fera l'objet d'une adjudication publique sur base du cahier spécial des charges n° TP/PM/07/01 ;

Attendu que ce marché sera soumis aux règles de publicité prévues par l'Arrêté Royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'Arrêté Royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'annexe à l'Arrêté Royal précité établissant le cahier général des charges ;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'Arrêté Royal du 25 janvier 2001 concernant les chantiers temporaires ou mobiles et plus particulièrement l'article 30 relatif à l'établissement, par un coordinateur de chantier, d'un plan de sécurité et de santé ;

Attendu que les subventions de la COCOF ont été sollicitées pour la présente entreprise ;

Attendu qu'un premier accord de principe de subsidiation nous est parvenu pour un montant estimé à € 160.000,00 (60 % de la part subsidiable qui est de € 266.000,00) ;

DECIDE

sous réserve de l'approbation des crédits nécessaires par l'Autorité de Tutelle ;

1. de procéder aux travaux de remplacement de la pelouse synthétique du stade de football Guy Thys ;
2. d'arrêter l'adjudication publique comme mode de passation de marché ;
3. d'arrêter le cahier spécial des charges n° TP/PM/07/01 et ses annexes ;
4. de fixer le montant de l'estimation à € 345.000,00, TVA 21 % comprise ;
5. d'introduire une demande de subsides auprès des autorités compétentes.

La présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle et au Pouvoir Subsidiant ;

* * *

De Gemeenteraad,

Aangezien dat een krediet van € 345.000,00 zal ingeschreven worden op artikel 764/721-60 van de buitengewone begroting van 2007 voor de uitvoering van inrichtingswerken in de sportinstallaties;

Aangezien dat deze begroting onderworpen zal worden aan de goedkeuring van de Toezichhoudende Overheid;

Aangezien dat het programma van dit jaar de vervanging voorziet van het synthetisch grasveld van het voetbalstadion Guy Thys;

Aangezien dat de kostprijs van deze werken kan geraamd worden op € 345.000,00 BTW 21 % inbegrepen;

Aangezien dat deze opdracht het voorwerp zal uitmaken van een openbare aanbesteding op basis van het bijzonder bestek n° TP/PM/07/01;

Aangezien dat deze opdracht zal onderworpen worden aan de bekendmakingsvoorschriften voorzien in het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gezien het Koninklijk Besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de bijlage aan het hiervoor vermeld Koninklijk Besluit houdende vaststelling van de algemene aannemingsvoorwaarden;

Gezien artikel 234 van de nieuwe gemeentewet;

Gezien het Koninklijk Besluit van 25 januari 2001 betreffende de tijdelijke of mobiele bouwplaatsen en in het bijzonder artikel 30 houdende opstelling, door een bouwplaatscoördinator, van een veiligheids- en gezondheidsplan;

Aangezien dat toelagen werden aangevraagd voor deze onderneming bij de franse gemeenschapscommissie (COCOF);

Aangezien dat een eerst principiële subsidie akkoord werd bekomen voor een bedrag geraamd op € 160.000,00 (60 % van het subsidieerbaar gedeelte van € 266.000,00);

BESLIST

onder voorbehoud van de goedkeuring van de nodige kredieten door de Toezichhoudende Overheid:

1. over te gaan tot de vervanging van het synthetisch grasveld van het voetbalstadion Guy Thys;
2. de openbare aanbesteding te weerhouden als gunningswijze van de opdracht ;
3. het bijzonder bestek n° TP/PM/07/01 en zijn bijlagen goed te keuren;
4. de raming der werken vast te stellen op € 345.000,00 BTW 21 % inbegrepen;
5. een toelageaanvraag bij de bevoegde Overheid in te dienen.

Deze beraadslaging zal verzonden worden aan de Toezichhoudende Overheid en de Subsidiërende Overheid.

**(9) Voirie - Aménagement complet de l'avenue Jules Malou et rues adjacentes - Programme 2006 reporté - Choix du marché - Subsidés - Relance de la procédure.
Wegen - Volledige inrichting van de Jules Maloulaan en aangrenzende straten - Overgedragen programma 2006 - Keuze van de opdracht - Toelagen - Relance van de procedure.**

La réunion de présentation aux habitants du projet "Malou" a eu lieu le 3 mai 2006. S'en est suivie une enquête afin de déterminer le souhait d'une mise en sens unique suite à une demande lors de cette réunion. Cette enquête s'est tenue du 28 juin au 11 août 2006. Les résultats, présentés au Collège du 14 septembre 2006, montrent le souhait de conserver le double sens de circulation.

La demande de permis d'urbanisme a été introduite auprès de la Région fin juin 2006. L'enquête publique a eu lieu du 11 décembre 2006 au 11 janvier 2007. La Commission de Concertation s'est tenue le 31 janvier 2007. Seule une observation a été recueillie. La Région demande néanmoins de placer le stationnement à 90° des deux côtés de la chaussée et d'augmenter le nombre d'arbres. Le permis devrait donc être délivré prochainement.

De vergadering voor de voorstelling aan de inwoners van het project "Malou" heeft op 3 mei 2006 plaatsgevonden. Daarop volgde een enquête teneinde de wens voor het plaatsen van een eenrichtingsverkeer, naar aanleiding van een vraag tijdens deze vergadering, te bepalen. Deze enquête liep van 28 juni tot 11 augustus 2006. De resultaten, voorgesteld aan het College van 14 september 2006, tonen de duidelijk wil aan om het dubbelrichtingsverkeer te behouden.

De aanvraag voor een stedenbouwkundige vergunning werd bij het Gewest ingediend op het einde van juni 2006. De openbare enquête heeft plaatsgevonden van 11 december 2006 tot januari 2007. De overlegcommissie heeft op 31 januari 2007 plaatsgevonden. Er werd aan één opmerking gegeven. Het Gewest vraagt niettemin om de parkeerplaatsen op 90° van beide kanten van de weg te plaatsen en het aantal bomen te vermeerderen. De vergunning zal dus binnenkort afleverd worden.

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Vu sa décision du 9 octobre 2006 de procéder à l'aménagement complet de l'avenue Jules Malou ainsi que des rues adjacentes [Chambéry (partie) et Philippe Baucq (partie)] ;

Attendu que ces travaux étaient estimés à :

- Partie trottoirs :	€ 503.000,00
- Aménagement de la chaussée : coffre, chaussée, zones de stationnement, plantations, etc. ... :	<u>€ 483.000,00</u>
Total :	€ 986.000,00 , TVAC

Attendu que cette délibération a été approuvée par l'Autorité de Tutelle par Arrêté Ministériel du 21 novembre 2006 ;

Attendu que ces travaux bénéficient de deux accords de principe d'octroi de subsidés du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale (90 % pour la partie trottoirs – 30 % pour la partie chaussée) ;

Attendu que ce marché a fait l'objet d'une adjudication publique sur base du cahier spécial des charges n° TP/LG/06/11 ;

Vu la décision du Collège échevinal du 11 janvier 2007 :

1. de ne pas attribuer le marché, la comparaison des offres n'ayant pas été possible compte tenu d'une multitude d'omissions, d'erreurs de calcul et d'oublis de retranscription dans les métrés récapitulatifs ;
2. de relancer la procédure ;
3. de reporter le crédit 2006 au budget extraordinaire de 2007 (art. 421/731-60) ;

DECIDE

A. de confirmer la décision du Conseil Communal du 9 octobre 2006 :

1. de procéder aux travaux d'aménagement complet de l'avenue Jules Malou et rues adjacentes [Chambéry (partie) et Philippe Baucq (partie)] ;

2. d'arrêter l'adjudication publique comme mode de passation de marché ;
 3. d'arrêter le cahier spécial des charges n° TP/LG/06/11 et ses annexes ;
 4. de fixer le montant de l'estimation à € 986.000,00, TVA 21 % comprise ;
 5. d'introduire une demande de subsides auprès de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre du programme triennal d'investissement 2004 - 2006 ;
- B. de reporter le crédit 2006 au budget extraordinaire de 2007 (art. 421/731-60) ;
- C. de relancer la procédure d'attribution du marché sous réserve de l'approbation du budget 2007.

La présente décision sera transmise à l'Autorité de Tutelle et au Pouvoir Subsidiant.

* * *

De Gemeenteraad,

Gezien zijn beslissing van 9 oktober 2006 over te gaan tot de volledige inrichting van de Jules Maloulaan en van de aangrenzende straten [Chambéry (gedeelte) en Philippe Baucq (gedeelte)];

Aangezien dat deze werken geraamd werden op:

- Gedeelte voetpaden:	€ 503.000,00	
- Inrichting van de rijweg: bekisting, wegdek, parkeerzones, beplanting, enz.:	€ 483.000,00	
Totaal:	€ 986.000,00	, BTW inbegrepen

Aangezien dat deze beraadslaging werd goedgekeurd door de Toezichthoudende Overheid door Ministerieel Besluit van 21 november 2006;

Aangezien dat deze werken twee principiële akkoorden van toelagen hebben gekregen van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (90 % voor het gedeelte voetpaden – 30 % voor het gedeelte wegdek);

Aangezien dat deze opdracht het voorwerp heeft uitgemaakt van een openbare aanbesteding op basis van het bijzonder bestek n° TP/LG/06/11;

Gezien de beslissing van het Schepencollege van 11 januari 2007 :

1. de opdracht niet te gunnen, de vergelijking der offertes onmogelijk zijnde wegens het aantal vergissingen, leemtes en overschrijvingsproblemen in de samenvattende meetstaten;
2. de procedure opnieuw te lanceren;
3. het krediet 2006 over te dragen op de buitengewone begroting van 2007 (art. 421/731-60);

BESLIST

- A. de beslissing te bevestigen van de Gemeenteraad van 9 oktober 2006 houdende:
 1. over te gaan tot de volledige inrichting van de Jules Maloulaan en aangrenzende straten [Chambéry (gedeelte) en Philippe Baucq (gedeelte)];
 2. de openbare aanbesteding te weerhouden als gunningswijze van de opdracht;
 3. het bijzonder bestek n° TP/LG/06/11 en zijn bijlagen goed te keuren;
 4. de raming der werken vast te stellen op € 986.000,00, BTW 21 % inbegrepen;
 5. een toelagenaanvraag in te dienen bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en dit in het kader van het driejarig investeringsprogramma 2004 - 2006;
- B. het krediet 2006 over te dragen op de buitengewone begroting van 2007 (art. 421/731-60);
- C. de gunningsprocedure van de opdracht opnieuw te lanceren onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting van 2007.

Deze beraadslaging zal verzonden worden aan de Toezichthoudende Overheid en de Subsidiërende Overheid.

(10) **Taxe sur la délivrance de documents administratifs – Modification. (Amendement sur les bancs) Belasting op de afgifte van administratieve stukken - Wijziging**

Amendement de Madame Françoise CARTON de WIART

A l'article 4 : sont exonérés de la taxe :

Ajouter :

g) les documents, etc... prévus à l'article 2 littéra H, indispensables pour l'inscription à une société immobilière de service public (SISP)

Amendement van Mevrouw Françoise CARTON de WIART

In artikel 4 : zijn vrijgesteld van

Bij voegen :

g) de documenten, enz... voorzien onder artikel 2 littera H, noodzakelijk voor de inschrijving bij een Openbare Vastgoed Maatschappij (OVM)

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 20 novembre 2006 relative au même objet, devenue exécutoire par lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 janvier 2007 ;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu la loi du 14 août 1974 relative à la délivrance de passeports ;

Vu la circulaire du 24 avril 1989 du Ministère de la Région bruxelloise relative à la taxe sur la délivrance de documents administratifs à des étrangers ;

Vu la loi du 25 mars 2003 modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques et la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques ;

Vu l'arrêté royal du 25 mars 2003 relatif aux cartes d'identité ;

Vu la loi du 19 décembre 2006 transformant le Code des taxes assimilées au timbre en Code des droits et taxes divers, abrogeant le Code des droits de timbre et portant diverses autres modifications législatives ;

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

ARRETE

Article 1

Il est établi pour un terme expirant le 31 décembre 2013 inclus au profit de la Commune d'Etterbeek et aux conditions fixées ci-dessous, une taxe sur la délivrance par l'Administration communale de tout document administratif quelconque. La taxe est due par la personne physique ou morale à laquelle le document est délivré sur demande ou d'office par la commune.

Article 2

A. Le taux de la taxe est fixé comme suit :

1°) pour le renouvellement des pièces d'identité pour enfants de moins de douze ans, délivrées en exécution de l'arrêté royal du 10 décembre 1996 :

€ 1,25 pour le renouvellement de la pièce d'identité

2°) pour les certificats d'identité pour enfants de moins de douze ans, délivrés en exécution de l'arrêté royal du 10 décembre 1996 :

€ 1,25 pour le certificat d'identité

3°) pour les cartes d'identité, délivrées en exécution de l'arrêté royal du 29 juillet 1985 :

€ 7,50 pour la carte d'identité

4°) pour les cartes d'identité, délivrées en exécution de l'arrêté royal du 25 mars 2003 :

€ 15,00 pour la carte d'identité électronique

€ 95,00 pour la carte d'identité électronique délivrée en urgence

€ 145,00 pour la carte d'identité électronique délivrée en extrême urgence

B. Pour les documents délivrés ou prorogés et établis en vertu de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 (modifié par l'arrêté royal du 12 juin 1998) sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement, l'éloignement des étrangers et les demandes de régularisation de séjour (article 9,3° de la loi du 15 décembre 1980) :

€ 7,50 par document délivré ou prorogé.

Toutefois la prorogation d'un document délivré pour des enfants mineurs est gratuite.

Pour les ressortissants d'un Etat membre des Communautés européennes ainsi que pour les ressortissants turcs, les frais réclamés pour la délivrance de l'attestation d'immatriculation et la carte de séjour ne peuvent dépasser au total les frais réclamés lors de la délivrance d'une carte d'identité aux ressortissants belges, à savoir : **€ 7,50**.

La prolongation de l'attestation d'immatriculation délivrée aux ressortissants d'un Etat membre des Communautés européennes et aux ressortissants turcs est toujours gratuite.

C. 1°) Pour la délivrance de carnets de mariage :

€ 30,00 : cette somme comprend la fourniture du carnet ainsi que la taxe communale (**€ 7,50**) sur la délivrance du certificat de mariage

2°) Pour la délivrance de certificats de cohabitation légale :

- **€ 7,50**

D. Pour la délivrance de passeports :

€ 12,00 pour tout nouveau passeport

€ 12,00 pour la prorogation de validité d'un passeport délivré antérieurement

Toutefois l'exonération de la taxe est appliquée à l'occasion de la délivrance ou de la prorogation de validité d'un passeport pour un enfant de moins de 12 ans

E. Pour la délivrance de cartes professionnelles pour étrangers :

1°) sur les demandes en obtention, en prorogation, en renouvellement, en modification et , en cas de perte, en remplacement de la carte professionnelle pour étrangers, instituée par l'arrêté royal du 16 novembre 1939 :

€ 7,50

2°) pour la délivrance de cartes professionnelles pour étrangers :

€ 7,50 quelle que soit la durée de validité

F. Ces documents sont gratuits pour les ressortissants Turcs

Permis de travail pour étrangers :

€ 1,25

G. Pour la délivrance par l'Officier de l'Etat Civil d'expéditions de copies ou d'extraits des actes de l'Etat Civil ainsi que des actes concernant l'acquisition, le recouvrement, la conservation ou la perte de la nationalité :

€ 7,50

H. Pour la délivrance de tous autres documents, certificats, extraits, attestations, copies, légalisations, visas pour copie conforme, autorisations, etc... quelconques non spécialement tarifés, délivrés d'office ou sur demande :

€ 7,50

Les permis d'urbanisme concernant exclusivement l'installation de collecteurs solaires ou autres installations d'utilisation rationnelle de l'énergie sont délivrés gratuitement.

I. Sur les demandes de modification de documents administratifs (certificat d'immatriculation, etc...) :

€ 7,50

Article 3

La taxe est perçue au moment de la délivrance du document et est payable entre les mains du Receveur communal, de ses préposés ou agents percepteurs désignés à cet effet. La preuve du paiement est constatée par l'apposition sur le document d'un timbre adhésif mentionnant le montant perçu et la date de perception. Aucun autre reçu ne sera remis. Les personnes assujetties à la taxe sont tenues d'en consigner le montant au moment de leur demande, lorsque le document ne peut être délivré immédiatement. Dans ce cas, la date figurant sur les vignettes sera celle de l'apposition.

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins. La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit et doit, sous peine de déchéance, être introduite dans les trois mois de la date du paiement au comptant. Elle est datée et signée par le réclamant ou son représentant et mentionne :

- 1) les noms, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie ;
- 2) l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Article 4

Sont exonérés de la taxe :

- a) les documents qui doivent être délivrés gratuitement par l'administration communale en vertu d'une loi, d'un arrêté royal ou de tout autre décision de l'autorité ;
- b) les documents délivrés à des personnes indigentes. L'indigence est constatée par toute pièce probante ;

c) les autorisations relatives à des manifestations religieuses, philosophiques, politiques ou culturelles, celles à délivrer aux œuvres de bienfaisance pour l'organisation d'une fête, d'un bal ou d'un cortège ainsi que pour le placement d'un calicot, sauf si le calicot porte une publicité commerciale ;

d) les certificats pour l'obtention de tickets ou d'abonnements à prix réduits auprès de la Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles, de la Société Nationale des Chemins de Fer Belges et de la Société des Transports en commun (Tec) et de Lijn ;

e) les autorités judiciaires, les administrations publiques et les institutions y assimilées, de même que les établissements d'utilité publique ;

f) les documents , etc... prévus à l'article 2 littéra H, indispensables à la recherche d'un emploi et délivrés aux demandeurs d'emplois régulièrement inscrits aux Offices régionaux de l'Emploi ;

g) les documents, etc... prévus à l'article 2 littéra H, indispensables pour l'inscription à une société immobilière de service public (SISP);

Article 5

Lorsque les documents sollicités par des particuliers et des établissements privés, sont expédiés par la voie postale, les frais d'expédition s'ajoutent à la taxe et sont à consigner au moment de la demande même dans le cas où la délivrance des documents est gratuite.

* * *

De Gemeenteraad,

Herzien zijn beraadslaging van 20 november 2006 over hetzelfde onderwerp, uitvoerbaar geworden op 22 januari 2007 krachtens de brief van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en de gemeentebelastingen ;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen ;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op de wet van 14 augustus 1974 betreffende de afgifte van paspoorten ;

Gelet op de omzendbrief van 24 april 1989 van het Ministerie van het Brussels Gewest betreffende de belasting op de afgifte van administratieve stukken aan vreemdelingen ;

Gelet op de wet van 25 maart 2003 tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen en de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen ;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 maart 2003 betreffende de identiteitskaarten ;

Gelet op de wet van 19 december 2006 tot omvorming van het wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen tot het wetboek diverse rechten en taksen, tot opheffing van het wetboek der zegelrechten en houdende verscheidene andere wetwijzigingen ;

Gelet op het artikel 170 § 4 van de Grondwet ;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten ;

BESLUIT

Artikel 1

Voor een termijn vervallend op 31 december 2013 wordt ten gunste van de gemeente en volgens de hierna vermelde voorwaarden een belasting geheven op afgifte door het Gemeentebestuur van enigerlei administratief document. De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of de rechtspersoon aan wie het document op zijn aanvraag of ambtshalve door de gemeente wordt afgegeven.

Artikel 2

Het bedrag van de belasting is als volgt vastgesteld :

A. 1°) voor de vernieuwing van de identiteitsstukken voor kinderen onder de twaalf jaar, afgegeven in uitvoering van het koninklijk besluit van 10 december 1996:

€ 1,25 voor de vernieuwing van het identiteitsstuk

2°) voor de identiteitsbewijzen voor kinderen onder de twaalf jaar afgegeven in uitvoering van het koninklijk besluit van 10 december 1996:

€ 1,25 voor het identiteitsbewijs

3°) voor de identiteitskaarten, afgegeven in uitvoering van het koninklijk besluit van 29 juli 1985:

€ 7,50 voor de identiteitskaart

4°) voor de identiteitskaarten, afgegeven in uitvoering van het koninklijk besluit van 25 maart 2003:

€ 15,00 voor de elektronische identiteitskaart

€ 95,00 voor de elektronische identiteitskaart afgeleverd volgens dringende procedure

€ 145,00 voor de elektronische identiteitskaart afgeleverd volgens zeer dringende procedure

B. Voor de documenten afgegeven of verlengd en opgemaakt krachtens het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 (gewijzigd door het koninklijk besluit van 12 juni 1998) betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging, de verwijdering van vreemdelingen en de aanvragen tot regularisatie tot verblijf (artikel 9,3° van de wet van 15 december 1980) :

€ 7,50 per afgegeven of verlengd document

De verlenging van een document afgegeven voor minderjarige kinderen is echter gratis;

Voor de onderdanen van een Lidstaat van de Europese Gemeenschappen alsmede voor de Turkse onderdanen, mag de totale kostprijs voor de afgifte van een attest van immatriculatie en een verblijfskaart niet meer bedragen dan de prijs die geheven wordt voor de afgifte van een identiteitskaart aan Belgische onderdanen, d.w.z. : **€ 7,50**. De verlenging van het attest van immatriculatie afgegeven aan onderdanen van een Lidstaat van Europese Gemeenschappen en Turkse onderdanen is altijd gratis.

C. 1°) Voor de afgifte van huwelijksboekjes :

€ 30,00: dit bedrag omvat de afgifte van het huwelijksboekje alsook de gemeentebelasting (**€ 7,50**) voor de afgifte van het huwelijksgetuigschrift

2°) Voor de afgifte van getuigschriften van wettelijke samenwoning :

€ 7,50

D. Voor de afgifte van paspoorten:

€ 12,00 voor elk nieuw paspoort

€ 12,00 voor de verlenging van de geldigheid van een vroeger afgegeven paspoort

De vrijstelling van de belasting is van toepassing bij de afgifte of de verlenging van de geldigheid van een paspoort voor een kind jonger dan 12 jaar

E. Voor de afgifte van beroepskaarten voor vreemdelingen:

1°) voor de aanvragen tot de verkrijging, de verlenging, de hernieuwing, de wijziging of, in geval van verlies, de vervanging van de beroepskaart voor vreemdelingen ingesteld bij koninklijk besluit van 16 november 1939:

€ 7,50

2°) voor de afgifte van beroepskaarten voor vreemdelingen:

€ 7,50 welke ook de geldigheidsduur weze

Deze documenten zijn gratis voor de Turkse onderdanen

F. Arbeidsvergunningen voor vreemdelingen:

€ 1,25

G. Voor de afgifte door de Ambtenaar van de burgerlijke stand van uittreksels en afschriften van akten van de burgerlijke stand en van akten betreffende het verkrijgen, het behouden of het verliezen van de nationaliteit:

€ 7,50

H. Voor de afgifte van alle andere documenten, getuigschriften, uittreksels, bewijsstukken, afschriften, legalisaties, eensluidend verklaarde uittreksels, toelatingen, enz... van gelijk welke aard waarvoor niet speciaal een prijs werd vastgesteld en die ambtshalve of op aanvraag worden uitgereikt :

€ 7,50

De stedenbouwkundige vergunningen betreffende uitsluitend het installeren van zonnecollectors of andere installeringen voor het rationeel energieverbruik worden gratis afgeleverd.

I. Aanvraag tot wijziging van administratieve documenten (inschrijvingsbewijzen, enz...) :

€ 7,50

Artikel 3

De belasting is verschuldigd op het ogenblik van de afgifte van het document en is betaalbaar in handen van de Gemeenteontvanger, zijn beambten of beambtenontvangers die met dit doel zijn aangesteld. Het betalingsbewijs wordt vastgesteld door het kleven van een zegel op het document die het belastingbedrag aanduidt en de datum van de betaling. Geen enkel ander bewijs zal worden afgegeven. De personen die onderworpen zijn aan de belasting zijn ertoe gehouden het bedrag ervan in bewaring te geven op het ogenblik van de aanvraag wanneer het document niet onmiddellijk kan worden afgegeven. In dat geval is de datum voorkomend op de zegels gelijk aan deze waarop ze werden aangebracht.

De belastingplichtige kan bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen. Het bezwaarschrift moet, op straffe van nietigheid, schriftelijk ingediend worden en moet, op straffe van verval, ingediend worden binnen drie maanden vanaf de datum van de contante betaling. Het wordt gedagtekend en ondertekend door de eiser of zijn vertegenwoordiger en vermeldt :

- 1) de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van de belastingplichtige ten laste van wie de belasting gevestigd wordt ;
- 2) het voorwerp van het bezwaarschrift en een opgave van de feiten en middelen.

Artikel 4

Zijn van de belasting vrijgesteld:

- a) de documenten die gratis moeten worden afgegeven door het gemeentebestuur krachtens een wet, een koninklijk besluit of enig ander overheidsreglement;
- b) de documenten afgegeven aan behoeftigen . Het behoeftigheid mag bewezen worden door eender welk bewijsstuk;
- c) de toelatingen met betrekking tot godsdienstige, filosofische, politieke of culturele manifestaties, deze afgegeven aan liefdadigheidswerken voor het inrichten van een feest, een dansgelegenheid of een stoet alsook voor het plaatsen van een paneel, behalve indien dit paneel handelspubliciteit bevat;
- d) de getuigschriften om tickets tegen verminderde prijs te bekomen bij de Maatschappij voor Intercommunaal Vervoer te Brussel, de Nationale Maatschappij van de Belgische Spoorwegen, de Lijn en la Société de Transports en commun (Tec) ;
- e) de rechterlijke overheden, de openbare besturen en gelijkgestelde instellingen evenals de instellingen van openbaar nut;
- f) de documenten, enz... voorzien bij artikel 2 onder littera H, noodzakelijk voor het zoeken naar werk en afgegeven aan werkzoekenden die regelmatig ingeschreven zijn bij de Gewestelijke Diensten voor Arbeidsvoorziening;
- g) de documenten, enz... voorzien onder artikel 2 littera H, noodzakelijk voor de inschrijving bij een Openbare Vastgoed Maatschappij (OVM);

Artikel 5

Indien de documenten, door particulieren of private instellingen aangevraagd, per post verzonden worden, zal de belasting met de verzendingskosten vermeerderd worden. Het bedrag moet in bewaring gegeven worden op het ogenblik van de aanvraag, zelf indien de afgifte van het document gratis is.

(11) Taxe sur les antennes pour la téléphonie mobile – Instauration (Amendement sur les bancs) Belasting op de antennes voor mobiele telefonie - Invoering

Amendement

Article 1 (ancien) proposé par le collège du 8 février 2007

Il est établi au profit de la commune d'Etterbeek, à partir du 1^{er} janvier 2007 pour un terme expirant le 31 décembre 2013, une taxe annuelle sur les antennes pour la téléphonie mobile installées sur le territoire de la commune d'Etterbeek.

Par antenne pour la téléphonie mobile, on entend toute antenne émettrice ou relais d'ondes électromagnétiques permettant la téléphonie mobile, reliée ou non à une station séparée, fixée ou non à un mât ou à un pylône, pour l'installation de laquelle un permis d'urbanisme devait être demandé. Toutefois, l'antenne pour l'installation de laquelle un permis d'urbanisme ne devait pas être demandé, au motif qu'elle remplaçait une antenne dûment autorisée, est soumise à la taxe.

Article 1 (nouveau) amendement proposé et adopté par le conseil

Il est établi au profit de la commune d'Etterbeek, à partir du 1^{er} janvier 2007 pour un terme expirant le 31 décembre 2013, une taxe annuelle sur les antennes pour la téléphonie mobile installées sur le territoire de la commune d'Etterbeek.

Par antenne pour la téléphonie mobile, on entend toute antenne émettrice ou relais d'ondes électromagnétiques permettant la téléphonie mobile, reliée ou non à une station séparée, fixée ou non à un mât ou à un pylône.

Amendement

Artikel 1 (oud) voorgesteld door het College van 8 februari 2007

Er wordt ten bate van de gemeente Etterbeek, vanaf 1 januari 2007 voor een periode vervallend op 31 december 2013, een jaarlijkse belasting geheven op de antennes voor mobiele telefonie gevestigd op het grondgebied van de gemeente.

Onder "antenne voor mobiele telefonie" dient men te verstaan elke zendantenne of relais werkend met elektromagnetische golven die mobiele telefonie toelaten, al dan niet verbonden met een afzonderlijk station, al dan niet vastgehecht aan een mast of pyloon, waarvoor een stedenbouwkundige vergunning vereist is. Elke antenne waarvoor geen stedenbouwkundige vergunning vereist is omdat ze een behoorlijk vergunde antenne vervangt, is desondanks toch onderworpen aan de belasting.

Artikel 1 (nieuw) amendement voorgesteld en aangenomen door de gemeenteraad

Er wordt ten bate van de gemeente Etterbeek, vanaf 1 januari 2007 voor een periode vervallend op 31 december 2013, een jaarlijkse belasting geheven op de antennes voor mobiele telefonie gevestigd op het grondgebied van de gemeente.

Onder "antenne voor mobiele telefonie" dient men te verstaan elke zendantenne of relais werkend met elektromagnetische golven die mobiele telefonie toelaten, al dan niet verbonden met een afzonderlijk station, al dan niet vastgehecht aan een mast of pyloon.

A l'unanimité des voix, le Conseil communal prend la délibération suivante :

Met éénparigheid van stemmen neemt de gemeenteraad de volgende beraadslaging :

Le Conseil communal,

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la situation financière de la commune ;

ARRETE

I. DUREE ET ASSIETTE DE LA TAXE

Article 1

Il est établi au profit de la commune d'Etterbeek, à partir du 1^{er} janvier 2007 pour un terme expirant le 31 décembre 2013, une taxe annuelle sur les antennes pour la téléphonie mobile installées sur le territoire de la commune d'Etterbeek.

Par antenne pour la téléphonie mobile, on entend toute antenne émettrice ou relais d'ondes électromagnétiques permettant la téléphonie mobile, reliée ou non à une station séparée, fixée ou non à un mât ou à un pylône.

II. TARIF

Article 2

Le taux de la taxe est fixé à € **4.000,00** par an par unité.

La taxe est due pour l'année civile entière, quelle que soit la date d'installation ou d'enlèvement de l'antenne pour la téléphonie mobile au cours de l'exercice.

Article 3

Le taux de la taxe sera indexé au 1^{er} janvier des exercices 2008, 2009, 2010, 2011, 2012 et 2013 au taux de **2%**.

Les taux pour ces exercices seront donc fixés comme suit :

2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
4.000,00	4.080,00	4.161,60	4.244,83	4.329,73	4.416,32	4.504,65

III. REDEVABLE

Article 4

La taxe est due solidairement par toute personne physique ou morale qui est titulaire d'un droit réel ou d'un droit d'exploiter sur une antenne pour la téléphonie mobile.

En cas d'indivision ou d'exploitation d'une même antenne par plusieurs personnes physiques ou morales, la taxe est due solidairement par tous les copropriétaires et titulaires conjoints d'un droit réel ou droit d'exploiter.

En cas de transfert de droit réel ou du droit d'exploiter, la qualité de contribuable au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition s'apprécie par la date de l'acte authentique constatant la cession de droit réel ou par la date de l'acte de cession du droit d'exploiter.

IV. EXONERATION

Article 5

Sont exonérés de la taxe, les titulaires d'un droit réel ou d'un droit d'exploiter sur une antenne pour la téléphonie mobile qui sont des pouvoirs publics ou dont les antennes sont exclusivement utilisées par des pouvoirs publics.

V. DECLARATION - RECOUVREMENT

Article 6

Le recensement des éléments imposables est effectué par les soins de l'administration communale. Celle-ci adresse au redevable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée, datée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de déclarer spontanément à l'administration communale les éléments nécessaires à l'enrôlement, au plus tard le 31 décembre de l'année de l'exercice d'imposition.

La déclaration reste valable jusqu'à sa révocation notifiée par écrit à l'administration communale. A défaut d'une telle révocation, l'enrôlement se poursuivra.

Article 7

La non déclaration dans les délais prévus par ce même règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe conformément aux dispositions des articles 6 et 7 de la loi du 24 décembre 1996.

Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à celui de la taxe qui est due.

Le montant de cette majoration est également enrôlé.

Article 8

Tout redevable est tenu, à la demande de l'administration et sans déplacement, de produire tous les livres et documents nécessaires à l'établissement de la taxe.

Les redevables sont également tenus d'accorder le libre accès aux immeubles, bâtis ou non, susceptibles de constituer ou de contenir un élément imposable ou dans lesquels s'exerce une activité imposable, aux fonctionnaires désignés conformément à l'article 7 de la loi du 24 décembre 1996 et munis de leur lettre de désignation, et ce, en vue d'établir ou de contrôler l'assiette de la taxe.

Ces fonctionnaires ne peuvent toutefois pénétrer dans les bâtiments ou les locaux habités que de cinq heures du matin à neuf heures du soir et uniquement avec l'autorisation du juge du tribunal de police.

Article 9

Le rôle de la taxe est arrêté et rendu exécutoire, au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice, par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 10

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux dispositions des articles 3 et 12 de la loi du 24 décembre 1996. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. Cet envoi s'opère sans frais pour le redevable.

Article 11

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins. La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit et doit, sous peine de déchéance, être introduite dans les six mois de la date de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. Elle est datée et signée par le réclamant ou son représentant et mentionne :

- 1) les noms, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie ;
- 2) l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Quant aux erreurs matérielles provenant de double emploi, erreurs de chiffres, etc...étant le fait des agents de l'administration communale, le contribuable peut en demander le redressement aussi longtemps que le compte communal auquel la taxe se rapporte n'aura pas été approuvé par l'autorité supérieure.

* * *

De Gemeenteraad,

Gelet op het artikel 170 § 4 van de Grondwet ;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en de gemeentebelastingen ;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen ;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting ;

Gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

BESLUIT

I. DUUR EN GRONDSLAG VAN DE BELASTING

Artikel 1

Er wordt ten bate van de gemeente Etterbeek, vanaf 1 januari 2007 voor een periode vervallend op 31 december 2013, een jaarlijkse belasting geheven op de antennes voor mobiele telefonie gevestigd op het grondgebied van de gemeente.

Onder “antenne voor mobiele telefonie” dient men te verstaan elke zendantenne of relais werkend met elektromagnetische golven die mobiele telefonie toelaten, al dan niet verbonden met een afzonderlijk station, al dan niet vastgehecht aan een mast of pyloon.

II. TARIEF

Artikel 2

Het bedrag van de belasting is vastgesteld op € **4.000,00** per jaar en per eenheid.

De belasting is verschuldigd voor het gehele burgerlijk jaar, ongeacht de datum van de installatie of de verwijdering van de antenne voor mobiele telefonie in de loop van het dienstjaar.

Artikel 3

Het bedrag van de belasting zal geïndexeerd worden op 1 januari van dienstjaren 2008, 2009, 2010, 2011, 2012 en 2013 met **2%**.

De aanslagvoeten van deze dienstjaren zullen als volgt vastgesteld worden :

2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
4.000,00	4.080,00	4.161,60	4.244,83	4.329,73	4.416,32	4.504,65

III. BELASTINGPLICHTIGEN

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door elke fysieke of morele persoon die houder is van een reëel recht of een recht om een antenne voor mobiele telefonie uit te baten.

In geval van onverdeelde eigendom of uitbating van eenzelfde antenne door meerdere fysieke of morele personen, is de belasting gemeenschappelijk verschuldigd door alle eigenaars of houders van een reëel recht of een uitbatingrecht.

In geval van overdracht van het reëel recht of het uitbatingrecht, zal de hoedanigheid van de belastingplichtige op 1 januari van het aanslagjaar bepaald worden door de datum van het authentieke akte die de overdracht van het reëel recht vaststelt, of door de datum van de overdracht van het recht tot uitbaten.

IV. VRIJSTELLING

Artikel 5

De overheden die houder zijn van een reëel recht of een recht om een antenne voor mobiele telefonie uit te baten zijn vrijgesteld van de belasting. Zijn eveneens vrijgesteld, de antennes die uitsluitend door overheden gebruikt worden.

V. AANGIFTE - INNING

Artikel 6

De telling van de belastbare elementen gebeurt door het gemeentebestuur. Het gemeentebestuur zendt naar de belastingplichtige een aangifteformulier dat deze gehouden is terug te zenden, na het behoorlijk ingevuld, gedagtekend en ondertekend te hebben voor de vervaldag vermeld op dit aangifteformulier. De belastingplichtige die geen aangifteformulier heeft ontvangen, moet spontaan bij het gemeentebestuur aangifte doen van de elementen nodig voor de belasting en dit ten laatste op 31 december van het aanslagjaar.

De verklaring blijft geldig tot haar intrekking schriftelijk betekend aan het gemeentebestuur. Bij gebrek aan de dergelijke intrekking zal de inkohiering voortgezet worden.

Artikel 7

Bij gebrek aan aangifte binnen de in het reglement gestelde termijn, of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd overeenkomstig de bepalingen vervat in artikelen 6 en 7 van de wet van 24 december 1996. De ambtshalve ingekohierde belastingen worden verhoogd met een bedrag dat gelijk is aan de verschuldigde belasting. Het bedrag van deze verhoging wordt ook ingekohierd.

Artikel 8

Iedere belastingplichtige moet, op verzoek van het bestuur en zonder verplaatsing, alle boeken en bescheiden voorleggen die noodzakelijk zijn voor de vestiging van de belasting.

De belastingplichtigen moeten eveneens de vrije toegang verlenen tot de al dan niet bebouwde onroerende goederen, die een belastbaar element kunnen vormen of bevatten of waar een belastbare activiteit wordt uitgeoefend, aan de ambtenaren die overeenkomstig artikel 7 van de wet van 24 december 1996 worden aangesteld en voorzien zijn van hun aanstellingsbrief, en dit om de grondslag van de belasting vast te stellen en te controleren.

Tot particuliere woningen of bewoonde lokalen hebben deze ambtenaren evenwel alleen toegang tussen vijf uur 's morgens en negen uur 's avonds, en mits machtiging van de politierechter.

Artikel 9

Het kohier van de belasting wordt vastgesteld en uitvoerbaar verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen, ten laatste op 30 juni van het jaar dat volgt op het dienstjaar.

Artikel 10

De belasting wordt ingevorderd door de Gemeenteontvanger overeenkomstig de bepalingen vervat in artikelen 3 en 12 van de wet van 24 december 1996. De belasting moet betaald worden binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet. Deze verzending gebeurt zonder kosten voor de belastingplichtige.

Artikel 11

De belastingplichtige kan een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen. Het bezwaarschrift moet, op straffe van nietigheid, schriftelijk ingediend worden en moet, op straffe van verval, ingediend worden binnen de zes maanden vanaf de datum van de verzending van het aanslagbiljet. Het wordt gedagtekend en ondertekend door de eiser of zijn vertegenwoordiger en vermeldt :

- 1) de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van de belastingplichtige ten laste van wie de belasting gevestigd wordt ;
- 2) het voorwerp van het bezwaarschrift en een opgave van de feiten en middelen.

De bezwaren die betrekking hebben op de rechtzetting van dubbel geboekte posten, rekenfouten of cijferfouten, enz...die te wijten zijn aan de bedienden van het Gemeentebestuur, kunnen nochtans worden ingediend zolang de gemeenterekening waarop de belasting betrekking heeft niet is goedgekeurd door de hogere Overheid.

(12) Interpellation de Monsieur Nouridine TAYBI relative au réaménagement de la Place Jourdan. Interpellatie van de heer Nouridine TAYBI betreffende de herinrichting van de Jourdanplein.

Monsieur Nouridine TAYBI expose son interpellation.

La place Jourdan est un lieu unique et rare en Région bruxelloise. Il s'agit d'un lieu de vie particulièrement prisé par les Etterbeekois, les habitants des communes avoisinantes et les personnes qui y travaillent, avec des activités culturelles, commerciales et sociales fortes. En effet, cette place est un point de rencontres entre des personnes aux profils socio-économiques et culturels fondamentalement différents. Son futur réaménagement devra tenir compte de ces particularités et laisser une large place à la participation citoyenne tout au long du processus de décision. Pour ces raisons, j'aimerais savoir :

- 1) Quels sont les acteurs publics impliqués dans le cadre du réaménagement de la Place Jourdan ? Qui supportera le coût des travaux de réaménagement ? Quelle est la marge de manœuvre de la commune ?
- 2) Quel est le phasage des travaux ?
- 3) Hormis les consultations qui ont eu lieu durant le mois de février et le formulaire en ligne sur le site de la commune, un processus de participation collectif rassemblant citoyens, utilisateurs, commerçants, etc. est-il prévu ? En cas de réponse positive, le processus de participation sera-t-il encadré par des professionnels de la participation et des experts ?

Monsieur le Bourgmestre répond que les acteurs publics impliqués dans le réaménagement sont pour l'essentiel

- *l'Etat fédéral, qui est le maître d'ouvrage, et qui finance l'étude et le réaménagement au travers des accords Beliris conclu avec la Région de Bruxelles-Capitale ;*
- *la Région, qui est donc partie prenante au travers de Beliris, mais qui interviendra surtout en tant qu'autorité délivrante du permis d'urbanisme ;*
- *le Commune bien sûr, en tant qu'autorité locale, mais aussi en tant qu'autorité gestionnaire de la place. A ce titre, la Commune dispose d'une marge de manœuvre plus importante qu'en voirie régionale et peut en théorie refuser un projet. Il est toutefois évident qu'un blocage complet, que ce soit avec la Région ou avec l'Etat fédéral, condamnerait tout réaménagement digne de ce nom. Si désaccord il y a, un compromis sera donc certainement recherché ;*
- *A titre secondaire, la Commune d'Ixelles et la Ville de Bruxelles ont été contactées afin que leurs citoyens puissent être inclus dans le processus participatif.*

Le processus participatif qui a débuté avec les 3 enquêtes comprendra des réunions publiques ouvertes à tous et si nécessaire, des réunions spécifiquement dédiées aux habitants ou aux commerçants. A cela s'ajoutera le processus légal de demande de permis d'urbanisme, qui comprend une enquête publique et le passage en Commission de Concertation. L'intervention d'experts est évidemment garanti par le recours aux fonctionnaires spécialisés et aux bureaux d'études. Quant à d'éventuels professionnels de la participation, c'est un point qui n'est pas envisagé.

Si tout se passe bien, les travaux pourraient débiter début 2009. Le contenu du réaménagement n'étant pas encore connu, il n'est pas possible de définir un phasage des travaux. A titre d'exemple, un réaménagement simple peut prendre 6 mois, mais si un parking souterrain avec déviation de collecteur souterrain devait être décidé, il vaut mieux parler de 3 ans.

Le Bourgmestre dit que la population était censée être consultée uniquement sur le fait de faire ces travaux, mais pas sur le futur. Il y a eu une réunion avec Beliris, et ils ont adapté leur enquête. On a rajouté du personnel de la commune à disposition de Beliris pour faire cette enquête.

Il y aura une réunion en avril, au cours de laquelle les résultats de l'enquête seront communiqués à la population.

Monsieur Nourdine TAYBI : y aura-t-il des professionnels de la participation, à cette réunion ? des extérieurs, qui ne sont pas juges et parties ?

Le Bourgmestre dit que ce n'est pas nous qui décidons, mais bien le bureau d'études.

* * *

De heer Nourdine TAYBI legt zijn interpellatie uit.

Het Jourdanplein is een unieke en zeldzame plaats in het brussels Gewest. Het gaat om een leefplaats die in het bijzonder door de Etterbekenaren, de inwoners van de omringende gemeentes en de mensen die er werken erg op prijs gesteld wordt, met tal van handels- culturele en sociale activiteiten.

Inderdaad, deze plaats betekent een ontmoetingsplaats voor mensen met fundamenteel verschillende socio-economische en culturele profielen. De toekomstige herinrichting van de plaats zal moeten rekening houden met deze bijzonderheden en zal plaats moeten laten aan de burgerparticipatie gedurende de hele beslissingsprocedure. Daarom zou ik het volgende willen weten:

Welke zijn de openbare actoren betrokken in het kader van de herinrichting van het Jourdanplein? Wie zal de kosten van de herinrichtingswerken dragen? Over welke speelruimte beschikt de Gemeente?

Welke planning voor deze werken?

Behalve de raadplegingen die plaatsvonden in de loop van de maand februari en het formulier on-line op de gemeentelijke website, werd er een collectieve participatieproces samen met de burgers, gebruikers, handelaars, enz... voorzien? Indien dit wel het geval zou zijn zal het participatieproces ondersteund worden door beroepsmensen en deskundigen?

De heer Burgemeester antwoordt dat de openbare actoren die geïmpliceerd zijn in de heraanleg van het Jourdanplein, de volgende zijn:

- *De Federale Staat die de bouwmeester is, die de studie en de herinrichting via de Belirisakkoorden, afgesloten met het Brussels Hoofdsteljk Gewest, financieert;*
- *Het Gewest, die dus doorheen de Belirisakkoorden betrokken is, maar die vooral zal tussenkomen in de hoedanigheid van uitreikende overheid van de stedenbouwkundige vergunning;*
- *De Gemeente natuurlijk, in de hoedanigheid van lokale overheid, maar ook als overheidsbeheerder van de plaats. Daarom beschikt de Gemeente over een grotere speelruimte dan het gewestelijk wegennet en theoretisch een project kan weigeren. Het spreekt natuurlijk vanzelf dat een volledig blokkering, al of niet afkomstig van het Gewest of van de Federale Staat, elke herinrichting, die de naam waardig is, zou veroordelen. Indien er geen akkoord zou afgesloten worden, zal er zeker naar een compromis gezocht worden;*
- *Als bijkomende titel, werd met de Gemeente Elsene en Brussel-Stad contact opgenomen opdat hun burgers in het participatieve proces zouden opgenomen worden.*

Het participatieve proces die met 3 enquêtes startte zal openbare vergaderingen bevatten die voor iedereen open staan en, indien nodig, zullen er specifieke vergaderingen plaatsvinden in het bijzonder gericht tot de inwoners en de handelaars. Daarbij komt nog dat de wettelijke procedure voor de aanvraag van een stedenbouwkundige vergunning, die een openbare enquête bevat en de overgang naar een overlegcommissie.

De tussenkomst van experts wordt natuurlijk verzekerd door beroep te doen op gespecialiseerde ambtenaren en studiebureaus. Voor wat de tussenkomst en of de medewerking van de professionele participatieve wereld betreft, is dit een punt dat nog niet overwogen werd.

Als alles vlot verloopt zullen de werken begin 2009 starten. Daar de inhoud van de renovatiewerken nog niet bekend is, is het nog niet mogelijk een kalender van de werken op te maken. Een gewone herinrichting kan bijvoorbeeld zo'n 6 maanden in beslag nemen, maar indien een ondergrondse parking met een verlegging van de ondergrondse hoofdriool het daglicht zou zien, zou men best over zo'n drie jaar spreken.

De Burgemeester zegt dat de bevolking uitsluitend en alleen zou moeten geraadpleegd worden over het feit van werken uit te voeren maar niet over de toekomst. Er werd een vergadering gehouden met Beliris en zij hebben hun enquête aangepast. De Gemeente heeft bijkomend personeel aan Beliris ter beschikking gesteld om deze enquête uit te voeren.

Er vergadering zal in de maand april plaatsvinden, tijdens dewelke de resultaten van de enquête zullen bekend gemaakt worden.

Geachte heer Nourdine TAYBI: zullen er professionele van de participatie deelnemen aan deze vergadering? Buitenstaanders die noch zullen oordelen en onpartijdig zullen nemen?

De Burgemeester laat weten dat wij niet beslissen maar wel de studiebureaus.

**(13) Interpellation de Monsieur Laurent VLEMINCKX relative à la crèche Ste Gertrude - Difficultés de stationnement pendant les travaux de réfection du collecteur.
Interpellatie van de heer Laurent VLEMINCKX betreffende de St Gertrudiskribbe - Parkeermoeilijkheden tijdens de herstellingswerken van de hoofdriool.**

Monsieur Laurent VLEMINCKX expose son interpellation.

Permettez-moi d'être ici le relais des responsables de la Crèche Sainte-Gertrude.

En effet, suite aux travaux de réfection du collecteur du Broebelaar-travaux que je ne remets évidemment pas en cause ici, les palissades du chantier remontent au gré des besoins du chantier dans la rue Félix Hap sur les emplacements réservés aux parents de la crèche pour déposer leur enfant en toute sécurité.

Les responsables de la crèche m'ont fait part de l'insatisfaction des parents et c'est ainsi que je me permets d'interpeller le Collège en vue d'essayer de trouver une solution provisoire pendant la durée du chantier pour recréer un sentiment de sécurité lors du débarquement et de l'embarquement des bambins.

Serait-il possible d'envisager de déplacer temporairement les emplacements réservés à la crèche plus haut dans la rue et, si cette demande devait être rencontrée, de faire le nécessaire durant les premières semaines pour que des APS par exemple veillent au respect de ces emplacements le matin et le soir c'est-à-dire quand les parents se présentent à la crèche ?

Par ailleurs, il serait peut-être utile de placer un panneau de fin de zone de stationnement pour une meilleure visibilité de cette dernière.

Monsieur le Bourgmestre répond que le service de la Mobilité s'étonne de ne pas avoir été contacté directement par la demanderesse. L'emplacement réservé aux parents ayant été raccourci de 3 mètres pour des besoins du chantier. Cet emplacement vient d'être rallongé de 3 mètres et ce jusqu'à la fin du chantier du Broebelaar à cet endroit (vers le mi avril) au moyen d'une signalisation sur chevalets.

Monsieur Laurent VLEMINCKX dit que ce n'est pas visible du tout. Le (ou « ce » ? – voir en fonction du contexte) panneau semble un peu mobile.

Monsieur Vincent DE WOLF dit qu'en tout cas, dans un mois, la situation sera définitive. En attendant, on va voir avec le service.

* * *

De Heer Laurent VLEMINCKX legt zijn interpellatie uit.

Inderdaad, naar aanleiding van de herstellingswerken aan de hoofdriool van de Broebelaar – werken waar ik natuurlijk niet op terugkomt, veranderen de omheiningen van de werken steeds van plaats naar gelang de noden van de werken in de Félix Hapstraat op de voorbehouden parkeerplaatsen voor de ouders die hun kinderen veilig in de kribbe komen afzetten.

De verantwoordelijken van de kribbe hebben mij de ontevredenheid van de ouders medegedeeld en daarom interpeleer ik het College met het oog op het zoeken naar een voorlopige oplossing tijdens de duur van de werken om terug een veiligheidsgevoel te scheppen wanneer de kinderen afgezet en/of opgehaald worden.

Zou het mogelijk zijn om de parkeerplaatsen voorbehouden voor de kribbe voorlopig een beetje hoger in de straat te verplaatsen en, indien dit wel het geval zou zijn, om het nodige te doen om tijdens de eerste weken de Stadswachters attent op maken dat deze parkeerplaatsen s'morgens en s'avonds geëerbiedigd moeten worden, met andere woorden wanneer de ouders hun kinderen naar de kribbe brengen

Bovendien, zou het misschien nuttig zijn om een verkeersbord voor het einde van de parkeerzone te plaatsen voor een betere zichtbaarheid voor deze laatste.

De heer Burgemeester antwoordt dat de dienst van de Mobiliteit zich verbaasde omdat ze niet rechtstreeks gecontacteerd werden door de reclamant. De plaats voorbehouden voor de ouders werd 3 m. korter gemaakt voor de noden van de werkzaamheden. Deze plaats werd zopas 3m verlengd, en dit tot het einde van de werkzaamheden aan de Broebelaar op deze plaats (rond half april), met behulp van verkeersborden op schragen.

De heer Laurent VLEMINCKX zegt dat deze borden niet zichtbaar zijn. Het paneel blijkt niet mobiel te zijn.

De heer Vincent DE WOLF zegt in ieder geval dat binnen één maand, de toestand definitief zal zijn. Ondertussen, zullen we met de dienst zien.

(14) Interpellation de Monsieur André du BUS de WARNAFFE relative à la puissance des antennes GSM.

Interpellatie van de heer André du BUS de WARNAFFE betreffende de kracht van de gsm-antennes.

Monsieur André du BUS de WARNAFFE expose son interpellation.

En sa séance du 16 février, le parlement régional a adopté une ordonnance portant sur les risques potentiels des radiations non ionisantes. Cette ordonnance fait suite aux travaux menés par la commission de l'environnement du parlement régional qui a procédé à de nombreuses auditions sur les différents aspects de la problématique des antennes gsm.

Si les risques sur la santé des radiations non ionisantes font encore l'objet de controverse et de longs débats du côté des scientifiques, il n'en demeure pas moins que cet élément est aujourd'hui pris au sérieux par la société dans ses multiples composantes.

Une des caractéristiques de ce dossier réside dans la procédure d'octroi des permis d'urbanisme portant sur l'installation des antennes relais GSM. En vertu des articles 175 et suivants du Cobat, le fonctionnaire délégué – et donc la Région – est compétent pour délivrer en première instance le permis d'urbanisme sollicité. La procédure prévoit que le Collège des Bourgmestre et Echevins concernés émettent un avis dans le cadre de la procédure d'instruction de ces demandes.

Dans les faits, bien souvent, il est permis de constater que les communes émettent des avis défavorables quant à l'implantation des dites antennes pour des motifs fort divers (mais souvent lié au principe de précaution, à la surcharge environnementale, voire à des motifs esthétiques) sans pour autant être suivies par l'échelon régional qui délivre généralement les permis sollicités, estimant que juridiquement il n'existe aucune raison sérieuse pour s'y opposer.

Il y a donc clairement au niveau du pouvoir deux approches différentes. En outre, implanter une antenne GSM ne nécessite pas d'enquête publique, sauf si la demande déroge au règlement général d'urbanisme par exemple concernant son gabarit.

A l'occasion de l'examen des minutes du Collège, j'ai pu constater que récemment le Collège avait octroyé un avis favorable à l'installation d'antenne relais GSM avenue des Nerviens, et ce, même si – en fonction de ce qui vient d'être développé – cet avis n'a pas de valeur contraignante.

Sachant que l'ordonnance a fixé la puissance d'immission maximale à une norme de 3V/m et que, en 2005, on estimait que 92% du territoire répondant à cette norme.

Sachant par ailleurs que depuis 2005 le nombre d'antennes relais s'est multiplié sur le territoire et que, dès lors, ce pourcentage de conformité est estimé à la baisse. Et que dès lors il n'y a aucune raison de penser que la totalité de la commune d'Etterbeek ne réponde à la norme susmentionnée.

Sachant enfin que l'IBPT tient un cadastre des installations des antennes relais et que cet Institut peut répondre à toute demande d'analyse de la puissance de rayonnements électromagnétiques.

Sachant enfin qu'en cette matière le principe de précaution s'alimente d'une information la plus précieuse et la plus objective qui soit, information qui se doit d'être accessible au public, je souhaiterais obtenir des réponses aux questions suivantes :

- Le commune d'Etterbeek a-t-elle déjà fait appel à l'IBPT pour des mesures de ce type ? Et si tel est le cas, dans quelles circonstances précises ?
- La commune a-t-elle déjà pu comparer la conformité du cadastre établi par l'IBPT avec les dossiers qu'elle a traités dans le cadre des demandes de permis d'urbanisme des antennes relais ?
- La commune peut-elle envisager de faire appel à l'IBPT pour effectuer, de manière préventive, des analyses aux points qu'elle estime stratégiques en fonction du cadastre des antennes mis régulièrement à jour par l'IBPT ?.

Monsieur le Bourgmestre répond qu'au niveau juridique, les antennes-relais GSM ne sont soumises qu'à permis d'urbanisme, délivrés par l'AATL. Ces demandes font au préalable l'objet d'une étude auprès de l'IBPT (l'institut belge des postes et télécommunications), lequel rend un avis (au sens de la législation fédérale) qui accompagne la demande de permis.

La Commune a déjà demandé par deux fois une mesure complémentaire et ce, à la demande expresse de riverains.

L'IBPT a déjà répondu à une des demandes (toutes deux transmises à l'IBPT en novembre 2006)

Cette étude complémentaire montre que l'exposition dans le logement du riverain est de 1,69 V/m et 0,53 V/m à une distance de 79 m de l'antenne (mesures prises dans deux chambres).

L'IBPT signale dans son rapport de mesures que :

- les mesures sont réalisées à l'endroit le plus exposé du logement;

- une extrapolation à pleine puissance est réalisée pour chaque antenne : la mesure de terrain est donc améliorée d'un facteur correctif de 3 dB pour extrapoler à l'exposition maximale.

Les hypothèses de calcul retenues tiennent donc compte de la situation la plus défavorable et représentent le rayonnement maximum et non le rayonnement moyen mesuré. Il est donc très probable que les valeurs soient surestimées par rapport à la réalité.

La Commune n'a pas comparé la conformité des demandes des opérateurs car elle n'en a pas les moyens techniques. C'est donc à l'IBPT de vérifier si la situation sur le terrain correspond aux autorisations données aux opérateurs.

La Commune intervient :

- en aval lors des commissions de concertation et des avis du Collège en rendant des avis acceptant ou refusant voire limitant en partie certains sites

- en aval lors du traitement des plaintes des riverains ou lors de sa propre initiative.

La Commune peut demander à l'IBPT d'effectuer des contrôles aux endroits qu'elle le souhaite. Pour rappel, à ce jour, la commune a relayé deux demandes de riverains.

Le service n'a pas communiqué de réponse concernant la deuxième habitation. Un riverain près de Schuman s'interroge également.

Monsieur Didier van EYLL demandera au service de l'environnement d'agir d'initiative s'il y a un doute, et de demander à l'IBPT de vérifier.

** * **

De heer André du BUS de WARNAFFE legt zijn interpellatie uit.

In zijn zitting van 16 februari heeft het gewestelijk parlement een ordonnantie bekrachtigd dragende de potentiële risico's van niet-ioniserende stralingen. Deze ordonnantie werd genomen naar aanleiding van werken ondernomen door de commissie leefmilieu van het gewestelijk parlement die overgegaan is tot talrijke verhoren betreffende de verschillende aspecten van de problematiek van de GSM-antennes.

Indien de gezondheidsrisico's van de niet-ioniserende stralingen nog steeds het voorwerp uitmaken van discussies alsook van eindeloze gesprekken langs «wetenschappelijke zijde», neemt dat niet weg dat dit element vandaag door de maatschappij «au sérieux» genomen wordt in zijn talrijke samenstellende delen.

Een van de bijzondere eigenschappen van dit dossier bestaat in de toekenningsprocedure van de stedenbouwkundige vergunningen houdende de installatie van de GSM-zendmasten. Op grond van artikel 175 en de volgenden van de Brusselse Verordening voor Ruimtelijke Ordening is de afgevaardigde ambtenaar – en dus het Gewest – bevoegd om in eerste instantie de gevraagde stedenbouwkundige vergunning uit te reiken. De procedure voorziet dat het College van Burgemeester en de betrokken Schepenen een uitspraak formuleert in het kader van de procedure van het onderzoek van deze aanvragen.

Vaak moet men in de feiten vaststellen dat de gemeentes ongunstige adviezen formuleren voor wat de implanting van deze antennes betreft, en dit voor heel diverse redenen (maar vooral vaak verbonden met het voorzorgsprincipe, milieuoverlast, en zelfs esthetische motieven) zonder daarvoor gevolgd te worden op de gewestelijk schaal die over het algemeen deze vergunningen uitreikt, houdende in dat er op het juridisch vlak geen ernstige redenen bestaan om er tegen te zijn.

Er zijn dus twee duidelijke benaderingswijzen op het gezagsniveau. Bovendien is de installatie van een GSM-antenne niet onderworpen aan een openbaar onderzoek, behalve als de aanvraag afwijkt van het algemeen stedenbouwkundig reglement voor wat bijvoorbeeld zijn afmetingen betreft

Naar aanleiding van het onderzoek van de minuten van het College heb ik kunnen vaststellen dat het College onlangs een gunstig advies uitgebracht heeft voor de installatie van GSM-zendmasten in de Nervierslaan, en dit, zelfs indien – in functie van wat er zopas ontwikkeld werd – dit advies geen dwingend karakter bezit.

Al wetende dat de ordonnantie het maximaal uitzendvermogen tot de norm van 3V/m vastgelegd heeft en dat in 2005 men van menig was dat 92% van het gewestelijk grondgebied aan deze norm voldeed.

Wetende bovendien dat sinds 2005 het aantal zendmasten op het grondgebied vermenigvuldigde en dat sindsdien dit overeenstemmingspercentage naar beneden toe geschat wordt En dat er dientengevolge geen enkele reden bestaat om te denken dat de Gemeente Etterbeek niet aan de bovenvermelde norm voldoet.

Wetende tenslotte dat het BIPT een kadaster van de installaties van de zendmasten houdt en dat dit instituut alle aanvragen voor een analyse van de kracht van deze elektromagnetische stralingen kan beantwoorden.

Wetende uiteindelijk dat op dit gebied het voorzorgsprincipe gebaseerd is op de meest nauwkeurigste en objectieve informatiemededinging die er is, dat deze informatie toegankelijk moet zijn voor het grote publiek, zou ik graag een antwoord willen op de volgende vragen:

- Heeft de Gemeente Etterbeek al een beroep gedaan aan het BIPT voor opmetingen van dit type? En indien wel, welke waren de juiste omstandigheden?
- Heeft de Gemeente al de overeenstemming van het kadaster, opgemaakt door het BIPT, kunnen vergelijken met de dossiers die ze al behandeld heeft in het kader van de aanvragen van stedenbouwkundige vergunningen en zendmasten ?
- Kan de Gemeente overwegen om beroep te doen op het BIPT om, preventief, analyses uit te voeren aan de punten die ze strategisch acht in functie van het kadaster van de zendmasten regelmatig up to date gesteld door het BIPT?

De heer Burgemeester legt uit dat op het juridisch niveau, de GSM-antennes onderworpen zijn aan een stedenbouwkundige vergunning uitgereikt door het BROH. Deze aanvragen zijn voorafgaandelijk onderworpen aan een studie bij het BIPT (Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie), die een oordeel zal vellen (in de zin van de federale wetgeving) die de aanvraag begeleidt.

De Gemeente heeft al twee keer een bijkomende maatregel aangevraagd en dit op uitdrukkelijk verzoek van de buurtbewoners.

Het BIPT heeft al één van deze aanvragen beantwoord (beide in november 2006 naar het BIPT opgestuurd).

Deze bijkomende studie heeft aangetoond dat de blootstelling in de woning van een buurtbewoner een kracht van 1,69V/m had op een afstand van 79 van de antenne (metingen uitgevoerd in twee kamers).

Het BIPT vermeldt in zijn verslag over de metingen dat:

- *De metingen werden uitgevoerd op de meest blootgestelde plaats;*
- *Een extrapolatie op volle kracht werd voor elke antenne uitgevoerd: de meting ter plaatse is dus met een correctiefactor van 3db verbeterd om de maximale blootstelling te extrapoleren. De weerhouden berekeningshypothese houden dus rekening met de ongunstigste toestand en vertegenwoordigen de maximale straling en niet de gemiddelde gemeten straling. Het is dus heel waarschijnlijk dat deze waarden overschat werden in vergelijking met de realiteit.*

De Gemeente heeft dus de gelijkvormigheid van de aanvragen van de operatoren niet vergeleken want ze beschikte niet over de technische middelen. Het is dus aan het BIPT om na te gaan of de toestand ter plaatse overeenkomt met de toelatingen gegeven aan de operators.

De Gemeente komt tussen:

- *Als borg tijdens de overlegcommissies en de adviezen van het College door zelf adviezen te geven die al of niet sommige plaatsen goedkeuren of afkeuren;*
- *Als borg tijdens de behandeling van de klachten van de buurtbewoners of op eigen initiatief.*

De Gemeente mag aan het BIPT vragen om controles uit te voeren op de plaatsen die zij wenst. Ter herinnering, tot op heden, heeft de Gemeente twee aanvragen van de buurtbewoners doorverzonden.

De dienst heeft nog geen antwoord gegeven betreffende de tweede woning. Een buurtbewoner nabij Schuman stelt zich ook vragen.

De heer Didier VAN EYLL zal de dienst Leefmilieu vragen om op eigen initiatief te handelen indien men twijfels heeft, en om dan aan het BIPT vragen om te controleren.

La séance est levée à 22 h 50.
De zitting wordt gesloten om 22 u 50.

PAR LE CONSEIL/NAMENS DE RAAD

Le Secrétaire,
De Secretaris,

Le Bourgmestre,
De Burgemeester,

Christian DEBATY

Vincent DE WOLF